

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 JUILLET 1919.

Projet de loi contenant le Budget général des Recettes et des Dépenses pour l'exercice 1919, ainsi que diverses dispositions concernant les impôts nouveaux, les délais de prescription fiscale et la garantie pour le recouvrement ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. **HOUTART**.

MESSIEURS,

Le Budget de 1919 traduit en chiffres les conséquences de la guerre. Il reflète les divers aspects de la catastrophe : dettes énormes, charges persistantes, destructions, renchérissement de toutes choses, réduction de l'activité productrice. Non cependant qu'il donne l'inventaire complet de nos pertes, ni la claire vue de notre avenir financier, ni la mesure exacte de l'effort à soutenir; nous ne possédons que les premiers feuillets d'un compte qui s'étendra sur un grand nombre d'années. Mais la situation qu'il faut aujourd'hui regarder en face est la plus sombre de celles qui se succéderont après la guerre, parce qu'elle est faite à la fois des pertes subies, de l'absence de réparation et du marasme des affaires; tandis que les années à venir bénéficieront des indemnités, ainsi que de la richesse acquise par le travail de la nation.

⁽¹⁾ Budget, n° 107.

⁽²⁾ La Section centrale, présidée par M. POULLET, était composée de MM. MECHelynck, BERTRAND et TIBBAUT, *vice-présidents*; MM. WAUVERNANS, HOUTART et VILAIN; IMPERIALI, PONCELET et PUSSEMIER; VAN LIMBURG STIRUM, FERON et BUYL; DELPORTE, PEPIN et LAMBORELLE; DEBUNNE, LIEBAERT et TROCLET; HONINCKX, DE KERCHOVE D'EXAERDE et DE WOUTERS D'OPLINTER.

Le total des dépenses prévues par l'Exposé général s'élève à	fr. 9,882,882,234 89
Les amendements déposés par le Gouvernement réduisent ce chiffre de	1,445,122,823 »
RESTE.	fr. 8,437,759,411 89

D'autres dépenses s'y ajouteront, notamment pour la dette publique et les régions dévastées, dépenses que l'on peut évaluer approximativement à six cents millions, de sorte que le total atteindra neuf milliards. Les Voies et Moyens, que l'Exposé fixe à 2,584,945,429 francs, s'élèveront à deux milliards huit cent millions. Il restera donc un peu plus de six milliards à couvrir par l'indemnité de guerre et par l'emprunt.

Ces neuf milliards de dépenses se divisent en trois grandes catégories : 1° les dépenses normales; 2° les dépenses de l'exercice 1919 imputables à la guerre; 3° les dépenses arriérées. Nous les examinerons successivement.

Dépenses normales.

Les dépenses normales sont celles qui, par leur objet, ne se rapportent pas aux événements et qui se reproduiront régulièrement à l'avenir. Mais il n'en est pas moins vrai qu'elles subissent, quant à leur montant, le contre-coup des circonstances. On en jugera par la comparaison des chiffres avec ceux des prévisions établies en 1914 pour les mêmes dépenses :

	1914	1919
Dette publique	fr. 220,153,897 92	240,270,979 67
Dotations.	5,624,759 »	6,165,000 »
Justice	32,286,800 »	44,567,800 »
Affaires Étrangères	5,118,291 »	8,543,476 »
Intérieur	8,249,660 »	11,130,070 »
Sciences et Arts.	46,793,948 »	58,394,335 »
Industrie, Travail et Ravitail- lement	26,897,600 »	40,256,550 »
Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes	304,336,790 »	499,202,331 »
Colonies	1,442,925 »	1,520,304 »
Guerre et Gendarmerie.	{ 89,912,225 » } 11,267,230 »	{ 93,289,455 » }
Finances	26,544,050 »	30,796,250 »
Travaux publics et Agriculture.	35,139,424 »	{ 61,710,000 » 23,465,615 » }
Affaires Économiques	—	20,081,730 »
Non-Valeurs et Remboursements	2,820,000 »	7,615,000 »
TOTAL.	fr. 813,593,599 92	1,149,008,885 67

Des amendements adressés par le Gouvernement à la Section centrale, par lettre du 24 juin, entraînent les modifications suivantes :

Affaires Étrangères . . . fr. +	174,966
Intérieur +	318,000
Sciences et Arts —	667,800
Agriculture —	3,323,300
Travaux publics —	5,500,000
Industrie, etc. +	595,000
Chemins de fer, etc. —	41,807,826
Colonies +	10,000
Affaires économiques —	1,630,000
TOTAL. . fr. —	52,957,925
+	1,094,966
—	51,862,960 = 1,097,135,925 67

De 1914 à 1919, la progression est donc de 284 millions. Les Chemins de fer et autres régies y participent pour 156 millions, la Dette publique pour 20 millions, l'ensemble des autres Budgets pour 108 millions, ce qui équivaut pour ces derniers à une augmentation de 38 %.

Trois causes, nous dit l'Exposé général, concourent à enfler les chiffres des dépenses : l'application des barèmes de traitements établis peu de temps avant la guerre, l'extension nécessaire du personnel de l'État et le renchérissement des travaux, fournitures et consommations ⁽¹⁾. Cette dernière, due au contre-coup de la guerre sur les relations économiques, s'atténuera sans doute avec le temps; l'accroissement de dépenses qu'elle entraîne pour le matériel administratif et les travaux ne doit pas être tenu pour définitif. Quant à l'extension du personnel de l'État, sans en contester la nécessité, la plupart des Sections de la Chambre ont signalé une tendance générale à l'exagération.

La guerre n'enseigne pas l'économie. Qu'importent quelques milliers de francs, voire quelques millions, dans le tourbillon qui a englouti des centaines de milliards? Mais voici que le fardeau de ces prodigalités va se répartir et peser lourdement sur les ressources de tous les ménages; pour que le contribuable accepte les sacrifices qu'on va lui demander, il importe que le gaspillage des deniers publics soit désormais évité.

De cette pensée s'inspirent les nombreuses observations émises dans les Sections touchant les différents Budgets et que l'on trouvera dans les rapports particuliers; il en est aussi d'ordre général que la Section centrale a transmises au Gouvernement.

(1) Cf. page iv de l'Exposé général.

On s'est demandé notamment si les services créés pendant la guerre sont supprimés dès que les circonstances mettent un terme à leur utilité; si les barèmes de traitements des différents Départements offrent entre eux la concordance nécessaire; si les indemnités de vie chère ne vont pas au delà des besoins réels de certains fonctionnaires et s'il est question de substituer à ces indemnités des augmentations définitives de traitements.

La Section centrale s'est fait l'écho de l'opinion publique en critiquant l'abus des transports par automobile dans divers Départements.

L'institution des Conseillers de Gouvernement entraînant de nouvelles charges, elle a cru devoir renseigner la Chambre sur le fonctionnement de ce nouvel organisme.

Les observations émises dans certaines Sections au sujet de subventions qui s'ajoutent aux traitements ministériels ont conduit à cette conclusion que la future Assemblée constituante aurait à fixer ces traitements à un taux définitif en rapport avec les nécessités.

Les réponses aux questions adressées par la Section centrale au Gouvernement, sur ces différents points, seront annexées au présent rapport.

*
* *

En face des dépenses normales, inscrivons les recettes qui serviront à les couvrir; et reprenons, pour celles-ci, la comparaison avec le Budget de 1914.

	1914	1919
Contribution foncière . . . fr.	30,362,000	39,000,000
Contribution personnelle . . .	27,257,000	23,000,000
Patente	9,500,000	24,000,000
Revenus ou bénéfices	18,000,000	13,000,000
Automobiles :	1,500,000	700,000
Spectacles cinématographiques. .	500,000	1,200,000
Rèdevance fixe sur les mines . .	29,000	30,000
Douanes	72,031,000	41,525,700
Accises	94,703,500	27,358,000
Diverses	1,652,500	7,402,500
Enregistrement et successions. .	98,713,000	113,000,000
Péages	409,685,955	204,600,300
Capitaux et revenus.	33,769,643	58,060,305
Remboursements	9,609,924	45,968,624
TOTAL. . . fr.	807,815,524	598,345,429

On le voit, l'infériorité de 209 millions qu'offrent les prévisions pour 1919, comparées à celles de 1914, vient presque en entier des péages, et

notamment de la recette des Chemins de fer. Mais les prévisions du projet de Budget étaient trop pessimistes ; la recette des Chemins de fer dépassera probablement 300 millions, laissant bien en arrière le chiffre de 167 millions qui était prévu ; de sorte que le rendement total des péages ne sera guère inférieur de plus de 60 millions au produit escompté en 1914. Premier symptôme de relèvement.

Quant aux autres recettes, si on les prend en bloc, elles atteignent le montant fixé en 1914, soit environ 400 millions. Le déchet de près de 100 millions prévu pour les douanes et accises est couvert par les recettes arriérées et anormales (74,420,340 francs), ainsi que par le produit des taxes créées sous l'occupation allemande et que la loi du 28 décembre 1918 a maintenues temporairement. Sur l'ensemble de ces recettes, un excédent peut être escompté, qui dépassera 60 millions. Le total des recettes ordinaires de 1919 s'approchera donc de 800 millions (598 + 133 + 60), et l'on peut adopter ce chiffre comme base de raisonnement.

Entre les dépenses ordinaires normales (1,097,000,000 de francs) et les recettes de même nature, le déficit à combler sera donc, pour autant qu'on puisse en juger par les résultats acquis, de 300 millions approximativement ⁽¹⁾. C'est précisément le montant de deux recettes *exceptionnelles* qui viennent s'ajouter aux Voies et Moyens de cet exercice :

Produit de l'impôt sur les bénéfices de guerre . fr.	100,000,000 »
Produit du butin de guerre	200,000,000 »

Ces ressources temporaires se déduiront des sommes qu'il faudra demander à l'emprunt pour parer au déficit du Budget normal, aussi bien que pour couvrir une partie des dépenses de guerre et arriérées.

*
* * *

Au Budget normal s'ajoutent des prévisions de dépenses extraordinaires que le projet fixe à fr. 154,811,530.77. Les amendements du Gouvernement les ont ramenées à 131 millions. Il s'agit de cette classe de dépenses qui, normalement et suivant les règles constantes de la comptabilité, doivent être couvertes par l'emprunt, parce qu'elles sont productives de revenus. Elles se partagent pour la plupart entre le Budget des Chemins de fer (56 millions) et celui des Travaux publics (68 millions). Comme les recettes de même nature ne dépassent pas 1,600,000 francs, la liquidation de ces dépenses augmentera la Dette publique de 130 millions environ.

(1) Il serait moindre si, conformément au projet de Régie nationale des Chemins de fer déposé le 25 juin, le déficit de l'exploitation du réseau ferré était éliminé du Budget à partir du 1^{er} janvier 1919.

Dépenses imposées par la guerre à l'exercice 1919.

Le projet de Budget expose, en des colonnes distinctes (3, 5), les dépenses de guerre. Outre l'intérêt que présente ce classement au point de vue statistique, il importait d'en agir ainsi pour établir la créance de la Belgique du chef des réparations dues par l'ennemi. C'est dans cette pensée que M. le Ministre des Finances, se fondant sur les faits et sur le droit, établissait, dans son Exposé général du 20 mars dernier, le total des dépenses qui devaient nous être remboursées. Toutes les dépenses de guerre y figuraient, soit 4 milliards 753 millions.

Depuis lors, la Conférence de la Paix a déterminé, par des textes précis, les réparations qu'elle exige des Puissances centrales. Ces textes, revêtus de la signature de tous les Gouvernements intéressés, entreront bientôt dans le corps de nos lois. Il importe donc de s'y référer pour distinguer, parmi les charges que la Belgique doit assumer du fait de la guerre, celles dont elle sera indemnisée et celles qui lui incombent définitivement.

L'article 232 du Traité stipule que doivent être réparés « tous les dommages causés à la population civile de chacune des Puissances alliées et associées et à ses biens... et d'une façon générale tous les dommages tels qu'ils sont définis à l'Annexe I ». Cette annexe énumère dix catégories de dommages sujets à réparation ; les huit premières comprennent des dommages causés aux personnes, les deux dernières sont définies comme suit :

9° *Dommages relatifs à toutes propriétés, en quelque bien qu'elles soient situées, appartenant à l'une des Puissances alliées ou associées ou à leurs ressortissants (exception faite des ouvrages et du matériel militaires ou navals) qui ont été enlevées, saisies, endommagées ou détruites par les actes de l'Allemagne ou ses alliés sur terre, sur mer ou dans les airs, ou dommages causés en conséquence directe des hostilités ou de toutes opérations de guerre.*

10° *Dommages causés sous forme de prélèvements, amendes ou exactions similaires de l'Allemagne ou de ses alliés au détriment des populations civiles.*

Les dépenses militaires ne donnent pas lieu à réparation ; mais « en exécution des engagements pris antérieurement par l'Allemagne relativement aux restaurations et restitutions intégrales dues à la Belgique, l'Allemagne s'oblige, en sus des compensations de dommages prévues d'autre part à la présente Partie, et en conséquence de la violation du Traité de 1839, à effectuer le remboursement de toutes les sommes que la Belgique a empruntées aux gouvernements alliés et associés jusqu'au 11 novembre 1918, y compris l'intérêt de 5 % par an desdites sommes. Le montant de ces sommes sera déterminé par la Commission des réparations... » (Art. 232, § 3.)

Ces points fixés, relevons les chiffres les plus importants de nos dépenses de guerre.

Dettes publiques : 549,015,000 francs.

Intérêts, amortissement et frais de la dette émise de 1914 à 1919	fr. 1,200,000 »
Rémunération de milice et pensions.	139,115,000 »
Intérêts, commission et frais de l'emprunt de Restauration monétaire	179,300,000 »
Idem de l'emprunt de Restauration nationale (1)	49,500,000 »
Bons du Trésor (2)	5,400,000 »
Service des Bons inter provinciaux (3)	174,500,000 »
TOTAL.	fr. 549,015,000 »

La rémunération de milice est récupérable en vertu du § 7 de l'Annexe I mentionnée ci-dessus.

Quant aux emprunts, s'ils sont motivés par la réparation de dommages prévus par le Traité, le service en est couvert par une obligation de l'Allemagne. Celle-ci doit, en effet, être débitée des intérêts calculés à 5 % sur le montant des dommages sujets à réparation (Partie VIII, Annexe II, § 16), or, la charge du retrait des marcs et des Bons inter provinciaux provient d'« exactions » de l'Allemagne au détriment de la population civile belge. Les autres emprunts mentionnés ci-dessus sont nécessités par les réparations, en attendant le versement des premiers acomptes de l'indemnité.

Donc, de ce premier groupe de charges dues à la guerre, la Belgique doit être complètement indemnisée.

Chemins de fer, postes, télégraphes, téléphone et marine :

498,212,402 francs.

Le chiffre de 916,123,935 francs porté au projet de Budget est ramené, par suite des amendements déposés par le Gouvernement, à 498,212,402 francs. Ces dépenses, en tant qu'elles ont pour objet la réparation de dommages causés par la guerre au domaine de l'État, doivent être couvertes par l'indemnité; déduction faite des subventions de vie chère, elles s'élèveront à 386 millions (4).

Ministère de la Guerre : 906,045,172 francs.

Le maintien de l'armée sur pied de guerre devait entraîner, suivant les prévisions, une dépense de 1 milliard 210 millions, réduite à 970 millions

(1) Amendement du Gouvernement aux articles 9 et 36 du tableau I.

(2) Idem.

(3) La reprise de ce service par l'État fait l'objet d'un projet de loi.

(4) D'après un compte détaillé, les dépenses du Ministère des Chemins de fer, Postes, Télégraphes, Téléphones et Marine qui donnent droit à indemnité en vertu des stipulations du Traité, s'élèvent, dans les trois catégories réunies des crédits budgétaires, à 529,849,238 francs.

par la mise à charge de l'Allemagne des frais d'occupation. Ce chiffre n'est diminué que de 63,954,828 francs par les amendements du Gouvernement ⁽¹⁾. L'on sait que le Traité de Versailles laisse les frais militaires, sauf ceux d'occupation, à la charge des belligérants.

Allocations diverses pour vie chère : 203,184,325 francs.

Bien qu'elles soient disséminées dans tous les Départements, il est intéressant de les grouper et d'en faire le total.

Dotations	fr. 212,500
Justice	5,750,000
Affaires Étrangères.	375,000
Intérieur.	1,587,500
Sciences et Arts	30,024,000
Agriculture	669,825
Travaux publics	5,000,000
Industrie, etc.	875,000
Chemins de fer, etc.	112,143,000
Colonies	375,000
Finances.	20,980,000
Affaires Économiques	192,500
Supplément annoncé par M. le Ministre des Finances.	25,000,000
TOTAL.	fr. 203,184,325 ⁽²⁾

Entraînées par la situation économique générale que la guerre a créée, ces dépenses semblaient devoir constituer, dans le chef de l'État belge, des créances contre l'ennemi. Le Traité de Paix ne confirme pas cet espoir. D'autre part, il n'est pas douteux que les indemnités de vie chère viendront, du moins en partie, grever les Budgets ordinaires sous forme de majoration définitive des traitements et des salaires. Nous devons en tenir compte pour apprécier notre lendemain financier.

*
* *

Le projet de Budget subdivise les dépenses provoquées par la guerre en ordinaires et extraordinaires. Cette distinction, imposée par les règles de la comptabilité, n'offre pas d'intérêt pratique en l'occurrence, puisque les deux catégories se confondent en une charge anormale, que l'on ne pourra

(1) La dépense sera réduite à concurrence de 200 millions environ, par suite de la conclusion de la paix.

(2) Ce total est porté à 219 millions suivant les données les plus récentes.

supporter qu'à l'aide de ressources *extraordinaires*. Les principales dépenses de guerre dites *extraordinaires* sont :

Reconstitution de l'agriculture : 55,450,000 francs.

De la somme de 235,400,000 francs prévue pour cet objet, retranchons 142 millions portés en recette pour vente d'objets et d'animaux et produits de diverses exploitations, et 38,450,000 francs : réductions opérées au Budget par voie d'amendement. Reste net 55,450,000 francs.

Travaux publics : 89,875,000 francs.

Somme majorée de 5 millions par un amendement du Gouvernement.

L'objet de ces dépenses consiste à rétablir la voirie et les canaux détériorés par les opérations militaires. De même que la reconstitution de l'agriculture, elles ouvrent un recours contre l'Allemagne.

Ravitaillement : 644,000,000 de francs.

Une recette de même importance, provenant de la vente d'articles de ravitaillement, est portée au Budget des Voies et Moyens.

Secours : 200,000,000 de francs.

C'est la conséquence directe de la destruction de notre outillage industriel par l'ennemi et du chômage qui s'ensuit. Malheureusement, les dispositions du Traité de Paix ne visent pas ce dommage. Les secours ne tombant à la charge du Budget que durant le second semestre, 150 millions suffiront probablement.

Indemnités pour dommages de guerre : 600,000,000 de francs.

Le crédit d'un milliard prévu au projet de Budget (Affaires économiques, art. 64) est ramené à 600 millions, par un amendement du Gouvernement; la part des victimes civiles est de 100 millions. Sommes à recouvrer sur l'indemnité de guerre, suivant le texte qu'on a lu plus haut.

**Office de la reconstitution des régions dévastées et Fonds du Roi Albert :
300,000,000 + 90,500,000 francs.**

Cette somme sera inscrite au projet de Budget par voie d'amendement, suivant une communication de M. le Ministre des Finances à la Section centrale. Elle correspond à une obligation de l'ennemi.

Résumons ce chapitre :

Prévues d'abord pour 4 milliards 753 millions, les dépenses de guerre doivent être réduites :

a) Par l'effet de recettes qui compensent certaines d'entre elles :

Remboursement par l'Allemagne des frais d'occupation	fr.	240,000,000	»
Vente d'objets et animaux achetés par l'État ou récupérés en Allemagne, etc..		142,000,000	»
Produits de la vente d'articles de ravitaillement		644,000,000	»
TOTAL	fr.	1,026,000,000	»

b) Par les amendements du Gouvernement, à concurrence de 865,538,361 francs.

Reste 2,862,183,028 francs.

D'autre part, viennent s'y ajouter le service des Bons interprovinciaux et les frais de reconstitution des régions dévastées, que le projet du Budget passe sous silence.

Le résultat de ces diverses opérations est de ramener le total net des prévisions pour dépenses de guerre à 3 milliards 426 millions, dont plus de 2 milliards pourraient être réclamés à la Commission des Réparations. Resterait pour la Belgique une charge de capital que l'on peut évaluer approximativement à 1 milliard 200 millions ⁽¹⁾. Ces sommes ne seront fixées définitivement que lorsque la Commission des Réparations aura déterminé le montant des indemnités mises à charge de l'Allemagne, soit au plus tard le 1^{er} mai 1921.

Dépenses arriérées.

Pourquoi joindre au Budget de 1919 l'énorme arriéré de cinq exercices antérieurs? « Afin de réduire autant que possible les travaux législatifs d'ordre financier » a déclaré le Gouvernement. Sans doute un examen de ces dépenses, année par année, eut offert l'avantage d'une méthode plus précise; pratiquement, était-il possible, avec la suite de travaux parlementaires qu'il eut entraîné: rapports, délibérations, votes séparés? L'encombrement de la présente session justifie le système adopté.

Ces remarques préalables faites, la Section centrale s'est préoccupée de savoir dans quelle mesure la liquidation des dépenses arriérées augmentera les charges de la dette publique.

Toutes sont portées au compte de guerre, parce que, dit le Gouvernement dans son Exposé général (page vii), « s'il en est qui ne sont pas nées de la guerre, les puissances qui ont violé la neutralité belge sont responsables de la perte des revenus dont le pays disposait en temps de paix pour faire face

(1) Disons un milliard, vu la réduction des dépenses militaires.

à ces dépenses ». Malheureusement, cette thèse, d'une justesse évidente, n'a pu recevoir d'application dans le Traité de Versailles.

Les grands chefs de ces dépenses sont :

Service de la dette publique antérieure à la guerre : fr. 1,230,329,720.45.

Dans ce chiffre sont compris 410 millions payés par le Comité National et, par conséquent, portés en recette, ainsi que 69,803,130 francs imputables sur le présent Budget, quoique payés antérieurement (art. 9). Reste net : fr. 750,526,590.45.

Traitements et autres allocations dus aux magistrats, fonctionnaires, agents et ouvriers de l'État qui ont dû abandonner leur poste pendant l'occupation. Créances diverses arriérées. (Cf. Exposé, p. vii).

Les dépenses ainsi définies s'élèvent à plus d'un milliard, dont il y a lieu de déduire 250 millions portés en recette à titre de remboursement de la Société coopérative d'Avances et de Prêts (art. 75 des Voies et Moyens). Charge énorme, dont la responsabilité incombe à l'Allemagne. Mais on a beau relire la liste des dommages auxquels le Traité de Paix assure réparation : il n'y est pas question de l'indemnité due aux milliers de Belges que la fidélité au devoir patriotique a privés de moyens d'existence. N'importe, la Nation assumera le fardeau de ces dépenses, chaque fois qu'elles seront justifiées ⁽¹⁾.

Les crédits destinés à y pourvoir seront examinés en détail dans les rapports particuliers.

Ministère de la Guerre : 433,000,000 de francs.

De cette somme, 70 millions environ sont dus pour traitements et solde; le surplus se rapporte aux frais de la guerre. Or l'article 232 des préliminaires de paix limite expressément l'obligation imposée à l'Allemagne, à titre de sanction pour la violation de la neutralité belge, au *remboursement des sommes que la Belgique a empruntées aux Alliées jusqu'au 11 novembre 1918*, y compris les intérêts. Pouvons-nous espérer que, par raison d'équité, les engagements non liquidés soient assimilés aux dépenses qui ont motivé les emprunts conclus avant l'armistice?

Dépenses des provinces et des communes : 500,000,000 de francs.

L'allocation d'un milliard prévue dans le projet du Budget tombe à 500 millions par amendement du Gouvernement. Celui-ci a décidé de prendre à la charge de l'État les dépenses anormales que la guerre a

(1) Parmi les dépenses arriérées du Ministère des Chemins de fer, il en est pour 128,974,667 francs qui donnent droit à l'indemnité.

imposées aux communes pendant la période du 4 août 1914 au 31 décembre 1918 pour l'alimentation de la population, l'octroi de subsides extraordinaires aux bureaux de bienfaisance et aux hospices civils, l'octroi de secours sous toutes les formes, l'hébergement des évacués et des réfugiés, ainsi que l'exécution de travaux pour chômeurs ⁽¹⁾. Les dommages de guerre visés par le Traité ne sont pas compris dans ces dépenses.

Résumons :

L'ensemble des dépenses arriérées forme, d'après le projet de Budget, un total de 3 milliards 825 millions de francs.

A déduire :

a) Les recettes correspondantes :

Remboursement par le Comité National	fr.	440,000,000	»
Remboursement par la Société d'Avances et de Prêts		250,000,000	»
TOTAL		fr.	660,000,000

b) Les réductions opérées par les amendements du Gouvernement : 503,588,558 francs.

Reste net : 2 milliards 652 millions de francs, dont une faible partie à charge de l'Allemagne.

Ainsi, de ces deux classes de dépenses formant un total net de 6 milliards de francs, que l'agression de l'Allemagne a entraînées pour la Belgique, l'indemnité ne couvrirait que 2 milliards et demi, approximativement. Dans ce calcul, la Section centrale, sans renoncer à aucune revendication, a cru devoir se baser sur les hypothèses les moins favorables.

La Dette publique.

L'examen rapporté ci-dessus des proportions suivant lesquelles se répartiront, entre la Belgique elle-même et l'Allemagne, les charges inscrites au Budget comme nées de la guerre, a conduit la Section centrale à rechercher quel est actuellement, quel sera bientôt le montant de notre Dette publique. Des précisions en cette matière sont réservées pour le rapport spécial qui sera consacré au Budget de la Dette. Bornons-nous ici à un exposé sommaire.

Dettes antérieures à la guerre :

Dette consolidée	fr.	4,097,000,000	»
Dette indirecte		330,000,000	»
Obligations de la Défense nationale		56,254,000	»
Bons du Trésor.		404,000,000	»
		Fr.	4,887,254,000

(1) Circulaire du Ministre de l'Intérieur en date du 4 juillet 1919.

Dettes résultant d'exactions de l'Allemagne :

Bons interprovinciaux fr. 2,347,800,000 »

Dettes contractées pour l'échange des marcs :

Emprunt de restauration monétaire (part versée
en marcs) fr. 2,000,000,000 »

Compte débiteur à la Banque Nationale 5,800,000,000 »

fr. 10,147,800,000 »

*Dettes contractées ou à contracter pour exécuter
les engagements budgétaires.*

Part de l'emprunt de Restauration monétaire versée
en monnaie belge 1,040,000,000 »

Emprunt de la Restauration nationale 1,450,000,000 »

Avances des Alliés depuis l'armistice jusqu'au
12 juin 1919 1,255,000,000 »

Emprunt à l'étranger ⁽¹⁾ 500,000,000 »

Bons du Trésor 500,000,000 »

4,745,000,000 »

TOTAL GÉNÉRAL . . . fr. 19,780,054,000 »

Encore faut-il, pour ne point dépasser ce total, que l'indemnité de guerre soit liquidée, à concurrence d'un milliard et demi, au cours du présent exercice.

Le montant de notre dette serait encore plus élevé, si le noble geste des grands Alliés ne nous libérait dès maintenant de près de cinq milliards, montant des avances consenties à la Belgique par les gouvernements français, britannique et américain jusqu'au 11 novembre 1918.

S'il est vrai que les chiffres de la dette publique, qui résulte de la guerre, ne peuvent être considérés sans inquiétude, il convient cependant de remarquer que, de cette somme énorme, la majeure partie est compensée par des valeurs productives ou des créances.

La dette antérieure à la guerre a pour contre-partie, à concurrence de deux milliards neuf cent trente-deux millions, le capital de premier établissement de nos chemins de fer.

L'emprunt interprovincial, conséquence de la contribution de guerre imposée par l'Allemagne à la population belge, doit être remboursé en vertu des stipulations du Traité de Paix. Prélevée sur l'encaisse des banques

(1) Non encore contracté.

à l'aide de procédés violents, cette contribution compte parmi les exactions dont la réparation est exigée. (Annexe I du chapitre des réparations 10°.)

Les dettes contractées pour l'échange des marcs sont balancées par une valeur égale en marcs comptés à la parité de fr. 1.25. Rien n'est arrêté jusqu'à présent pour le règlement de ce papier-monnaie. Mais le fait de l'avoir imposé, en lui attribuant une parité fictive, à la population belge, entraîne l'obligation pour l'Allemagne de réparer le dommage qui en résultera.

Enfin, on a vu par l'exposé qui précède que, parmi les dépenses inscrites au Budget, il en est pour 2 milliards et demi à peu près qui donnent droit à réparation. Des doutes subsistent pour d'autres; sans renoncer à aucune revendication légitime, mais en adoptant les hypothèses les moins favorables par mesure de prudence, on peut fixer à trois milliards et demi au maximum l'accroissement définitif que la liquidation des dépenses prévues pour 1919 ajoutera au capital de la dette publique. Les intérêts et l'amortissement de cette somme devront figurer aux Budgets ordinaires des exercices ultérieurs.

Ainsi, au lendemain de la guerre, le passif de la Belgique ne dépassera que de cinq à six milliards l'actif constitué par le capital des chemins de fer et les créances à charge de l'Allemagne. C'est là une constatation réconfortante.

Est-ce à dire que le passif ainsi contrebalancé ne doive pas préoccuper le Parlement? Loin de là.

En ce qui concerne les chemins de fer, plusieurs années s'écouleront avant que l'excédent des recettes couvre l'intérêt et l'amortissement du capital de premier établissement. L'extraordinaire accroissement des dépenses a modifié les données d'un problème qui se résolvait aisément avant la guerre (1).

Mais le passif gagé par les créances à charge de l'Allemagne crée de plus graves difficultés. En effet, la charge d'intérêt que les dommages de guerre imposent dès maintenant à la Belgique n'est pas compensée par une obligation *actuelle* de l'Allemagne. Celle-ci s'acquittera par la remise de bons, qui ne seront productifs d'intérêts que dans les conditions déterminées par l'Annexe II jointe au chapitre des Réparations du Traité de Paix. Une partie de ces bons produira un intérêt de $2\frac{1}{2}\%$ entre 1921 et 1926 et ensuite à 5% ; une autre partie, portant intérêt à 5% , ne sera émise que lorsque la Commission sera convaincue que l'Allemagne pourra assurer le service des intérêts et du fonds d'amortissement de ces bons.

Donc, pendant sept ans au moins, et probablement plus longtemps, la Belgique devra solder les intérêts de ses emprunts, les intérêts et frais imposés par l'échange des marcs et les intérêts des Bons interprovinciaux.

(1) Aux termes du projet de loi instituant une Régie nationale des chemins de fer de Belgique, le solde déficitaire des opérations de la régie — qui comprennent le service des intérêts et l'amortissement du capital de premier établissement — entraînerait un accroissement de la dette *indirecte* de l'État.

Ce n'est pas tout. Il n'a été question jusqu'ici que de dettes liquides. Or l'État, par ses lois sur la réparation des dommages, a contracté des obligations qui seront déterminées bientôt par les tribunaux ; et ces obligations produiront un intérêt de 5 % à partir du 1^{er} janvier 1920. Ajoutons-y les pensions civiles et militaires.

Le service de toutes ces dettes, dont le règlement final incombe à l'Allemagne, ne peut être confondu avec les charges d'intérêt qui grèvent notre Budget ordinaire. Ce seront dépenses de guerre, sujettes à se reproduire durant une série d'années, mais non pas indéfiniment. Sous forme de compte spécial ou de déficit temporaire du Budget, ces dépenses ne pourront être couvertes que par l'emprunt. Ainsi grossira d'année en année une dette nouvelle, créée par l'addition de toutes ces charges d'intérêt, dette qui, elle aussi, a pour contre-partie une obligation de l'Allemagne. En effet, le § 16 de l'annexe II du chapitre des Réparations s'exprime ainsi : « Le Gouvernement allemand sera débité, à partir du 1^{er} mai 1921, de l'intérêt sur sa dette, telle qu'elle aura été fixée par la Commission... Le taux de cet intérêt sera fixé à 5 %, à moins que la Commission n'estime, à quelque date ultérieure, que les circonstances justifient une modification de ce taux... La Commission pourra tenir compte des sommes afférentes à la réparation des dommages matériels à partir du 11 novembre 1918. » Donc, l'intérêt du montant des réparations, pour autant qu'il ne sera pas couvert par le service des bons à émettre, accroîtra au capital de la dette de l'Allemagne. La question est de savoir si cette stipulation ne laisse point place à des mécomptes.

Dans un discours qui impressionna vivement le Sénat français ⁽¹⁾, M. Ribot disait : « Je n'examine pas si les Allemands payeront ou ne payeront rien. S'ils paient d'après ce qu'on leur demande, j'indique l'écart qu'il y aura entre les sommes que nous encaisserons et les intérêts et les pensions que nous serons obligés de verser. Ceci n'est ni du pessimisme ni de l'optimisme : ce sont des constatations de fait. »

La Belgique devra faire le même calcul. Non qu'il s'agisse de prendre, dès à présent, des mesures pour parer à ces aléas : à chaque jour suffit sa peine. L'avenir apportera des ressources qui allègeront le fardeau. Mais précisément, pour laisser à l'avenir la capacité de régler les difficultés qui surgiront avec le temps, il importe de résoudre le problème du présent.

Conclusion.

L'objet propre du projet de loi qui vous est soumis consiste à autoriser le paiement des trois classes de dépenses décrites sommairement dans les pages qui précèdent. Votre Section centrale a pensé qu'à cet objet s'en rattache nécessairement un autre, qui est de dégager de l'entassement des chiffres les données du problème financier.

Le Budget belge offre ceci de particulier, que s'y mêlent les profits et

(1) Sénat. séance du 30 mai 1919, p. 848.

pertes d'une immense entreprise commerciale, savoir : l'exploitation des chemins de fer. En temps normal, les résultats de cette exploitation exercent une heureuse influence sur les finances de l'Etat ; mais lorsqu'une catastrophe telle que la guerre s'est abattue sur le pays, la situation se renverse et le désastre se mesure aux vastes proportions de l'entreprise, au personnel innombrable qu'il emploie. Au lieu des 100 millions d'excédent prévu en 1914, c'est un déficit de plus de 300 millions (indemnités de vie chère comprises) qu'annonçait le projet de Budget pour ce Département. Heureusement les résultats acquis jusqu'à présent valent mieux que les prévisions, mais l'excédent des dépenses ne sera pas inférieur à 150 millions ⁽¹⁾.

La première condition de la restauration de nos finances consiste donc à rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses des chemins de fer. Il faudra de plus assurer la rémunération et l'amortissement du capital de premier établissement ; ce sera la tâche de demain. Le Budget de la Dette publique sera ainsi allégé d'une charge de 120 millions.

Si l'on retranche du Budget ordinaire normal qui vous est soumis les recettes et les dépenses des chemins de fer, y compris les charges du capital de premier établissement, la balance s'établit comme suit :

Recettes.		Dépenses.	
598,000,000	»	1,097,000,000	»
— 167,000,000	»	— { 360,000,000	»
		120,000,000	»
431,000,000	»	617,000,000	»

Négligeons deux faits qui se neutralisent à peu près, au point de vue de notre calcul, savoir : d'une part, l'inscription d'une quantité importante de recettes anormales et arriérées (75 millions environ) et, d'autre part, la sous-évaluation des rentrées. Le rendement des ressources peut même être estimé à 450 millions.

Aux 617 millions de dépenses vont s'ajouter, dès le prochain exercice :

50 millions nécessaires pour le nouveau barème de traitements qui succédera aux indemnités de vie chère ;

25 millions pour les œuvres de l'enfance actuellement englobées dans les secours ;

160 millions environ pour l'intérêt et l'amortissement des emprunts contractés afin de couvrir les dépenses de guerre ou arriérées non recouvrables à charge de l'ennemi.

Et le total serait de 852 millions ⁽²⁾.

(1) Laissant de côté les dépenses provoquées par la guerre autres que les indemnités de vie chère et sans tenir non plus compte des dépenses arriérées.

(2) Une réserve importante doit être formulée concernant le Budget de la Guerre, dont les besoins futurs sont encore indéterminés.

Sans prétendre à l'exactitude absolue, qui doit nous échapper dans un problème aux données approximatives et variables, on peut affirmer que l'appoint nécessaire pour équilibrer les Budgets ordinaires prochains n'est pas éloigné du chiffre de **400 millions**.

De quelles ressources constituer cette appoint ? Cette question fait actuellement l'objet d'une étude approfondie ; la tâche de la Section centrale chargée de l'examen du Budget ne consiste qu'à donner la mesure des besoins financiers.

Ce qui est certain, c'est que de grands sacrifices pécuniaires doivent, de toute nécessité, être demandés au pays. Le moment est venu de faire appel à ce qu'on a nommé le « patriotisme fiscal ». Et pour qu'on obéisse de bon gré à cet appel, deux conditions sont requises.

D'abord l'économie des deniers publics. Rien ne contrarierait tant le développement de cette sorte de patriotisme, qui n'est pas, il faut bien le dire, très répandue chez nous ; rien ne fournirait plus de prétextes à la mauvaise volonté du contribuable, que le contraste des restrictions imposées aux budgets privés par les charges fiscales avec les gaspillages tolérés dans les services publics. Économie ne veut pas dire qu'il faille refuser au personnel de l'État les traitements et salaires qu'exige le coût actuel de la vie ; c'est affaire d'organisation et de rendement du travail. Le problème qui s'impose à l'industrie d'obtenir de chaque homme qu'elle emploie et paie le maximum de rendement, d'écarter tout ce qui grève le prix de revient sans concourir efficacement à la production, ne peut être ignoré de l'État ; il doit être à l'ordre du jour dans un temps où les nations préparent un immense effort pour réparer leurs pertes ; où la Belgique, affaiblie et dépouillée, doit reconquérir sa place. Services d'utilité contestable, personnels trop nombreux et trop coûteux, doubles emplois, pertes de temps consacrées par la routine : ces formes du gaspillage et toutes autres seront retranchées, si l'on veut que chacun comprenne le devoir de sacrifier aux besoins du pays quelque chose de son propre bien-être.

La seconde condition de ce concours généreux que le Parlement va demander à tous les citoyens, c'est la *confiance*.

Confiance en une politique fiscale précise, qui se rende un compte exact des besoins actuels, assure les ressources indispensables et par là consolide le crédit public ; mais, d'autre part, se garde d'exiger plus que le nécessaire et de faire de l'impôt un moyen de nivellement.

Confiance dans le relèvement économique du pays, fruit du travail, fruit de l'union des différents facteurs de la production. Les voix les plus autorisées ne cessent de recommander cette union. Sans doute, dans le monde bouleversé d'aujourd'hui, une période d'adaptation est inévitable ; elle se prolongera, des conflits continueront de surgir, les solutions ne seront que

(4) Ce point sera traité dans le rapport sur le Budget des Voies et Moyens.

provisoires, tant que l'équilibre ne sera pas rétabli entre les courants économiques. Une paix sans nuages, dans le monde du travail, n'est pas réalisable actuellement. Mais que la pensée d'une patrie à relever ne soit jamais absente des discussions soulevées par l'opposition des intérêts!

La Belgique ne peut décliner! Couronnée du prestige de l'héroïsme, elle ne va pas ressembler à une famille déchue, dont le grand nom fait contraste avec la pauvreté. Il lui faut le soutien d'un crédit intact, d'une situation financière saine : le travail de son peuple le lui apportera. La nation qui a donné les héros de l'Yser et gardé sa foi patriotique à travers cinquante mois d'occupation ennemie ne manquera pas de l'énergie, de la sagesse et de l'abnégation nécessaires pour payer sa gloire.

TITRE PREMIER DU PROJET DE LOI.

Le projet de loi contenant le Budget général des Recettes et des Dépenses pour l'exercice 1919 édicte en son titre premier des dispositions fiscales et des dispositions diverses.

L'article 1^{er}, § 1^{er}, stipule que les impôts nouveaux ou supplémentaires dont il est question à l'article 2 de la loi transitoire de finances du 28 décembre 1918, continueront d'être perçus pour l'exercice 1919. Il s'agit d'impôts établis par l'occupant, dont la loi transitoire permet de continuer l'application, en vertu d'arrêtés royaux, « jusqu'à ce qu'il soit définitivement pourvu par le pouvoir législatif aux Voies et Moyens de l'exercice 1919 ». C'est l'objet du présent texte.

Le § 2 autorise le Ministre des Finances à remettre ou modérer la taxe sur les spectacles et autres divertissements publics, lorsque le produit des recettes a été versé à des œuvres philanthropiques ou d'un caractère artistique, littéraire, scientifique ou d'utilité publique. Se ralliant à une formule plus catégorique, la Section centrale vous propose de rédiger cette disposition de la manière suivante : « *Sont déduites des recettes assujetties à la taxe sur les spectacles et autres divertissements publics, les sommes dont l'abandon à des œuvres philanthropiques ou d'un caractère artistique, littéraire, scientifique ou d'utilité publique est dûment constaté.* »

L'article 2 porte à cinq ans les délais de prescription pour l'exigibilité des droits fraudés et pour les poursuites en recouvrement d'impôts directs et des taxes y assimilées. Cette disposition sortira ses effets à partir du 1^{er} janvier 1919. Elle aura pour conséquence que, sans encourir la déchéance en ce qui concerne les impositions des exercices 1915 et 1916, les comptables pourront se dispenser d'actes interruptifs qui présenteraient, dans les circonstances actuelles, un caractère odieux. La prescription, en matière fiscale, est prolongée de deux ans par cette disposition.

L'article 3 rend responsables les officiers ministériels qui se seraient dessaisis du produit d'une vente de meubles ou d'immeubles sans retenir les impositions directes non encore acquittées dont les biens vendus sont la garantie.

*
* *

Les dispositions diverses sont relatives à deux Départements : celui des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, et celui de la Guerre.

L'article 4 est repris des Budgets antérieurs.

L'article 5 proroge le régime de location établi par le traité de Berlin du 11 juillet 1872 pour l'exploitation du chemin de fer de Spa à la frontière grand-ducale; des négociations étant en cours en vue de la reprise de la concession.

Les articles 7, 10 et 11 sont relatifs à la comptabilité des services de l'armée. Le dernier stipule, en son § 2, que les crédits nécessaires aux dépenses du Corps de la Gendarmerie pour l'exercice 1919 restent compris dans ceux prévus pour l'armée.

Les articles 8 et 9 fixent les indemnités à payer aux habitants pour le logement et la nourriture des troupes.

TITRE II.

Le titre II, § 1^{er}, de la loi de finances, fixe les crédits ouverts pour les dépenses de nature ordinaire classées en trois colonnes : charges normales, charges de guerre et dépenses arriérées. Chacun des quinze tableaux annexés à la présente loi, qui contiennent les crédits affectés aux divers services de l'État, fera l'objet d'un examen et d'un rapport spécial.

Les amendements déposés par le Gouvernement ont pour effet de modifier de la manière suivante le tableau synthétique des dépenses de nature ordinaire :

A. — Pour les dépenses de nature ordinaire.

MINISTÈRES ET SERVICES.	DÉPENSES		
	PROPRES A L'EXERCICE.		
	Charges normales.	Charges de guerre.	Arriérées.
Dette public. Tableau I.	»	+ 54,900,000	»
Affaires Étrangères — IV.	+ 171,966	»	»
Intérieur — V.	+ 318,000	— 833 000	— 238.360
Sciences et Arts — VI.	— 667,800	— 2,432,000	— 3,997,097
Agriculture. — VII.	— 3,323,300	— 145,000	— 200,000
Travaux publics — VIII.	— 5,500,000	— 72,000	+ 475,000
Industrie, Travail et Ravitaillement. — IX.	+ 595,000	»	+ 620,749
Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes. — X.	— 41,807,826	— 417,911,533	— 312,850
Colonies — XI.	+ 10,000	+ 125,000	+ 64 000
Guerre — XII.	— 29 000	— 63,954,828	»
Affaires économiques. — XIII.	— 1,630 000	»	»
TOTAUX fr.	— 52,957,926	— 485,368 361	— 4 748 807
	+ 1,091,966	+ 35,025,000	+ 1,159,749
DIFFÉRENCE. fr.	— 51,862,960	— 430,343,361	— 3,588,558

Le § 2 du même titre stipule les crédits ouverts pour les dépenses de nature extraordinaire. Ces dépenses sont exposées au tableau XVI, qui sera étudié dans un rapport particulier.

Les amendements déposés par le Gouvernement modifient le tableau de ces dépenses de la manière suivante :

B. — Pour les dépenses de nature extraordinaire.

MINISTÈRES.	DÉPENSES			
	PROPRES A L'EXERCICE.		ARRIÉRÉES.	
	Charges normales.	Charges de guerre.	Charges normales.	Charges de guerre.
Intérieur fr.	»	— 2,500,000	+ 20,000	— 500,000,000
Agriculture	»	— 38,450,000	»	»
Travaux publics	— 11,220,000	+ 5,000,000	— 1,000,000	»
Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.	— 11,932,944	»	»	»
Affaires Économiques	»	— 399,245,000	»	»
TOTAUX . . . fr.	— 23,152,944	— 435,195,000	— 980,000	— 500,000,000
Récapitulation.				
Dépenses de nature ordinaire .	— 51,862,960	— 430,343,361	»	— 3,588,558
Dépenses de nature extraordinaire.	— 23,152,944	— 435,195,000	— 980,000	— 500,000,000
TOTAUX . . . fr.	— 75,015,904	— 865,538,361	— 980,000	— 503,588,558
En moins : 1,445,122,823 »				

Les dépenses arriérées soulèvent, dans leur ensemble, deux observations :

Il a été remarqué d'abord que le classement de ces dépenses est différent suivant qu'elles sont de nature ordinaire ou extraordinaire. Les dépenses arriérées de nature ordinaire ne sont pas divisées en charges normales et charges de guerre ; elles sont portées en bloc au compte de guerre en vertu d'un raisonnement énoncé dans l'Exposé général (p. vii), mais auquel il a bien fallu opposer, dans le Rapport général, les stipulations précises du Traité de Versailles. Lorsqu'elles sont de nature extraordinaire, les dépenses arriérées sont classées en charges normales et charges de guerre, les premières ne pouvant être inscrites au compte de guerre parce que productives d'une augmentation de capital.

La seconde observation vise le fait de joindre aux dépenses de l'exercice 1919 des dépenses arriérées afférentes à cinq années antérieures et s'élevant au chiffre énorme de plus de trois milliards huit cents millions. Le Gouvernement, prié de préciser les raisons de cette procédure, raisons indiquées sommairement dans l'Exposé général, a transmis à la Section la réponse suivante :

« L'examen du projet de Budget général de 1919 fait voir immédiatement que les créances restées en suspens des années antérieures se rapportent, par leur objet, à la plupart des crédits proposés et inscrits dans les divers tableaux.

» Si l'on avait voulu présenter séparément les allocations nécessaires pour solder ces dépenses arriérées, il aurait fallu une seconde loi de finance qui, par ses rubriques, eût été, à peu de chose près, la reproduction de la première.

» Le Gouvernement a préféré juxtaposer les éléments chiffrés de ces deux lois de façon à n'en faire qu'une.

» En procédant de la sorte il a grandement facilité, ainsi qu'il s'en est expliqué à la page 11, alinéa 2, de l'Exposé général, le travail législatif. Il suffira, en effet, pour deux objets, d'un seul rapport des Sections, d'une seule discussion et d'un seul vote par assemblée. De plus, la promulgation sera simplifiée du double au simple.

» Comme il s'agit d'une matière assez étendue, cette manière de faire aura finalement pour résultat une économie très appréciable de temps et d'argent, sans qu'elle puisse entraîner le moindre inconvénient.

» D'autre part, le Gouvernement a pour devoir de payer ses créanciers le plus vite possible ; il n'a d'ailleurs aucun intérêt à les faire attendre, puisqu'il peut être rendu responsable des retards provenant de sa faute.

» Pour se mettre en mesure de payer, il faut tout d'abord ordonnancer la dépense et des crédits sont nécessaires à cette fin. Il doit donc solliciter ceux-ci à la toute première occasion, ce qu'il a fait en suivant la marche qu'il a adoptée.

» Le chiffre total des crédits figurant dans une même loi s'en est fortement ressenti, mais il n'y avait pas à choisir entre les créances ni à les sérier en ce qui concerne leur ordonnancement. Celui-ci ne constitue d'ailleurs qu'une simple écriture budgétaire dont il y a moyen d'atténuer l'effet sur la caisse en ayant recours pour le paiement à l'un ou l'autre moyen de trésorerie, comme celui, par exemple, qui a été imaginé pour le paiement des traitements arriérés en acquit desquels il sera remis aux ayants droit des titres de l'emprunt de la restauration nationale ».

La Section centrale s'est finalement ralliée à ces considérations, mais a prié le Gouvernement de faire dresser un tableau des dépenses arriérées par exercices annuels.

TITRES III et IV.

Le titre III du projet de loi de finances contient l'évaluation des Voies et Moyens (tableau XVII), et le titre IV celle des recettes et dépenses pour ordre (tableau XVIII). Des rapports spéciaux en présenteront l'examen détaillé.

*
* *

Votre Section Centrale vous propose, Messieurs, d'adopter le projet de loi qui fait l'objet du présent rapport.

Le Rapporteur,
MAURICE HOUTART.

Le Président,
P. POULLET.

(24)

ANNEXE

BUDGET GÉNÉRAL DE 1919.

Questions posées par la Section centrale.

I.

L'institution des Conseillers de Gouvernement a fait l'objet de diverses critiques dans les Sections. Il serait bon d'avoir quelques précisions sur l'importance de la collaboration fournie par ces fonctionnaires aux différents Départements, et sur la méthode suivie pour leur travail.

Réponses.

Ministère des Finances.

Trois Conseillers sont attachés au Département des Finances. Leur collaboration est très importante et très utile. Ils ont pris une grande part, notamment, à l'élaboration des projets de loi d'impôts déposés successivement par le Ministre des Finances, à la confection du projet de Budget général et à l'étude des mesures relatives à la subvention de vie chère au personnel de l'État.

Ils travaillent en collaboration avec les fonctionnaires supérieurs qui s'occupent de ces diverses affaires et confèrent directement avec le Ministre chaque fois qu'il y a utilité.

Chacun d'eux se livre à des études en son particulier et ils se réunissent fréquemment au Ministère pour discuter et délibérer soit entre eux, soit à l'intervention des fonctionnaires du Département dont le concours est indiqué.

*
* *

Outre les trois Conseillers attachés au Département des Finances, un seul Conseiller est adjoint au Premier Ministre pour les études et missions spéciales ayant rapport aux affaires générales du Gouvernement, à la haute direction politique dont le Premier Ministre a la charge indépendamment de la gestion du Département des Finances.

Ministère de l'Intérieur.

Les Conseillers du Gouvernement ont été appelés à participer aux études préalables à la rédaction des projets de loi déposés par le Ministre de l'Intérieur. La loi sur la formation des listes électorales, la question de la représentation proportionnelle intégrale, la loi sur l'adoption des communes et la restauration des régions dévastées, la question de la revision constitutionnelle, le projet de loi sanitaire ont fait l'objet de leurs études. Le Ministre de l'Intérieur les réunit, d'après leur compétence, et leur fait examiner contradictoirement avec les hauts fonctionnaires du Département les problèmes sur lesquels il désire être éclairé.

L'institution des Conseillers du Gouvernement a le grand avantage de donner au Ministre le moyen de grouper autour de lui les maîtres de la science et ceux de la pratique administrative qui ont en Belgique une tendance à s'ignorer mutuellement. Il en résulte un échange d'idées très fructueuse.

Ministère des Affaires Étrangères.

Il n'a pas été constitué de Conseillers de Gouvernement près le Ministère des Affaires Étrangères.

Ministère de la Justice.

Les Conseillers de Gouvernement ayant été institués par arrêté royal du 3 décembre 1918 (*Moniteur* des 4-5) :

MM. Bonnevie, avocat à la Cour d'appel de Bruxelles;
Dejongh, avocat à la Cour d'appel de Bruxelles, professeur à l'Université nouvelle;
Pladet, échevin de la ville de Bruxelles;
Servais, procureur général à la Cour d'appel de Bruxelles, professeur à l'Université libre de Bruxelles;
Vauthier, secrétaire de la ville de Bruxelles, professeur à l'Université libre de Bruxelles,

ont été nommés Conseillers de Gouvernement près mon Département par arrêté royal du 23 décembre 1918 (*Moniteur* du 25).

Ces Messieurs étaient en réalité entrés en fonctions dès le 14 décembre. Depuis ce moment, je mets largement leur expérience à contribution : ils donnent, d'une manière générale, leur avis sur les projets de loi et sur les arrêtés royaux réglementaires émanant de mon Département. Je les consulte aussi soit en groupe, soit individuellement, à raison de leurs connaissances spéciales, sur des questions d'administration proprement dite.

Les Conseillers de Gouvernement tiennent régulièrement une séance par semaine et, si les nécessités de leur travail l'exigent, ils se réunissent en outre extraordinairement ; depuis l'institution du Conseil consultatif, ils ont eu trente-huit séances.

Lorsque je ne préside pas les réunions, M. Bonnevie fait fonctions de président. D'autres Ministres assistent parfois aux séances, ce fut le cas notamment à deux reprises pour M. le Premier Ministre.

Le Conseil consultatif n'a pas de secrétaire ; c'est l'un des membres qui en fait les fonctions ; la copie et la reproduction des documents émanant de cet organisme sont assurées par le personnel de mon Cabinet.

Je ne saurais assez dire combien j'apprécie les services qui me sont rendus par le Conseil consultatif.

Ministère de la Guerre.

Cette question n'intéresse pas le Département de la Guerre.

Ministère de l'Agriculture.

Trois directions générales de mon Département ont eu recours, à plusieurs reprises, aux connaissances spéciales des Conseillers du Gouvernement. Jusqu'ici la 4^e direction générale n'a pas été appelée à les consulter.

Ministère des Travaux publics.

Au Département des Travaux publics, les Conseillers de Gouvernement sont consultés individuellement sur les questions importantes rentrant dans les attributions spéciales de l'un ou l'autre de ces spécialistes. En outre, le Collège des Conseillers siège presque régulièrement tous les mardis matin et examine les affaires importantes qui lui sont soumises par le Ministre.

Ministère des Colonies.

Il n'a pas été institué de Conseillers du Gouvernement au Département des Colonies.

II.

Divers renseignements établissent que l'emploi d'automobiles dans la plupart des services publics dépasse les limites raisonnables. La Section centrale voudrait voir grouper en un seul tableau le total des dépenses qui en résultent pour achat, entretien et usage de ces moyens de transport.

Réponses.

Ministère des Finances.

Pendant les trois ou quatre premiers mois qui ont suivi la restauration, le Département des Finances a disposé d'une voiture automobile de l'armée. Cette voiture était particulièrement utilisée par les Inspecteurs généraux se rendant sur les points du pays où leur intervention était nécessaire pour la réorganisation des services, ou pour l'éclaircissement d'affaires urgentes. Elle a été remise à l'autorité militaire dès que les communications par chemin de fer ainsi que les relations administratives par la poste et, au besoin, par le télégraphe, ont été rétablies dans une mesure suffisante.

Actuellement, l'Administration centrale de la Trésorerie et de la Dette publique dispose d'un camion automobile pour le transport des ballots de titres qui circulent entre l'imprimerie, la Direction générale de cette Administration, la Cour des Comptes et la Banque Nationale.

Ministère de l'Intérieur.

Achat de voitures automobiles, etc. : 7,264,500 francs.

Les 65 voitures automobiles sont destinées :

Aux Gouverneurs	9	voitures.
Aux Hauts Commissaires royaux et à leurs adjoints	15	id.
Aux Commissaires d'arrondissement, princi- palement dans les régions dévastées . . .	15	id.
Aux Inspecteurs du service d'hygiène . . .	9	id.
Au garage central du Ministère de l'Intérieur.	17	id.
TOTAL.	65	voitures.

Il est à remarquer que la plupart des voitures achetées par M. le Ministre de l'Intérieur pendant la guerre sont, par suite du long usage, en mauvais état, que leur entretien est très coûteux et que leur rendement est très limité; leur remplacement a donc été envisagé lors de la commande des 65 voitures et elles seront mises en vente par l'intermédiaire du receveur des Domaines dès que la réception de nouvelles voitures sera terminée.

Les 17 autos du garage central servent, non seulement aux divers services du Département, mais au remplacement des voitures en réparation.

Le prix des 65 voitures a été fixé uniformément à 15,000 francs, prix à Turin. Le lot se compose de 25 landaulets et de 40 torpédos.

*
* *

Justification de la nécessité du grand nombre de camions automobiles déjà acquis ou à acquérir.

Les camions sont destinés :

1° A transporter jusqu'à destination tous les baraquements acquis par le Fonds du Roi Albert; ces transports seront très importants et immobiliseront la majeure partie du charroi; ces baraquements, achetés à l'étranger, arrivent en Belgique par chemin de fer; des chemins de fer Decauville seront installés partout où la nécessité se fera sentir, de manière à ménager autant que possible les camions;

2° A transporter les matériaux de construction de la gare d'arrivée ou du bateau jusqu'à destination; il est indispensable de mettre à la disposition des communes et des particuliers de nombreux moyens de transport pour sectionner les reconstructions des régions dévastées. Il est à remarquer que ces charrois seront une source de revenus pour le Trésor, attendu que les camions seront loués à des prix couvrant largement les frais de dépenses et d'amortissement;

3° A être mis à la disposition de divers Départements ministériels qui doivent jouer un rôle dans la reconstitution du pays.

Les points de stationnement choisis pour les camions sont jusqu'à présent :

a) Le garage du Ministère de l'Intérieur, 460, chaussée de Mons, à Bruxelles;

b) Le garage central des Flandres à Roulers;

c) Les sous-garages de Bruges, Dixmude, Furnes, Thourout et Vlamerlinghe.

Il sera, en outre, établi des sous-garages partout où la nécessité se fera sentir, dans le but surtout de réduire les trajets-ports.

*
* *

Les points de stationnement des 65 voitures automobiles sont indiqués par leur destination. (Voir ci-dessus.)

D'après les renseignements fournis par le Ministère de la Guerre, je suis assuré de pouvoir me procurer dans le charroi de l'armée tous les camions nécessaires; je puis, en conséquence, réduire de 2 millions le crédit sollicité, d'autant plus que des automobiles et remorques me seront fournis par le service de récupération.

De plus, j'ai donné des instructions spéciales actuellement en vigueur pour réprimer les abus pouvant provenir de l'usage des voitures-voyageurs et camions automobiles.

Vous trouverez, ci-joint, copie de ces instructions.

INSTRUCTIONS SUR L'USAGE DES VOITURES-VOYAGEURS DU P. A. M. I.,
DU GARAGE DE ROULERS ET DES SOUS-GARAGES.

1° Aucun fonctionnaire ou agent de l'État ne peut demander son transport en automobile sans être porteur d'une autorisation écrite du Chef du service auquel il appartient (Secrétaire général, Directeur général ou Chef de cabinet). Celui-ci donne cette autorisation sous sa responsabilité et indique les endroits où doit se rendre le demandeur ainsi que les personnes autorisées à l'accompagner.

Il appartient au Directeur du P. A. M. I. (ou du garage de Roulers) d'accorder l'usage de la voiture demandée en se conformant aux instructions reçues; en cas de doute ils en réfèrent au Directeur général de l'Office.

L'autorisation est personnelle; il est strictement interdit à celui qui obtient l'usage d'une voiture d'y admettre d'autres personnes que celles autorisées par son Chef de service.

2° Les prescriptions ci-dessus se rapportent également aux voitures effectuant des essais de roulage.

Elles n'admettent que deux exceptions :

a) Le Directeur du Service des Transports est autorisé à se servir, à l'occasion de son service en ville, d'une voiture pour son usage strictement personnel. Il rend compte des déplacements effectués au Directeur de l'Office au rapport le plus rapproché;

b) Le Directeur du garage de Roulers agit de même vis-à-vis du Directeur du Service des Transports.

3° Le chauffeur est seul juge de l'itinéraire à suivre; il est interdit de lui demander d'accélérer la vitesse.

4° Il est strictement interdit à la personne transportée de conduire la voiture. Tout chauffeur convaincu d'avoir toléré pareil abus serait puni du renvoi.

5° Le chauffeur est porteur d'un carnet qu'il doit présenter à la fin du service à la signature de la personne transportée après y avoir inscrit le parcours effectué.

Le signataire renseigne l'heure et l'endroit du licenciement; il est responsable de l'exactitude du renseignement sur le parcours, inscrit par le chauffeur.

6° Le 10 de chaque mois, le Directeur du Service des Transports remet au Directeur général de l'Office le relevé complet de toutes les sorties effectuées pendant le mois écoulé.

Ce relevé indique le nom de la ou des personnes transportées, la date et le parcours détaillé effectué par chacune des voitures. Les demandes d'autorisation sont jointes au relevé.

7° Le Directeur général de l'Office remet annuellement au Ministre un rapport contenant les observations auxquelles a donné lieu l'examen du relevé.

Le Ministre de l'Intérieur,

B^{on} DE BROQUEVILLE.

INSTRUCTIONS SUR L'USAGE DES VOITURES-VOYAGEURS MISES A LA DISPOSITION
DES FONCTIONNAIRES DE PROVINCE.

1° La mise d'une voiture à la disposition *permanente* d'un fonctionnaire ou agent du Ministère de l'Intérieur est décidé par le Ministre de l'Intérieur, sur proposition du chef de service (Gouverneur de province, Haut Commissaire, Directeur général).

2° L'usage de cette voiture est strictement personnel ; les déplacements de service sont seuls autorisés et l'occupant de la voiture ne peut se déplacer, en voiture, hors de sa zone, sans autorisation préalable de M. le Ministre. Il est expressément recommandé d'utiliser le chemin de fer chaque fois que c'est possible.

3° Le chauffeur est seul juge de l'itinéraire à suivre ; il est interdit de lui demander d'accélérer la vitesse.

4° Il est strictement interdit à la personne transportée de conduire la voiture. Tout chauffeur convaincu d'avoir toléré pareil abus serait puni de renvoi.

5° Le chauffeur est porteur d'un carnet qu'il doit présenter à la fin de la journée, à la signature de la personne transportée, après y avoir inscrit le parcours effectué. La signature renseigne l'heure et l'endroit de licenciement. Il est responsable de l'exactitude du renseignement sur le parcours inscrit par le chauffeur.

6° Le 1^{er} et le 15 de chaque mois, le titulaire adresse au Directeur des transports, 460, chaussée de Mons, à Bruxelles, les feuilles du carnet relatives à cette quinzaine. Il y ajoute un relevé, signé par lui, des fournitures d'essence et d'huile de cette période, et éventuellement les factures des dépenses engagées pour l'entretien de sa voiture.

7° L'occupant de la voiture reçoit par l'intermédiaire du Directeur des transports une autorisation de se ravitailler d'ingrédients dans le garage de l'armée le plus proche. Il peut également se ravitailler dans les garages du Ministère de l'Intérieur. Dans ces cas, cette fourniture sera renseignée sur la feuille du carnet correspondant et devra être signée par le préposé du garage intéressé.

8° Les remplacements et réparations de pneus et chambres seront exécutés par les soins du P. A. M. I. Les expéditions se feront par chemin de fer.

9° L'occupant de la voiture est autorisé à faire exécuter par le commerce local les petites réparations d'entretien de sa voiture. Pour tout travail important, il est tenu d'en référer au P. A. M. I. ou au garage de Roulers.

10° Le 10 de chaque mois, le Directeur des transports remet au Directeur général de l'Office le relevé complet des sorties effectuées pendant le mois écoulé. Ce relevé indique le nom de la ou des personnes transportées, la date et le parcours détaillé de tous les voyages effectués par chacune des voitures.

11° Le Directeur général remet mensuellement au Ministre un rapport contenant les observations auxquelles a donné lieu l'examen du relevé.

Le Ministre de l'Intérieur,
BON DE BROQUEVILLE.

Ministère des Affaires Étrangères.

Le matériel roulant actuellement à la disposition du Ministre des Affaires Étrangères comprend cinq unités : une voiture Pipe, quatre voitures Panhard. Deux de ces autos étaient réservées au Ministre. La voiture de route Pipe était destinée à ses voyages du Havre à la Panne. Le Ministre des Affaires Étrangères l'a utilisée à Paris pendant les négociations de paix. Cette auto sera incessamment restituée à l'armée. Les autres voitures ont été indispensables pour répondre au besoin du service administratif et assurer le service des courriers avec certaines légations lorsque les communications par voie ferrée n'étaient pas rétablies ou étaient encore imparfaites. Le retour à une situation normale permettra au Département des Affaires Étrangères de réduire son matériel à deux voitures, l'une destinée au service de M. le Ministre, l'autre affectée au service administratif. Les frais d'utilisation (ingrédients, réparations, salaires) oscilleront entre 25,000 à 30,000 francs l'an.

Ministère de la Justice.

Il résulte d'une note du 3 juillet 1919 émanant du Ministère de la Guerre, que la *Direction du charroi automobile n° F, 4707*, fournira la réponse à la question.

En ce qui concerne le Département de la Justice, ces frais d'automobile se résumeront à l'avenir à ceux occasionnés par l'usage de la voiture mise à la disposition de M. le Ministre.

Quelques voyages ont dû être effectués par des fonctionnaires, par ce moyen de transport, mais le rétablissement des chemins de fer les rendra de plus en plus rares.

Ministère de la Guerre.

Ci-joint le tableau de ces dépenses dressé pour le premier semestre. Celles afférentes au second semestre seront de beaucoup inférieures.

Ministère de l'Agriculture.

Aucun abus ne m'a été signalé dans l'emploi des automobiles par les services de mon Département qui ont fait un usage très modéré (voir le tableau annexé indiquant la dépense pour le semestre écoulé). Il est à remarquer cependant que ce tableau n'est pas complet, le garage des Travaux publics n'ayant pas encore adressé à mon Département le relevé des fournitures faites pour les voitures Ford mises temporairement à ma disposition.

Ministère des Travaux publics.

Tableau des dépenses résultant de l'achat, de l'entretien et de l'usage des voitures automobiles :

<i>a) Achat</i> : Achat de 5 limousines et de 20 voitures		
« Ford »	fr.	217,000 »
<i>b) Entretien</i> : Entretien de 36 voitures, réparations, pièces détachées, frais généraux (éclairage, chauffage, force motrice, etc.). Personnel (traitement, salaires, frais de déplacements et de séjour et indemnités de vie chère) . .		
		457,500 »
<i>c) Exploitation</i> : Essence, huile, enveloppes, chambres à air, frais de garage en province.. . . .		
		344,000 »

Le restant des crédits sollicités servira à l'achat des camions destinés au transport des matériaux pour les travaux en cours; à l'achat et à l'entretien des motocyclettes et des bicyclettes mises à la disposition des agents pour la surveillance ainsi qu'à l'agrandissement et à la transformation des locaux et ateliers.

Toutefois une réduction de 500,000 francs sera faite sur la somme portée aux propositions budgétaires pour l'achat de voitures et camions automobiles.

Ministère de l'Industrie et du Travail.

Aucune automobile n'a été achetée par le Département depuis le retour du Gouvernement.

Quant aux frais d'entretien et d'usage des trois voitures à la disposition du Ministre et du personnel de son Cabinet, ils s'élèvent à environ 120 francs par jour.

Le Département ne se sert plus des autos du Département de la Guerre pour lesquelles on demandait 150 francs par jour pour chacune; il n'a plus en dehors de l'auto du Ministre, que deux petites torpédos du C. N. très employées pour les services du ravitaillement, inspection, etc.

Ministère des Colonies.

Au Département, seul le Ministre dispose d'une automobile.

Il existe, en outre, un camion-automobile servant notamment aux transports du service de la propagande.

III.

Les augmentations de traitements et les indemnités de vie chère constituant la cause principale de l'aggravation des charges publiques, le Gouvernement tient-il compte des avantages que le cumul de plusieurs fonctions procure à certains employés? N'alloue-t-il pas des indemnités de vie chère à des fonctionnaires — tels certains fonctionnaires des finances — auxquels leurs traitements et des avantages accessoires créent une situation qui ne peut justifier des allocations supplémentaires?

Réponses.

Ministère des Finances.

Les barèmes de traitements sont établis par rapport à la hiérarchie des emplois; très généralement il existe, pour chaque emploi, une échelle à deux ou trois degrés: un minimum et un maximum, ou bien un minimum, un médium et un maximum. Les règlements déterminent généralement des délais pour le passage d'un degré à l'autre.

Dans l'attribution individuelle du traitement, on observe avant tout les chiffres fixés réglementairement pour l'emploi occupé par l'intéressé. Le mérite et l'ancienneté entrent en ligne de compte. Mais la fixation du traitement ne peut dépendre de la situation particulière de l'agent en cause; s'il occupe deux fonctions distinctes, il doit recevoir le traitement afférent à chacune d'elles selon les dispositions organiques applicables à chacune.

De même les arrêtés allouant la subvention de vie chère ont une portée générale et ne réservent point des exceptions individuelles qui seraient basées sur la situation particulière des intéressés. Si l'on excluait les fonctionnaires qui jouissent d'avantages tels que, par exemple, un second traitement, un supplément de traitement ou une indemnité fixe permanente, du chef d'une fonction accessoire, il faudrait aussi exclure ceux qui, à raison de leur position de fortune, sont réputés n'avoir pas besoin de la subvention de vie chère.

Les exclusions que la question semble suggérer donneraient lieu, d'ailleurs, à des solutions arbitraires, car ces appréciations de cas individuels devraient varier selon que le traitement est plus ou moins élevé, ce qui dépend du grade de chaque intéressé, et aussi selon que l'accessoire est plus ou moins élevé, ce qui dépend de l'importance de la fonction ou mission accessoire.

L'arrêté du 29 juin a fait à ce sujet ce qu'il convenait de faire en n'allouant le supplément d'un dixième, premier élément de la nouvelle subvention de vie chère, que sur le traitement principal.

Ministère de l'Agriculture.

Les dispositions générales qui ont réglé l'octroi de ces indemnités jusqu'au 1^{er} juillet, n'excluaient pas les agents remplissant plusieurs fonctions ou jouissant d'avantages accessoires. Mon Département n'a donc pas tenu compte de ces situations spéciales.

IV et VI.

Des mesures sont-elles prises pour coordonner les barèmes des différents Départements, de manière à éviter des réclamations, qui aboutiraient probablement à des majorations successives des traitements ?

Les indemnités de vie chère devront être remplacées en partie par des augmentations de traitement, lorsque les conditions de la vie seront stabilisées. Le Gouvernement a-t-il mis à l'étude cette importante question ?

Réponse.*Ministère des Finances.*

Ces deux questions sont connexes.

Selon les prévisions de l'arrêté royal du 29 juin réglant à nouveau la subvention de vie chère, celle-ci sera, sauf disposition ultérieure, allouée jusqu'à la fin de la présente année.

Mais le Gouvernement a décidé de procéder sans différer à la revision des barèmes de traitement. Après étude faite dans chaque Département pour ce qui concerne le personnel de ses services, l'ensemble des projets sera examiné par une Commission interministérielle instituée au Ministère des Finances et dans laquelle les représentants des grandes catégories de personnel seront entendus.

V.

Des cadres d'employés n'ont-ils pas été créés avant le vote d'allocations budgétaires pour en couvrir les frais ?

Réponses.*Ministère des Finances.*

Un personnel nouveau, notamment des commis temporaires et des dactylographes, ont dû être recrutés d'urgence à raison de l'énorme surcroît de travail amené au Ministère des Finances par la multitude d'affaires et opérations qui sont la suite de la guerre.

Les frais de ce personnel supplémentaire sont imputés sur les crédits provisoires alloués par les Chambres.

Ministère de l'Intérieur.

Il n'a pas été créé, au Département de l'Intérieur, des cadres d'employés nouveaux. Les cadres sont restés les mêmes. Il a été simplement pourvu aux vacances et à la nomination d'un certain nombre d'agents temporaires, indispensables pour écouler l'arriéré et pour faire face aux diverses tâches créées par la situation nouvelle.

En ce qui concerne l'Office des régions dévastées, le cadre des fonctionnaires et agents a été établi par un arrêté ministériel du 10 avril dernier.

Ministère des Affaires Étrangères.

Le Département des Affaires Étrangères ne peut que s'en référer à ce sujet à la note insérée dans ses propositions budgétaires pour 1919, à l'appui du crédit de 895,000 francs demandé pour l'article 2.

Ministère de la Justice.

Non, en ce qui concerne le Département de la Justice.

Ministère de la Guerre.

Non, mais des employés temporaires ont, par nécessité, été recrutés, et il a fallu prévoir des crédits nécessaires pour le paiement de leur salaire.

Ministère de l'Agriculture.

Il a été créé, à l'Administration centrale, un cadre de sténo-dactylographes. Ces agents ont été nommés *en remplacement de commis*.

Ministère des Travaux publics.

Au Département des Travaux publics, il n'a pas été créé de nouveaux cadres d'employés.

Ministère de l'Industrie et du Travail.

En dehors d'un Office central du ravitaillement, rattaché au Cabinet du Ministre, comprenant cinq personnes, et d'un personnel de sténo-dactylographes, aucun cadre permanent de nouveaux employés n'a été créé. Tout le personnel des services du Ravitaillement et du Secours est engagé à titre temporaire et peut être remercié avec préavis de trois mois.

VII.

Le Gouvernement s'applique-t-il à supprimer les services créés pendant la guerre dès que les circonstances mettent un terme à leur utilité?

Réponses.

Ministère des Finances.

Aucun service hors cadre n'a été créé pendant la guerre au Département des Finances.

Ministère de l'Intérieur.

La réponse à cette question est affirmative en ce qui concerne le Département de l'Intérieur.

Deux services créés pendant la guerre se rattachant à lui : la rémunération de milice payée à l'étranger et le recrutement de l'armée, organisé aussi à l'étranger.

Ces deux services, dont le premier a déjà congédié plusieurs agents, seront supprimés aussitôt que les circonstances le permettront. La nomination de leur personnel n'a d'ailleurs été faite qu'à titre temporaire.

En ce qui concerne les services et institutions créés pendant la guerre et relevant de l'administration du Service de Santé et de l'Hygiène, je me suis empressé d'en poursuivre la liquidation. Celle-ci était achevée dès les débuts de l'année. Il ne reste plus que l'hôpital civil de Houthem et la Maternité de Beysele, qui paraissent devoir être maintenus jusqu'à la reconstitution des régions dévastées.

Le Haut Commissariat du Gouvernement à Paris est, par essence même, un organisme de liquidation.

Ministère des Affaires Étrangères.

Le Bureau documentaire belge a été supprimé. Une partie des éléments qui le composaient ont été fusionnés avec le service de presse et de documentation du Département des Affaires Étrangères dont le personnel n'était pas assez nombreux pour répondre aux nécessités actuelles.

Ministère de la Justice.

Deux services répondant à des nécessités créées par la guerre, ont été institués au Département de la Justice depuis 1914. Ce sont :

1° L'Office central, pour les prisonniers de guerre, dont la tâche est presque achevée et dont la liquidation est prochaine ;

2° La Commission d'enquête que la violation des règles du droit des gens, créée dès le début de l'invasion et qui a été reconstituée après la libération du territoire. La Commission n'a qu'une durée limitée à l'accomplissement de sa mission.

Ministère de la Guerre.

Oui, tous les services et établissements créés au cours de la guerre et qui ne doivent pas exister en temps de paix sont supprimés à mesure que la liquidation des affaires et la réinstallation des institutions normales le permettent.

Ministère de l'Agriculture.

Mon Département renonce, dès que les circonstances le permettent, aux services des agents temporaires auxquels il a fallu recourir depuis la guerre. C'est ainsi qu'il vient de provoquer la suppression du service chargé de la vente des chevaux provenant de la démobilisation des armées britannique et canadienne.

Ministère des Travaux publics.

Au Département des Travaux publics aucun service nouveau n'a été créé pendant la guerre.

Ministère de l'Industrie et du Travail.

Les services créés temporairement au Havre, à Paris et à Londres ont été supprimés.

Ministère des Colonies

Le personnel du Département n'a pas été augmenté; l'effectif organique n'est même pas au complet et l'on s'efforce de suffire à la tâche administrative malgré les vides produits par les décès ou d'autres causes. Tous les services créés pendant la guerre ont été supprimés; de rares agents extraordinaires ne restent que pour terminer l'expédition des affaires arriérées à liquider par eux.

(1)

(ANNEXE I AU N° 249)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1918-1919.

Projet de loi contenant le Budget général des Recettes et des Dépenses pour l'exercice 1919, ainsi que diverses dispositions concernant les impôts nouveaux, les délais de prescription fiscale et la garantie pour le recouvrement ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. HOUTART.

MINISTÈRE DE LA GUERRE. — DIRECTION DU CHARROI AUTOMOBILE

TABLEAU DES DÉPENSES

EFFECTUÉES

PENDANT LE 1^{er} SEMESTRE 1919 ⁽¹⁾

(1) Budget, n° 107.

(2) La Section centrale, présidée par M. POULLET, était composée de MM. MECHELYNCK, BERTRAND et TIBBAUT, *vice-président*; MM. WAUWERMANS, HOUTART et VILAIN; IMPERIALI, PONCELET et PUSSEMIER; VAN LIMBURG STIRUM, FERON et BUYL; DELPORTE, PEPIN et LAMBORELLE; DEBUNNE, LIEBAERT et TROCLET; HONINCKX, DE KERCHOVE D'EXAERDE et DE WOUTERS d'OPLINTER.

(3) Ce tableau est visé dans la réponse de M. le Ministre de la Guerre à la question posée par la Section centrale, concernant l'emploi d'automobiles dans les services publics. (Page 32 du rapport général sur le Budget, n° 249.)

MINISTÈRE DE LA GUERRE. — DIRECTION DU CHARROI AUTOMOBILE.

Tableau des dépenses effectuées pendant le 1^{er} semestre 1919.

DÉTAIL.	ACHATS.	ENTRETIEN.	USAGE.	TOTAUX.	OBSERVATIONS.
Traitement et indemnités des ingénieurs et du personnel civil d'artillerie; des délégués dans les usines travaillant en régie à la réparation du charroi et traitements des officiers et assimilés .	.	110,145 »	.	110 145 »	Ces dépenses concernent : 1° Les C. T. créés dans chacune des provinces belges, ainsi que dans les parcs de triage et de réserve des véhicules automobiles. 2° La liquidation des établissements ci-après : a) Ateliers de construction automobile; b) Le grand parc automobile.
Salaires et indemnités, prime de travail en général, main-d'œuvre	.	5,328,300 »	.	5,328,300 »	3° Les approvisionnements en pneus, pièces de rechange, accessoires déposés dans les magasins et nécessaires tant au charroi de l'armée de campagne que de l'arrière.
Approvisionnement de toutes natures (accessoires, rechanges, etc.)	3,365,710 »	.	.	3,365,710 »	4° La main-d'œuvre payée aux usines civiles travaillant en régie à la réparation de tout le charroi de l'armée. Il est à remarquer que le charroi de l'armée effectue des transports pour : a) D'autres départements ministériels; b) Des particuliers.
Essence	.	.	4,200,000 »	4,200,000 »	et que le coût de tous ces transports facturés aux demandeurs et payé est versé au Trésor public comme valeur de rempli.
Huile	.	.	600,000 »	600,000 »	Pour le moment il n'est pas possible de déterminer le montant approximatif de ces recettes; d'ici quelque quinze jours, ce renseignement pourra être livré.
TOTAUX	3,365,710 »	5,438,445 »	4,800,000 »	13,604,155 »	

(A)

(ANNEXE II AU N° 249)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1918-1919.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1919 ⁽¹⁾.

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR LE GOUVERNEMENT.

Bruxelles, le 24 juin 1919.

*A Monsieur le Président de la Chambre des Représentants,
au Palais de la Nation.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous adresser une série d'amendements à apporter au projet de Budget général pour l'exercice 1919.

Ces amendements sont groupés, par département et service, dans les tableaux ci-joints. Ils se traduisent par les augmentations et les diminutions ci-après :

⁽¹⁾ Budget général, n° 107.

A. — Pour les dépenses de nature ordinaire.

MINISTÈRES ET SERVICES.	DÉPENSES		
	PROPRES A L'EXERCICE.		ARRIÉRÉES.
	Charges normales.	Charges de guerre.	
Dette publique Tableau I.	»	+ 54,900,000	»
Affaires Étrangères — IV.	+ 171,966	»	»
Intérieur — V.	+ 318,000	— 853,000	— 238,360
Sciences et Arts — VI.	— 667,800	— 2,432,000	— 3,997,097
Agriculture. — VII.	— 3,323,300	— 145,000	— 200,000
Travaux publics — VIII.	— 5,500,000	— 72,000	+ 475,000
Industrie, Travail et Ravitaillement. — IX.	+ 595,000	»	+ 620,749
Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes. — X.	— 41,807,826	— 417,911,533	— 312,850
Colonies — XI.	+ 10,000	+ 125,000	+ 64,000
Guerre — XII.	— 29,000	— 63,954,828	»
Affaires Économiques — XIV.	— 1,630,000	»	»
TOTAUX. fr.	— 52,987,926 + 1,094,966	— 485,368,361 + 55,025,000	— 4,748,307 + 1 159,749
DIFFÉRENCES fr.	— 51,862,960	— 430,343,361	— 3,588,558

B. — Pour les dépenses de nature extraordinaire.

MINISTÈRES.	DÉPENSES			
	PROPRES A L'EXERCICE.		ARRIÉRÉES.	
	Charges normales.	Charges de guerre.	Charges normales.	Charges de guerre.
Intérieur fr.	»	— 2,500,000	+ 20,000	— 500,000,000
Agriculture.	»	— 38,450,000	»	»
Travaux publics	— 11,220,000	+ 5,000,000	— 1,000,000	»
Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes	— 11,932,944	»	»	»
Affaires Économiques	»	— 399,245,000	»	»
TOTAUX. fr.	— 23,152,944	— 435,195,000	— 980,000	— 500,000,000

Récapitulation.

Dépenses de nature ordinaire .	— 51,862,960	— 430,343,361	»	— 3,588,558
Dépenses de nature extraordinaire .	— 23,152,944	— 435,195,000	— 980,000	— 500,000,000
TOTAUX. fr.	— 75,015,904	— 865,538,361	— 980,000	— 503,588,558
EN MOINS : 1,445,122,823				

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre des Finances,
LÉON DELACROIX.

AMENDEMENTS AU TABLEAU I

DETTE PUBLIQUE

AMENDEMENTEN AAN TABEL I

OPENBARE SCHULD

Articles. — Artikelen.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES. AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	DÉPENSES DE UITGAVEN VAN	
		Dépenses normales de 1919. — Normale uitgaven van 1919.	Dépenses résultant de la guerre. — Uitgaven veroorzaakt door den oorlog.
	PREMIÈRE SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES. CHAPITRE PREMIER. Service de la Dette proprement dite. 3^e SECTION. Dettes contractées depuis 1830. § 1^{er}. — INTÉRÊTS ET AMORTISSEMENTS.		
9	Intérêts, amortissement et frais de la dette émise et à émettre, etc. . . . Supprimer les mots : « pour couvrir les dépenses sur ressources extra-ordinaires ».	36,000,000 »	1,200,000 » + 52,400,000 » 53,600,000 »
	 § 3. — AUTRES CHARGES.		
36	Frais relatifs au service des diverses dettes et annuités ainsi que des emprunts émis par la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux, etc.	1,500,000 »	+ 2,500,000 » 2,500,000 »

1919. 1919.	DÉPENSES ARRIÉRÉES. — ACHTERSTELLIGE UITGAVEN.	OBSERVATIONS. — OPMERKINGEN.
Total des crédits. — Totaal der credieten.		
37,200,000 » + 52,400,000 » 89,600,000 »	137,500,000 »	La charge à supporter par le Budget de l'exercice 1919, du chef de la Commission afférente à l'émission de l'emprunt de la Restauration nationale, ainsi que du premier semestre d'intérêt et d'amortissement dudit emprunt au 1^{er} décembre 1919, peut être évalué à 47,000,000 de francs. D'autre part, le supplément de charges résultant de l'émission de Bons du Trésor s'élève à 5,400,000 francs.
1 500,000 » + 2,500,000 » 4,000,000 »	500,000 »	Augmentation correspondant aux dépenses de toute nature relatives à l'émission et au service de la Restauration nationale (personnel recruté à titre temporaire; publicité, registres et imprimés relatifs à la souscription publique; confection de certificats au porteur et des obligations définitives, etc.

(6)

AMENDEMENTS AU TABLEAU IV

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

AMENDEMENTEN AAN TABEL IV

BUITENLANDSCHE ZAKEN

Articles. — Artikelen.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES. — AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	DÉPENSES DE UITGAVEN VAN		
		Dépenses normales de 1919. — Normale uitgaven van 1919.	Dépenses résultant de la guerre. — Uitgaven veroorzaakt door den oorlog.	
PREMIÈRE SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.				
CHAPITRE II.				
Légations.				
Traitement des agents diplomatiques, indemnités locales pour frais de représentation et de logement et indemnités à quelques agents non rétribués. (Le Gouvernement est autorisé à disposer, en faveur d'agents diplomatiques rétribués ou non rétribués, des sommes restées sans emploi sur les diverses allocations du présent article.)				
		</		

1919. 1919.	DÉPENSES ARRIÉRÉES. — ACHTERSTELLIGE UITGAVEN.	OBSERVATIONS. — OPMERKINGEN.
Total des crédits. — Totaal der credieten.		
3,149,500 + 138,666 3,288,166	70,000	Les indemnités de logement étant variables d'après l'importance des postes, le tableau de l'article 6 est modifié à l'effet de présenter globalement la part du crédit affectée à cette dépense. Quant à l'augmentation proposée, elle représente, pour huit mois, la dépense à résulter de la nomination à Varsovie et à Prague, d'agents diplomatiques qu'il y a lieu d'accréditer auprès de la République Tchéco-Slovaque et du Gouvernement Polonais à l'exemple des autres Puissances de l'Entente.

Articles. — Artikelen.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.				DÉPENSES DE UITGAVEN VAN	
	AANWIJZING				Dépenses normales de 1919.	Dépenses résultant de la guerre.
	VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.				Normale uitgaven van 1919.	Uitgaven veroorzaakt door den oorlog.
		Traitement.	Frais — de représentation.	Frais de logement.	TOTAL.	
	REPORT. . . fr.	474,000	760,000	366,000		
v)	Serbie.	30,000	30,000			
w)	Suède	30,000	30,000			
x)	Suisse.	30,000	23,000			
y)	Turquie	»	»			
z)	République Tchéco-Slovaque	20,000	23,000			
a')	Gouvernement Polonais. . .	20,000	23,000			
	Traitement d'un chef de mission occupant le poste d'agent et consul général au Caire.	30,000	23,000			
	Traitements des conseillers et secré- taires	684,000	60,000	316,000		
	Augmentations éventuelles aux agents promus dans l'année. In- demnités temporaires à des agents diplomatiques, en compensation de charges exceptionnelles assu- mées dans l'intérêt du commerce national ou imposées par une si- tuation monétaire ou économique onéreuse dans le pays de leur résidence	100,000	»	»		
		1,418,000	976,000	682,000	3,076,000	
	Frais d'installation des agents diplomatiques				212,116	
					3,288,166	
CHAPITRE V.						
Dépenses relatives aux légations et aux consulats .						
9	Traitements et indemnités des chanceliers, des drogmans, des interprètes, etc.				440,400 »	
					+ 17,300 »	
					457,700 »	
10	Frais de chancellerie, loyers, etc.				220,000 »	
					+ 16,000 »	
					236,000 »	

1919. 1918.	DÉPENSES ARRIÉRÉES. — ACHTERSTELLIGE UITGAVEN.	OBSERVATIONS. — OPMERKINGEN.
Total des crédits. — Totaal der credieten.		
440,400 » + 17,300 » 457 700 »	50,000 »	Cette augmentation est destinée à rémunérer pendant huit mois un commis de chancellerie à Prague et un chancelier adjoint à Varsovie.
220,000 » + 16,000 » 236,000 »	110,000 »	Complément de crédit nécessaire pour assurer la création et le fonctionnement de nos deux nouveaux postes diplomatiques.

(12)

AMENDEMENTS AU TABLEAU V

INTÉRIEUR

AMENDEMENTEN AAN TABEL V

BINNENLANDSCHE ZAKEN

Articles. — Artikelen.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES. AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	DÉPENSES DE UITGAVEN VAN	
		Dépenses normales de 1919. Normale uitgaven van 1919.	Dépenses résultant de la guerre. — Uitgaven veroorzaakt door den oorlog.
	PREMIÈRE SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.		
	CHAPITRE PREMIER.		
	ADMINISTRATION CENTRALE.		
3	Fournitures de bureau, impressions, achats, etc.	125,000 » + 150,000 » 275,000 »	175,000 »
	CHAPITRE III.		
	STATISTIQUE GÉNÉRALE.		
8	Commission centrale de statistique; jetons de présence, etc.	15,000 »	»
10	Commission centrale de statistique, frais de bureau, etc. (Compléter le libellé par les mots « <i>Office international de statistique. Subside</i> »).	40,800 » + 3,000 » 43,800 »	16,200 » + 12,000 » 28,200 »
11	Bibliothèque de statistique : achat, réception, etc. (Remplacer le mot « reconstruction » par le mot « reconstitution »).	»	»
	CHAPITRE IV.		
	AFFAIRES PROVINCIALES ET COMMUNALES.		
14	Frais de bureau, d'impression, de reliure, entretien du mobilier, etc.	400,000 » — 150,000 » 250,000 »	400,000 » — 150,000 » 250,000 »
17	Participation de l'État dans les dépenses de police de la ville de Bruxelles	350,000 » + 400,000 » 750,000 »	»
	CHAPITRE VI.		
	MILICE.		
22	Juridictions contentieuses en matière de milice, etc.	»	»

1919. 1919.	DÉPENSES ARRIÉRÉES. — ACHTERSTELLIGE UITGAVEN.	OBSERVATIONS. — OPMERKINGEN.
Total des crédits. — Totaal der credieten.		
300,000 » + 150,000 » 450,000 »	142,000 » — 62,000 » 80,000 »	
15,000 »	9,000 » — 8,000 » 1,000 »	
27,000 » + 15,000 » 42,000 »	16,000 »	
»	»	
800,000 » — 300,000 » 500,000 »	250,000 »	Ensuite de la diminution proposée, la part par province doit être modifiée et fixée comme il suit : Anvers, 56,000 francs; Brabant, 62,000 francs; Flandre occidentale, 54,000 francs; Flandre orientale, 60,000 francs; Hainaut, 62,000 francs; Liège, 67,000 francs; Limbourg, 45,000 francs; Luxembourg, 45,000 francs; Namur, 49,000 francs.
350,000 » + 400,000 » 750,000 »	583,334 »	
»	»	

Articles. — Artikelen.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES. AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	DÉPENSES DE UITGAVEN VAN	
		Dépenses normales de 1919. — Normale uitgaven van 1919.	Dépenses résultant de la guerre. — Uitgaven veroorzaakt door den oorlog.
CHAPITRE VII.			
GARDES CIVIQUES ET CORPS DE SAPEURS-POMPIERS.			
29	Magasin central d'armement et d'équipement : outillage, mobilier, etc.	30,000 » — 25 000 » 5,000 »	»
31	Tir National de Belgique : frais de gestion, etc.	7,340 »	»
32	Grands concours annuels de tir, etc.	— 50,000 » — 50,000 » »	»
33	Subsides pour la construction et l'amélioration de tirs à la cible, etc.	150,000 » — 125,000 » 25,000 »	»
34	Subsides pour concours de tir aux armes de guerre, etc.	30,000 » — 30,000 » »	»
35	Frais de transport et de réunion des jeunes gardes pour les périodes d'exercices.	25,000 » — 25,000 » »	»
37	Subsides annuels aux musiques, etc.	10,000 » — 10,000 » »	»
38	Subsides aux communes rurales... Acquisition de matériel d'incendie, etc. .	50,000 »	»
CHAPITRE VIII			
DÉCORATION CIVIQUE. — MÉDAILLE DE LA REINE ET RECOMPENSES PÉCUNIAIRES.			
(Compléter l'intitulé du chapitre par les mots : « Médaille du Roi Albert ».)			
39	Décoration civique : achat des insignes, etc.	100,000 » + 150,000 » 250,000 »	»
40	Récompenses pécuniaires pour actes de courage, etc.	30,000 » — 25,000 » 5,000 »	»

1919.		DÉPENSES	OBSERVATIONS. — OPMERKINGEN.
1919.		ARRIÉRÉES.	
Total des crédits.		— ACHTERSTELLIGE	
Totaal der credieten.		UITGAVEN.	
30,000 »	30,000 »		
— 25,000 »	— 20,000 »		
5,000 »	10,000 »		
7,340 »	16,000 »		
	— 12,000 »		
	4,000 »		
50,000 »	25,000 »		
— 50,000 »			
»			
150,000 »	150,000 »		
— 125,000 »			
25,000 »			
30,000 »	30,000 »		
— 30,000 »	— 25,000 »		
»	5,000 »		
25,000 »	25,000 »		
— 25,000 »	— 20,000 »		
»	5,000 »		
10,000 »	»		
— 10,000 »			
»			
50,000 »	35,000 »		
	— 32,750 »		
	2,250 »		
100,000 »	207,500 »		
+ 150,000 »			
250,000 »			
30,000 »	5,000 »		
— 25,000 »			
5,000 »			

Articles. — Artikelou.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES. AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	DÉPENSES DE UITGAVEN VAN	
		Dépenses normales de 1919. — Normale uitgaven van 1919.	Dépenses résultant de la guerre. — Uitgaven veroorzaakt door den oorlog.
	CHAPITRE IX. DÉPENSES DIVERSES ET IMPRIMÉS.		
55	Dépenses imprévues non libellées au Budget. — Secours à accorder, etc.	10,000 » + 55,000 » 65,000 »	»
	DEUXIÈME SECTION. — DÉPENSES EXCEPTIONNELLES.		
	CHAPITRE XII. SERVICES DIVERS.		
59	Exposé de la situation du Royaume, etc.	10,000 »	»
61	Remplacer le libellé par le suivant : « Acquisition et renouvellement du mobilier pour l'hôtel et les bureaux des gouvernements provinciaux d'Anvers et du Limbourg »	»	+ 225,000 »
64	Achat de toiles bleues, de cocardes, etc.	»	»
67	Dépenses diverses et imprévues résultant des événements de guerre . (Article à supprimer.)	»	1,000,000 » — 1,000,000 » »
68	Indemnités de séjour allouées à raison de faits de guerre	»	15,000 »
69	Frais de la Commission de reconnaissance nationale, etc.	»	40,000 » + 60,000 » 100,000 »

1919. 1919.	DÉPENSES ARRIÉRÉES. — ACHTERSTELLIGE UITGAVEN.	OBSERVATIONS. — OPMERKINGEN.
Total des crédits. — Totaal der credieten.		
10,000 » + 55,000 » 65,000 »	2,000 » + 58,000 » 60,000 »	
10,000 » + 225,000 » »	2,500 » + 4,000 » 6,500 » 7,014 » 250,000 » 25,000 » 225,000 »	
1,000,000 » — 1,000,000 » »	100,000 » — 100,000 » »	Cet article qui est la reproduction de celui qui existait dans le tableau des dépenses pour 1916, élaboré au Havre, peut être supprimé, à la condition d'augmenter le crédit de l'article 55. Les imputations telles que les frais des funérailles de Miss Cavell qui ont déjà été faites sur l'article 67 seront transférées à l'article 55 qui ne servira qu'aux besoins du Ministère de l'Intérieur proprement dit.
15,000 » + 40,000 » 60,000 » 100,000 »	610 » + 4,390 » 5,000 » »	

(20)

AMENDEMENTS AU TABLEAU VI

SCIENCES ET ARTS

AMENDEMENTEN AAN TABEL VI

WETENSCHAPPEN EN KUNSTEN

Articles. — Artikelen.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES. AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	DÉPENSES DE — UITGAVEN VAN	
		Dépenses normales de 1919. — Normale uitgaven van 1919.	Dépenses résultant de la guerre. — Uitgaven veroorzaakt door den oorlog.
	PREMIÈRE SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.		
1	a) Traitement du Ministre	21,000 »	»
5	Frais de route et de séjour, missions, etc.	12,500 »	150 »
16	Observatoire royal : Frais de matériel, etc.	148,000 » — 50,000 » 98,000 »	»
18	Institut royal météorologique ; frais de matériel, etc.	54,500 » — 20,000 » 34,500 »	»
32	Enseignement supérieur à l'armée	20,000 » — 10,000 » 10,000 »	»
34	Bourses universitaires ; bourses de voyages, etc.	138,000 » — 8,000 » 130,000 »	»
41	Frais du concours universitaire : impression des mémoires couronnés, etc.	30,000 » — 30,000 » »	»
45	Conseil de perfectionnement de l'enseignement moyen : frais de route et de séjour, etc.	18,930 » — 10,000 » 8,930 »	»
56	Concours général entre les établissements d'instruction moyenne : frais de route, de séjour, etc.	45,750 » — 40,000 » 5,750 »	»
60	Frais de publication des 21 ^e et 22 ^e rapports triennaux sur l'état de l'enseignement moyen	19,000 » — 19,000 » »	»
66	Traitements des inspecteurs diocésains principaux, etc.	160,800 » — 800 » 160,000 »	»

1919.	1919.	DÉPENSES	OBSERVATIONS. — OPMERKINGEN.
	Total des crédits.	ARRIÉRÉES.	
	—	—	
	Totaal der credieten.	ACHTERSTELLIGE UITGAVEN.	
	21,000 »	+ 1,750 »	
		1,750 »	
	12,650 »	+ 550 »	
		1,153 »	
		1,703 »	
	148,000 »	»	
—	50,000 »		
	98,000 »		
	54,500 »	»	
—	20,000 »		
	34,500 »		
	20,000 »	»	
—	10,000 »		
	10,000 »		
	138,000 »	90,000 »	
—	8,000 »		
	130,000 »		
	30,000 »	20,000 »	
—	20,000 »		
	»		
	18,930 »	»	
—	10,000 »		
	8,930 »		
	45,750 »	»	
—	40,000 »		
	5,750 »		
	19,000 »	»	
—	19,000 »		
	»		
	160,000 »	5,000 »	
—	800 »		
	160,000 »		

Articles. — Artikelen.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES. — AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	DÉPENSES DE — UITGAVEN VAN	
		Dépenses normales de 1919. — Normale uitgaven van 1919.	Dépenses résultant de la guerre. — Uitgaven veroorzaakt door den oorlog.
76	Frais de l'inspection médicale scolaire	100,000 » — 100,000 » »	»
81	Subsides pour l'enseignement des travaux manuels, etc.	30,000 » — 30,000 » »	»
88	Service annuel ordinaire des écoles gardiennes et des crèches, etc.	3,150,000 » — 350,000 » 2,800,000 »	»
DEUXIÈME SECTION. — DÉPENSES EXCEPTIONNELLES.			
125	Enseignement moyen. Construction d'ameublement de locaux	68,000 »	432,000 » — 432,000 » »
139	Subsides aux communes et aux directions des écoles pour leur permettre de payer les traitements dus à leurs instituteurs, etc.	»	6,000,000 » — 2,000,000 » 4,000,000 »

1919.		DÉPENSES ARRIÉRÉES. — ACHTERSTELLIGE UITGAVEN.	OBSERVATIONS. -- OPMERKINGEN.
1919.	Total des crédits. — Totaal der credieten.		
100,000 »	40,000 »		
— 100,000 »			
»			
30,000 »	15,000 »		
— 30,000 »			
»			
3,150,000 »	1,260,000 »		
— 350,000 »			
2,800,000 »			
500,000 »	»		
432,000 »			
68,000 »			
6,000,000 »	4,000,000 »		
— 2,000,000 »	— 4 000 000 »		
4,000,000 »	»		

AMENDEMENTS AU TABLEAU VII

AGRICULTURE

AMENDEMENTEN AAN TABEL VII

LANDBOUW

Articles. — Artikelen.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES. — AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	DÉPENSES DE — UITGAVEN VAN	
		Dépenses normales de 1919. — Normale uitgaven van 1919.	Dépenses résultant de la guerre. — Uitgaven veroorzaakt door den oorlog.
	PREMIÈRE SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.		
	CHAPITRE PREMIER.		
	Administration centrale.		
5	Honoraires et frais de déplacement des avocats du Département	3,000 » — 3,000 »	»
6	Quote-part du Département dans le traitement du conseiller artistique et dans les frais de fonctionnement du Comité supérieur de contrôle, etc.	10,000 » — 9,000 » 1,000 »	»
7	Indemnité aux Conseillers du Gouvernement, etc.	35,000 » — 3,000 » 32,000 »	»
	CHAPITRE II.		
	Pensions et secours.		
9	Secours... à d'anciens fonctionnaires, etc.	6,000 » — 2,500 » 3,500 »	»
	CHAPITRE III.		
	Agriculture		
10	Indemnités pour animaux abattus, etc.	3,222,000 » — 222,000 » 3,000,000 »	200,000 » — 120,000 » 80,000 »
13	Conseil supérieur de l'agriculture : ... sociétés agricoles provinciales, comices agricoles, etc.; ... concours, expositions, etc.	500,000 » — 100,000 » 400,000 »	»
	CHAPITRE IV.		
	Enseignement agricole.		
	Sciences agricoles. — Industries rurales. — Génie rural.		
20	Conférences agricoles : traitement du personnel, indemnités, frais divers. — Enseignement agricole, etc.	695,800 » — 170,800 » 525,000 »	»
21	Service des agronomes de l'État : traitements, etc.	312,000 » — 32,000 » 280,000 »	10,000 »

1919. 1919.	DÉPENSES ARRIÉRÉES. — ACHTERSTELLIGE UITGAVEN.	OBSERVATIONS. — OPMERKINGEN.
Total des crédits. — Totaal der credieten.		
3,000 » — 3,000 » »	4,450 » .	
10,000 » — 9,000 » 1,000 » 35,000 » 3,000 » 32,000 »	» » »	
6,000 » — 2,500 » 3,500 »	»	
3,422,000 » — 342,000 » 3,080,000 » 500,000 » 100,000 » 400,000 »	810,000 » 250,000 »	
695,800 » — 170,800 » 525,000 » 321,000 » — 32,000 » 290,000 »	150,000 » 40,000 »	

Articles. — Aankelen.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES. — AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	DÉPENSES DE UITGAVEN VAN	
		Dépenses normales de 1919. — Normale uitgaven van 1919.	Dépenses résultant de la guerre. — Uitgaven veroorzaakt door den oorlog.
22	Frais des champs d'expériences, etc.	269,000 » — 4,000 » 265,000 »	»
23	Institut international d'agriculture : frais de participation de la Belgique; etc.	25,000 » — 5,000 » 20,000 »	»
25	Station agronomique de l'État et laboratoires d'analyses de l'État, etc.	300,000 »	175,000 » — 25,000 » 150,000 »
26	Industries rurales. — Constructions rurales, etc.	60,000 » — 10,000 » 50,000 »	»
CHAPITRE V. Office horticole.			
34	Conseil supérieur de l'horticulture. — Associations horticoles : subsides, etc.	67,000 » — 25,000 » 42,000 »	40,000 »
CHAPITRE VI. Eaux et Forêts.			
35	Traitements d'activité et de disponibilité; etc.	1,700,000 »	100,000 »
CHAPITRE VII. Voirie communale. — Voirie urbaine, etc.			
40	Subsides aux communes et aux Wateringues pour l'extension et l'amélioration de la voirie communale, etc.	9,600,000 » — 2,600,000 » 7,000,000 »	»
41	Subsides aux communes rurales pour les aider à assurer le bon entretien des chemins améliorés, etc.	200,000 » — 112,000 » 88,000 »	»
CHAPITRE IX. Services divers, AGRICULTURE ET HORTICULTURE.			
50	Station agronomique, etc.	225,000 » — 25,000 » 200,000 »	»

1919. 1919.	DÉPENSES ARRIÉRÉES. — ACHTERSTELLIGE UITGAVEN.	OBSERVATIONS. — OPMERKINGEN.
Total des crédits. — Totaal der credieten.		
269,000 » — 4,000 » 265,000 »	»	
25,000 » — 5,000 » 20,000 »	5,000 »	
475,000 » — 25,000 » 450,000 »	50,000 »	
60,000 » — 10,000 » 50,000 »	»	
107,000 » — 25,000 » 82,000 »	25,000 »	
1,800,000 »	500,000 » 200,000 » 300,000 »	
9,600,000 » — 2,600,000 » 7,000,000 »	»	
200,000 » — 112,000 » 88,000 »	»	
225,000 » — 25,000 » 200,000 »	»	

(32)

AMENDEMENTS AU TABLEAU VIII

TRAVAUX PUBLICS

AMENDEMENTEN AAN TABEL VIII

OPENBARE WERKEN

Articles. — Artikelen.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES. AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	DÉPENSES DE — UITGAVEN VAN	
		Dépenses normales de 1919. — Normale uitgaven van 1919.	Dépenses résultant de la guerre. — Uitgaven veroorzaakt door den oorlog.
	PREMIÈRE SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.		
	CHAPITRE II.		
	Administration des Ponts et Chaussées dans les provinces.		
	AFFAIRES GÉNÉRALES.		
7	Études de projets, levés de plans. Achats et réparations, etc.	155,000 »	252 000 » — 72,000 » 180,000 »
	ROUTES.		
10	Routes : entretien, amélioration, etc.	20,000,000 » — 5,000,000 » 15,000,000 »	500,000 »
	CASERNEMENT DES GENDARMERIES.		
12	Casernement des gendarmeries et des bâtiments militaires, locaux, etc. . . .	1,386,000 » + 2,500,000 » 3,886,000 »	»
	TRAVAUX HYDRAULIQUES.		
13	Canaux, rivières, polders, irrigations de la Campine, plantations, etc. . . .	15,000,000 » — 3,000 000 » 12,000,000 »	»

1919. 1919.	DÉPENSES ARRIÉRÉES. — ACHTERSTELLIGE UITGAVEN.	OBSERVATIONS. — OPMERKINGEN.
Total des crédits. — Totaal der credieten.		
407,000 » — 72,000 » 335,000 »	55,000 »	
20,500,000 » — 5,000,000 » 15,500,000 »	4,500,000 »	
1,386,000 » + 2,500,000 » 3,886,000 »	2,698,000 » + 475,000 » 3,173,000 »	
15,000,000 » — 3 000 000 » 12,000,000 »	1,500,000 »	

(36)

AMENDEMENTS AU TABLEAU IX

INDUSTRIE, TRAVAIL ET RAVITAILLEMENT

AMENDEMENTEN AAN TABEL IX

NIJVERHEID, ARBEID EN BEVOORRADING

Articles. — Artikelen.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES. AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	DÉPENSES DE UITGAVEN VAN	
		Dépenses normales de 1919. Normale uitgaven van 1919.	Dépenses résultant de la guerre. Uitgaven veroorzaakt door den oorlog.
	PREMIERE SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.		
8	Encouragements pour des ouvrages utiles... Expositions intéressant le Ministère de l'Industrie	478,000 » + 200,000 » 378,000 »	»
	DEUXIEME SECTION. — DÉPENSES EXCEPTIONNELLES.		
59	(Nouveau). Subside à la Société anonyme de l'Exposition de Charleroi en 1911. (Nieuw). Toelage aan de Naamlooze Vennootschap der tentoonstelling te Charleroi in 1911.	385,000 »	»
60	(Nouveau). Commission d'études pour la réduction de la durée du travail dans la sidérurgie (Nieuw). Studiecommissie voor de beperking van den arbeidsduur in de ijzer-nijverheid.	5,000 » —	»
61	(Nouveau). Commission d'études pour la réduction de la durée du travail dans les mines de houille. (Nieuw). Studiecommissie voor de beperking van den arbeidsduur in de steenkoolmijnen	5,000 »	»
62	(Nouveau). Subside à l'Association maritime belge en faveur des navires-écoles « Comte de Smet de Naeyer » et « L'Avenir » (Nieuw). Toelage aan de Belgische Zeevervaartmaatschappij ten bate der school-schepen « Comte de Smet de Naeyer » en « L'Avenir ».		»

1919. 1919.	DÉPENSES ARRIÉRÉES. — ACHTERSTELLIGE UITGAVEN.	OBSERVATIONS. — OPMERKINGEN.
Total des crédits. — Totaal der credieten.		
178,000 » + 200,000 » 378,000 »	8,000 »	
385,000 »	»	
5,000 »	»	
5,000 »	»	
»	620,749 »	

(40)

AMENDEMENTS AU TABLEAU X

**CHEMINS DE FER,
MARINE, POSTES ET TÉLÉGRAPHES**

AMENDEMENTEN AAN TABEL X

**SPOORWEGEN,
ZEEWEZEN, POSTERIJEN EN TELEGRAFEN**

Articles. — Artikelen.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES. — AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	DÉPENSES DE UITGAVEN VAN	
		Dépenses normales de 1919. — Normale uitgaven van 1919.	Dépenses résultant de la guerre. — Uitgaven veroorzaakt door den oorlog.
PREMIERE SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.			
4	Traitements et salaires des huissiers, messagers, etc.	200,000 » — 80,000 » 120,000 »	»
6	Honoraires des avocats	111,000 » + 20,000 » 131,000 »	»
7	Encouragements aux unions professionnelles	25,000 » — 5,000 » 20,000 »	»
8	Traitements et indemnités des fonctionnaires et employés	815,311 » — 58,311 » 757,000 »	»
9	Rémunérations des gens de service, etc.	182,000 » + 19,061 » 201,061 »	»
10	Imprimés, tarifs, coupons de voyageurs, etc.	5,179,170 » — 2,379,170 » 2,800,000 »	1,000,000 »
12	Secours exceptionnels aux ouvriers, etc.	163,000 » — 81,000 » 82,000 »	»
15	Traitements et indemnités des fonctionnaires et employés	3,715,851 » + 257,149 » 3,973,000 »	»
17	Billes, rails et accessoires, etc.	10,200,000 »	500,000,000 » — 374,200,000 » 125,800,000 »
19	Traitements et indemnités des fonctionnaires et employés	3,598,551 » + 513,449 » 4,112,000 »	»
22	Combustible et autres objets de consommation, etc.	117,911,000 » — 2,243,000 » 115,668,000 »	5,040,000 »
23	Entretien, réparation et renouvellement du matériel	78,306,455 » — 18,808,331 » 59,498,124 »	100,067,000 » — 29,067,000 » 71,000,000 »

1919. 1919.	DÉPENSES ARRIÉRÉES. — ACHTERSTELLIGE UITGAVEN.	OBSERVATIONS. — OPMERKINGEN.
Total des crédits. — Totaal der credieten.		
— 200 000 » 80,000 »	125,500 »	
120 000 »		
+ 111,000 » 20,000 »	435 975 »	
131,000 »		
— 25,000 » 5,000 »	»	
20,000 »		
815,311 » 58,311 »	3,388,644 »	
757,000 »		
+ 182,000 » 19,000 »	764,500 »	
201,061 »		
— 6,179 170 » 2,379 170 »	80,000 »	
3,800,000 »		
— 163,000 » 81,000 »	160,000 »	
820,000 »		
+ 3,715,851 » 257,149 »	13,509,492 »	
3,973,000 »		
— 519,200,000 » 374,200,000 »	2 699,000 »	
145,000,000 »		
+ 3,598,551 » 513,449 »	15,293,841 »	
4,112,000 »		
— 122 951,000 » 2,243 000 »	5,300,000 »	
120,708,000 »		
— 178,373 455 » 47,875,331 »	71,058,000 »	
130,498,124 »		

Articles. — Artikelen.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES. AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	DÉPENSES DE — UITGAVEN VAN	
		Dépenses normales de 1919. — Normale uitgaven van 1919.	Dépenses résultant de la guerre. — Uitgaven veroorzaakt door den oorlog.
24	Traitements et indemnités des fonctionnaires et employés	31.148,844 » — 3,928,844 » 27,220,000 »	»
25	Rémunération des gardes temporaires et des ouvriers, etc.	24,899,041 » — 7,746,171 » 17,152,870 »	»
27	Frais d'exploitation	13,937,853 » — 3,068,501 » 10,869,352 »	4,846,000 » — 1,322,883 » 3,523,117 »
29	Pertes d'avaries; indemnités du chef d'accidents, etc.	2,130,000 » — 76,296 » 2,053,704 »	»
31	Traitements et indemnités des fonctionnaires et employés	2,299,270 » + 151,730 » 2,451,000 »	»
35	Fournitures de bureau, impressions, bibliothèque, mobilier, etc.	145,000 » — 21,750 » 123,250 »	90,000 » — 13,500 » 76,500 »
36	Objets de consommation pour le service, l'entretien et la réparation des installations électriques, etc.	6,223,650 » — 933,550 » 5,290,100 »	17,181,000 » — 2,577,150 » 14,603,850 »
41	Traction et matériel	7,489,328 »	12,318,000 » — 3,100,000 » 9,218,000 »
42	Traitements et indemnités des fonctionnaires et employés	103,410 » — 1,285 » 102,125 »	11,000 »
43	Rémunération des agents payés à la tâche, etc.	216,257 » — 5,322 » 210,935 »	»
50	Matériel, fournitures de bureau, frais de loyer et de régie, etc.	9,527,640 » — 820,000 » 8,707,640 »	9,090,100 » — 1,631,000 » 7,459,100 »
53	Traitements d'indemnités des fonctionnaires et employés	10,516,845 » — 218,835 » 10,298,010 »	118,735 »
54	Rémunérations des agents payés à la tâche, etc.	5,365,541 » — 128,823 » 5,236,718 »	660,000 »

1919.		DÉPENSES ARRIÉRÉES. — ACHTERSTELLIGE UITGAVEN.	OBSERVATIONS. — OPMERKINGEN.
1919.	Total des crédits. — Totaal der credieten.		
31,148,814 »	110,638,088 »		
— 3,928,844 »			
27,220,000 »			
24,899,041 »	55,689,284 »		
— 7,746,171 »			
17,152,870 »			
18,783,853 »	423,000 »		
— 4,391,384 »	— 212,700 »		
14,392,469 »	210,300 »		
2,130,000 »	»		
— 76,296 »			
2,053,704 »			
2,299,270 »	9,273,228 »		
+ 151,730 »			
2,451,000 »			
235,000 »	10,000 »		
— 35,250 »	— 1,500 »		
199,750 »	8,500 »		
23,404,650 »	657,700 »		
— 3,510,700 »	— 98,650 »		
19,893,950 »	559,050 »		
19,807,328 »	980,520 »		
— 3,100,000 »			
16,707,328 »			
114,410 »	849,816 »		
— 1,285 »			
113,125 »			
216,257 »	838,848 »		
— 5,322 »			
210,935 »			
18,617,740 »	3,428,780 »		
— 2,451,000 »			
16,166,740 »			
10,635,580 »	38,409,773 »		
— 218,835 »			
10,416,745 »			
6,025,541 »	17,978,775 »		
— 128,823 »			
5,896,718 »			

Articles. — Artikelen.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES. — AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	DÉPENSES DE UITGAVEN VAN	
		Dépenses normales de 1919. — Normale uitgaven van 1919.	Dépenses résultant de la guerre. — Uitgaven veroorzaakt door den oorlog.
55	Entretien des lignes et des bureaux, fournitures diverses	7,532,940 » — 2,165,026 » 5,387,914 »	20,700,000 » — 5,000,000 » 15,700,000 »
	DEUXIÈME SECTION. — DÉPENSES EXCEPTIONNELLES.		
66	Subside pour le ravitaillement	»	2,000,000 » — 1,000,000 » 1,000,000 »

1919.		DÉPENSES ARRIÉRÉES. — ACHTERSTELLIGE UITGAVEN.	OBSERVATIONS. — OPMERKINGEN.
1919.	Total des crédits. — Totaal der credieten.		
	28,252,940 » — 7,163,026 » 21,087,914 »	1,592,060 »	
	2,000,000 » — 1,000,000 » 1,000,000 »	»	

(48)

AMENDEMENTS AU TABLEAU XI

COLONIES

AMENDEMENTEN AAN TABEL XI

KOLONIËN

Articles. — Artikelen.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES. — AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	DÉPENSES DE — UITGAVEN VAN	
		Dépenses normales de 1919. — Normale uitgaven van 1919.	Dépenses résultant de la guerre. — Uitgaven veroorzaakt door den oorlog.
	PREMIÈRE SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.		
4	Matériel. — Entretien des bureaux, mobilier. Bibliothèque, etc.	285,000 »	50,000 » + 125,000 » 175,000 »
5	Publication du « Bulletin officiel »	40,000 » + 10,000 » 50,000 »	»

1919. 1919.	DÉPENSES ARRIÉRÉES. — ACHTERSTELLIGE UITGAVEN.	OBSERVATIONS. — OPMERKINGEN.
Total des crédits. — Totaal der credieten.		
335,000 » + 125,000 » 460,000 » 40,000 » + 10,000 » 50,000 »	30,000 » + 60,000 » 90,000 » » + 4,000 » 4,000 »	

AMENDEMENTS AU TABLEAU XII

—

GUERRE

AMENDEMENTEN AAN TABEL XII

—

OORLOG

Articles. — Artikelen.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES. — AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	DÉPENSES DE — UITGAVEN VAN		
		Dépenses normales de 1919. — Normale uitgaven van 1919.	Dépenses résultant de la guerre. — Uitgaven veroorzaakt door den oorlog.	
2	Traitements et indemnités du personnel civil	635,000 »	409,000 » + 170,000 » 579,000 »	
2 ^{bis}	Subvention de vie chère au personnel civil	»	515,000 » — 200,000 » 315,000 »	
3	Indemnités aux sous-officiers et soldats détachés au Ministère de la Guerre	11,000 »	264,000 » + 144,000 » 408,000 »	
4	Matériel.	120,000 »	270,000 » + 200,000 » 470,000 »	
5	Bibliothèque du Ministre de la Guerre, etc.	260,400 »	1,484,600 » + 594,000 » 2,078,600 »	
6	Traitements d'indemnités des officiers; soldes et accessoires des troupes	50,064,985 »	469,712,416 » — 19,116,538 » 450,595,878 »	
7	Nourriture et habillement des malades, etc.	2,148,550 »	36,351,450 » — 6,900,000 » 29,451,450 »	
11	Dépenses d'administration de l'École militaire.	100,000 » — 29,000 » 71,000 »	»	
14	Armement de l'armée. Établissements d'artillerie, etc.	5,623,820 »	160,442,516 » — 48,090,516 » 112 352,000 »	
15	Matériel du génie et services techniques du génie.	3,320,000 »	26,076,000 » + 15,861,200 » 41,937,200 »	

1919.			
1919.		DÉPENSES	
	Total des crédits.	ARRIÉRÉES.	
	—	—	
	Total der credieten.	ACHTERSTELLIGE	
		UITGAVEN.	
	1,044,000 »	800,000 »	
+	170,000 »		
	1,214,000 »		
	515,000 »	120,000 »	
—	200,000 »		
	315,000 »		
	275,000 »		
+	144,000 »		
	419,000 »		
	390,000 »	110,000 »	
+	200,000 »		
	590,000 »		
	1,745,000 »	1,291,500 »	
+	594,000 »		
	2,339,000 »		
	519,777,401 »	70,207,426 »	
—	19,116,538 »		
	500,660,863 »		
	38,500,000 »	1,500,000 »	
—	6,900,000 »		
	31,600,000 »		
	100,000 »	5,000 »	
—	29,000 »		
	71,000 »		
	166,066,336 »	110,600,000 »	
—	48,090,516 »		
	117,975,820 »		
	29,396,000 »	42,298,000 »	
+	15,861,200 »		
	45,257,200 »		

OBSERVATIONS. — OPMERKINGEN.

Articles. — Artikelen.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES. — AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	DÉPENSES DE — UITGAVEN VAN	
		Dépenses normales de 1919. — Normale uitgaven van 1919.	Dépenses résultant de la guerre. — Uitgaven veroorzaakt door den oorlog.
16	Nourriture des troupes. Fourrages.	18.440,000 »	207,373,363 » — 5,772,324 » 201,601,039 »
17	Service du couchage	1,000,000 »	16,140,030 » — 608,150 » 15,531,880 »
20	Achat de chevaux pour l'entretien des effectifs de l'armée	1,303,650 »	3,988,350 » — 1,000,000 » 2,988,350 »
23	Pensions et secours	548,000 »	11,188,000 » + 768,500 » 11,956,500 »
25	Dépenses diverses et dépenses imprévues	225,000 »	6,717,824 » + 495,000 » 7,212,824 »
27	Réquisitions diverses et dégâts	»	1,000,000 » — 500,000 » 500,000 »

1919.			
1919.		DÉPENSES	
	Total des crédits.	ARRIÉRÉES.	
	—	—	
	Total der credieten.	ACHTERSTELLIGE	OBSERVATIONS. — OPMERKINGEN.
		UITRAVEN.	
	223,813,363 »	17,000,000 »	
	— 5,772,324 »		
	220,041,039 »		
	17,140,030 »	3,250,000 »	
	— 608,150 »		
	16,531,880 »		
	5,292,000 »	»	
	— 1,000,000 »		
	4,292,000 »		
	11,736,000 »	6,796,300 »	
	+ 768,500 »		
	12,504,500 »		
	6,942,824 »	970,000 »	
	+ 495,000 »		
	7,437,824 »		
	1,000,000 »	25,000,000 »	
	— 500,000 »		
	500,000 »		

AMENDEMENTS AU TABLEAU XIV

AFFAIRES ÉCONOMIQUES

AMENDEMENTEN AAN TABEL XIV

ECONOMISCHE ZAKEN

1919. 1919.	DÉPENSES ARRIÉRÉES. — ACHTERSTELLIGE UITGAVEN.	OBSERVATIONS. — OPMERKINGEN.
Total des crédits. — Totaal der credieten.		
22,000,000 » — 1,630,000 » 20,370,000 »		

AMENDEMENTS AU TABLEAU XVI

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES

AMENDEMENTEN AAN TABEL XVI

BUITENGEWONE UITGAVEN

Articles. — Artikelen.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES. AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	DÉPENSES DE 1919. UITGAVEN VAN 1919.		
		Dépenses normales de 1919. — Normale uitgaven van 1919.	Dépenses résultant de la guerre. — Uitgaven veroorzaakt door den oorlog.	Total des crédits. — Totaal der credieten.
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.			
14	Remplacer : « du port d'Anvers » par « des ports de mer ».			
15	Sources minérales de Spa : frais d'études, etc.	»	100,000 »	100,000 »
16	Service et organisation sanitaire résultant des événements de guerre	»	6,000,000 » — 2,500,000 »	6,000,000 » — 2,500,000 »
			3,500,000 »	3,500,000 »
18	Libellé de l'article à remplacer par le suivant : « Part d'intervention de l'État dans les dépenses dérivant de la guerre, assumées par les communes. Prestations extraordinaires du service créé pour cet objet. » « Aandeel van den Staat in de uitgaven voortvloeiende uit den oorlog en die door de gemeenten gedragen worden. Buitengewone prestatieën van den daartoe ingerichten dienst. »	»	»	»
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.			
19	Reconstitution de l'agriculture, achat de bétail, engrais, etc. .	»	180,000,000 » — 38,000,000 »	180,000,000 » — 38,000,000 »
			142,000,000 »	142,000,000 »
20	Subsides aux communes et aux wateringues dévastées par la guerre, etc	»	40,050,000 » — 450,000 »	40,050,000 » — 450,000 »
			39,600,000 »	39,600,000 »
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.			
23	Routes et raccordements : Expropriations, etc.	45,000,000 » — 5,000,000 »	30,000,000 »	45,000,000 » — 5,000,000 »
		10,000,000 »		40,000,000 »
25	Palais de Justice de Gand	100,000 » — 100,000 »	»	100,000 » — 100,000 »
		»		»
26	Hôtel du Gouvernement provincial à Anvers.	200,000 » — 200,000 »	»	200,000 » — 200,000 »
		»		»
28	Hôtel du Gouvernement provincial à Hasselt	50,000 » — 50,000 »	»	50,000 » — 50,000 »
		»		»

DÉPENSES ARRIÉRÉES. — ACHTERSTELLIGE UITGAVEN.			OBSERVATIONS. — OPMERKINGEN.
Dépenses normales des exercices antérieurs. — Normale uitgaven der vorige dienstjaren.	Dépenses résultant de la guerre. — Uitgaven veroorzaakt door den oorlog.	Total des crédits. — Totaal der credieten.	
+ 20,000 »	»	+ 20,000 »	
20,000 »		20,000 »	
»	90,000 »	90,000 »	
»	1,000,000,000 »	1,000,000,000 »	La dépense à faire en 1919 est fixée à 500,000,000 de francs; le surplus sera acquitté en soixante annuités.
	— 500,000,000 »	— 500,000,000 »	
	500,000,000 »	500,000,000 »	
»	»	»	Ce crédit concerne des dépenses qui seront récupérées presque totalement. La recette prévue de ce chef ne s'élevant qu'à 142,000,000 de francs, le crédit est ramené à ce dernier chiffre.
»	»	»	
»	»	»	
5,000,000 »	500,000 »	5,500,000 »	
— 1,000,000 »		— 1,000,000 »	
4,000,000 »		4,500,000 »	
»	»	»	
»	»	»	
»	»	»	

Articles. — Artikelen.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES. AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	DÉPENSES DE 1919. — UITGAVEN VAN 1919.		
		Dépenses normales de 1919. — Normale uitgaven van 1919.	Dépenses résultant de la guerre. — Uitgaven veroorzaakt door den oorlog.	Total des crédits. — Totaal der credieten.
32	Mont-des-Arts à Bruxelles.	1,000,000 » — 500,000 » 500,000 »	» » »	1,000,000 » — 500,000 » 500,000 »
33	Tir national à Schaerbeek.	100,000 » — 70,000 » 30,000 »	» » »	100,000 » — 70,000 » 30,000 »
34	Casernement des gendarmeries et bâtiments militaires . . .	2,810,000 » + 8,000,000 » 10,810,000 »	12,500,000 » + 10,000,000 » 22,500,000 »	15,310,000 » + 18,000,000 » 33,310,000 »
35	Canaux et rivières, évacuation des eaux des polders, etc. . .	55,000,000 » — 15,000,000 » 40,000,000 »	40,000,000 » — 15,000,000 » 25,000,000 »	95,000,000 » — 30,000,000 » 65,000,000 »
36	Ports et côtes. Expropriations et travaux.	1,500,000 »	7,000,000 » + 10,000,000 » 17,000,000 »	8,500,000 » + 10,000,000 » 18,500,000 »
38 ^{bis}	(Nouveau). Voitures et camions-automobiles, motocyclettes et bicyclettes, achats et frais divers (Nieuw). Motorrijtuigen en vrachtwagens, motocycletten en rijwielen, aankopen en verschillende kosten.	1,700,000 »	»	+ 1,700,000 »
MINISTÈRE DES CHEMINS DE FER, MARINE, POSTES ET TÉLÉGRAPHES.				
43	Chemins de fer. Voies et travaux	39,590,600 » — 2,890,600 » 36,700,000 »	» » »	39,590,600 » — 2,890,600 » 36,700,000 »
45	Chemins de fer. Jonction Nord-Midi	11,850,700 » — 6,850,700 » 5,000,000 »	» » »	11,850,700 » — 6,850,700 » 5,000,000 »
47	Service de l'électricité	2,574,000 » — 386,100 » 2,187,900 »	» » »	2,574,000 » — 386,100 » 2,187,900 »
49	Administration des postes.	3,000,000 » — 1,800,000 » 1,200,000 »	» » »	3,000,000 » — 1,800,000 » 1,200,000 »
50	Administration des télégraphes et des téléphones	4,181,000 » — 5,544 » 4,175,456 »	» » »	4,181,000 » — 5,544 » 4,175,456 »

DÉPENSES ARRIÉRÉES. — ACHTERSTELLIGÉ UITGAVEN.			OBSERVATIONS. — OPMERKINGEN.
Dépenses normales des exercices antérieurs. — Normale uitgaven der voorgige dienstjaren.	Dépenses résultant de la guerre. — Uitgaven veroorzaakt door den oorlog.	Total des crédits. — Totaal der credieten.	
»	»	»	
12,000 »	»	12,000 »	
800,000 »	»	800,000 »	
15,000,000 »	»	15,000,000 »	
2,700,000 »	»	2,700,000 »	
»	»	»	
10,000,000 »	»	10,000,000 »	
»	»	»	
650,000 »	»	650,000 »	
300,000 »	»	300,000 »	
3,700,000 »	»	3,700,000 »	

Articles. — Artikelen.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES. — AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	DÉPENSES DE 1919. — UITGAVEN VAN 1919.		
		Dépenses normales de 1919. — Normale uitgaven van 1919.	Dépenses résultant de la guerre. — Uitgaven veroorzaakt door den oorlog.	Total des crédits. — Totaal der credieten.
	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES. <i>Cours et tribunaux des dommages de guerre.</i>			
62	Matériel.	»	200,000 » + 755,000 » 955,000 »	200,000 » + 755,000 » 955,000 »
64	Indemnités allouées aux ayants droits pour dommages de guerre. (<i>Credit non limitatif.</i>)	«	1,000,000,000 » — 400,000,000 » 600,000,000 »	1,000,000,000 » — 400,000,000 » 600,000,000 »

DÉPENSES ARRIÉRÉES. — ACHTERSTELLIGE UITGAVEN.			OBSERVATIONS. — OPMERKINGEN.
Dépenses normales des exercices antérieurs. — Normale uitgaven der vorige diensjaren.	Dépenses résultant de la guerre. — Uitgaven veroorzaakt door den oorlog.	Total des crédits. — Totaal der credieten.	
»	»	»	
»	»	»	Le premier crédit estimé nécessaire a été fixé à 500,000,000 de francs par l'article 75 de la loi du 10 mai 1919. Toutefois, il faut prévoir une somme de 100,000,000 de francs pour les indemnités à payer en 1919 aux victimes civiles de la guerre.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 JULI 1919

Ontwerp van wet houdende de Algemeene Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven voor het dienstjaar 1919, alsmede verscheidene bepalingen betreffende de nieuwe belastingen, de termijnen van fiscale verjaring en den waarborg voor de inning ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HOUTART.

MIJNE HEEREN,

In de Begrooting voor 1919 zijn de gevolgen van den oorlog in cijfers saamgevat. Zij spiegelt de verschillende gedaanten der ramp af : overgroote schulden, aanhoudende lasten, vernieling, prijsverhooging van alle waren, vermindering van de voortbrengingskracht. Nochtans kan men er niet in vinden de volledige opgave onzer verliezen, noch een klaar besef van onze financiële toekomst, noch de juiste mate van de vereischte poging; wij bezitten slechts de eerste bladen van eene rekening die over tal van jaren zal loopen. Doch de toestand, dien wij thans onder de oogen moeten zien, is de somberste dien wij na den oorlog zullen beleven, omdat hij ontstaan is tegelijk uit de geleden verliezen, het gemis van herstel en den slechten stand der zaken; voor de toekomstige jaren zullen wij voordeel halen van de vergoedingen, alsook van den rijkdom, door 's lands arbeid verworven.

(1) Begrooting, n° 107.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer POULLET, bestond uit de heeren MECHELYNCK, BERTRAND en TIBBAUT, *ondervoorzitters*; de heeren WAUWERMANS, HOUTART en VILAIN; IMPERIALI, PONCELET en PUSSEMIER; VAN LIMBURG STIRUM, FERON en BUYL; DELPORTE, PEPIN en LAMBORELLE; DEBUNNE, LIEBAERT en TROCKET; HONINCKES, DE KERCHOVE D'EXAERDE en DE WOUTERS D'OPLINTER.

Het totaal der uitgaven, door de Algemeene Toelichting voorzien, bedraagt. fr. 9,882,882,234 89

De door de Regeering ingediende amendementen verminderen dit cijfer met 1,445,122,823 »

BLIJFT DUS. fr. 8,437,759,411 89

Dit cijfer wordt verhoogd door andere uitgaven, met name voor 's Lands Schuld en voor de verwoeste streken, welke uitgaven men op ongeveer zeshonderd millioen kan ramen, zoodat de geheele som tot negen milliard zal stijgen. De Middelen, door de Toelichting bepaald op 2,584,945,429 frank, zullen twee milliard achthonderd millioen bereiken. Er zullen dus wat meer dan zes milliard overblijven, die door de oorlogsvergoeding en door de leening gedekt moeten worden.

Die negen milliard uitgaven zijn onderverdeeld in drie groote groepen : 1^o de gewone uitgaven; 2^o de uitgaven voor het dienstjaar 1919, die den oorlog moeten aangerekend worden; 3^o de achterstallige uitgaven. Wij zullen ze achtereenvolgens onderzoeken.

Gewone uitgaven.

Door gewone uitgaven verstaat men die welke, door hare bestemming, niets te zien hebben met de gebeurtenissen en zich voortaan regelmatig zullen voordoen. Niettemin ondergaan zij, wat haar bedrag betreft, den invloed der omstandigheden. Dit blijkt uit de vergelijking der cijfers met die, welke, in 1914, voor dezelfde uitgaven werden voorzien.

	1914	1919
Openbare Schuld fr.	220,153,897 92	240,270,979 67
Dotatiën	5,624,759 »	6,165,000 »
Justitie	32,286,800 »	44,567,800 »
Buitenlandsche Zaken	5,118,291 »	8,543,476 »
Binnenlandsche Zaken	8,249,660 »	11,130,070 »
Wetenschappen en Kunsten . .	46,793,948 »	58,394,335 »
Nijverheid, Arbeid en Bevoor- rading	26,897,600 »	40,256,550 »
Spoorwegen, Marine, Poste- rijen en Telegraaf	301,336,790 »	499,202,331 »
Koloniën	1,442,925 »	1,520,304 »
Oorlog en Gendarmerie	89,912,225 »	93,289,455 »
	11,267,230 »	
Financiën	26,544,050 »	30,796,250 »
Openbare Werken en Land- bouw	35,139,424 »	61,710,000 »
		23,465,615 »
Economische Zaken	—	20,081,730 »
Onwaarden en Terugbetalingen	2,820,000 »	7,615,000 »
TE ZAMEN. fr.	813,593,599 92	1,149,008,885 67

Door amendementen, welke de Regeering aan de Middenafdeeling overmaakte bij een schrijven van 24 Juni, worden de navolgende wijzigingen in bovenstaande cijfers gebracht :

Buitenlandsche Zaken	fr. +	171,966	
Binnenlandsche Zaken	fr. +	318,000	
Wetenschappen en Kunsten	—	667,800	
Landbouw	—	3,323,300	
Openbare Werken.	—	5,500,000	
Nijverheid, enz.	+	595,000	
Spoorwegen, enz.	—	41,807,826	
Koloniën	+	10,000	
Economische Zaken	—	1,630,000	
		—	52,957,925
TE ZAMEN.	fr. +	1,094,966	
		—	51,862,960 = 1,097,135,925 67

Van 1914 tot 1919 bedraagt de verhooging dus 284 millioen. Daarin dragen de Spoorwegen en andere Staatsbedrijven bij voor 156 millioen, de Staatsschuld voor 20 millioen, de gezamenlijke overige begrotingen voor 108 millioen, wat voor deze laatste gelijkstaat met eene verhooging van 38 t. h.

Volgens de Algemeene Toelichting veroorzaken drie redenen de verhooging van het bedrag der uitgaven : de toepassing van de wedderoosters, kort vóór den oorlog vastgesteld, de noodzakelijke vermeerdering van Staatspersoneel en het duurder worden der werken, benoodigdheden en verbruikswaren ⁽¹⁾. Deze laatste, die het gevolg is van den terugslag van den oorlog op de economische betrekkingen, zal zich natuurlijk mettertijd minder doen gevoelen ; de toeneming der uitgaven, welke zij medebrengt voor het bestuursmaterieel en de werken, moet niet als voorgoed vaststaande worden beschouwd. Wat betreft de vermeerdering van Staatspersoneel, hebben de meeste Afdeelingen der Kamer, zonder de noodzakelijkheid er van te betwisten, op eene algemeene strekking tot overdrijving gewezen.

De oorlog leidt niet tot bezuiniging. Wat is het belang van eenige duizenden frank, zelfs van eenige millioenen, in een draaikolk die honderden milliarden heeft verzwolgen? Maar nu zal de last dier vrijgevigheid moeten verdeeld worden en zwaar wegen op de inkomsten van al de gezinnen ; opdat de belastingschuldige de van hem te vergen opofferingen aanneme, moet men voortaan de verspilling van 's Lands penningen vermijden.

Van deze gedachte gaan de talrijke opmerkingen uit, welke in de Afdeelingen in 't midden werden gebracht betreffende de verscheidene Begrotingen en in de bijzondere verslagen zijn vermeld ; er zijn er ook van alge-

(1) Zie bladz. iv der Algemeene Toelichting.

meenen aard, welke door de Middenafdeeling aan de Regeering overgemaakt werden.

Men stelde, onder andere, de vraag, of de tijdens den oorlog opgerichte diensten afgeschaft worden, zoohaast de omstandigheden hun nut doen verdwijnen; of de wedderoosters in de verscheidene Departementen wel overeenstemmen, zooals het noodig is; of de duurtebijslagen niet de wezenlijke behoeften van sommige ambtenaars overtreffen en of die vergoedingen door bepaalde weddeverhoogingen zullen vervangen worden.

De Middenafdeeling vertolkte de openbare meening, wanneer zij het misbruik van het vervoer per automobiel laakte in verscheidene departementen.

Daar de instelling van de Regeeringsraden nieuwe lasten medebrengt, meende zij de Kamer te moeten inlichten over de werking van dit nieuw organisme.

De in sommige Afdeelingen gemaakte opmerkingen betreffende tegemoetkomingen, die aan de ministerieele wedden worden toegevoegd, brachten tot dit besluit, dat de toekomende Grondwetgevende Vergadering die wedden zou moeten bepalen op een definitief bedrag dat met de noodwendigheden in eenklank zou zijn.

De antwoorden op de vragen, door de Middenafdeeling betreffende die verschillende punten tot de Regeering gericht, zullen aan dit verslag worden toegevoegd.

*
*
*

Laten wij, benevens de gewone uitgaven, de ontvangsten vermelden, die ze moeten dekken; en hernemen wij, voor deze, de vergelijking met de Begrooting voor 1914 :

	1914	1919
Grondbelasting fr.	30,362,000	39,000,000
Personeele belasting	27,257,000	23,000,000
Patent	9,500,000	24,000,000
Inkomsten of winsten	18,000,000	13,000,000
Automobielen	1,500,000	700,000
Kinemavertooningen	500,000	1,200,000
Vast recht op de mijnen	29,000	30,000
Tolrechten	72,031,000	41,525,700
Accijnzen	94,703,500	27,358,000
Allerlei	1,652,500	7,402,500
Registratie en successierechten	98,713,000	113,000,000
Tolgelden	409,685,955	204,600,300
Kapitalen en inkomsten	33,769,645	58,060,305
Terugbetalingen	9,609,924	45,968,624
TE ZAMEN fr.	807,815,524	598,345,429

Men ziet het, de vermoedelijke inkomsten bedragen, voor 1919, 209 miljoen minder dan voor 1914; dit verschil komt bijna geheel voort

uit de tolgelden, inzonderheid uit de ontvangsten der Spoorwegen. Doch de ramingen van het ontwerp van Begrooting waren te pessimistisch; de ontvangsten der Spoorwegen zullen waarschijnlijk 300 miljoen overschrijden, dus het vermoedelijk cijfer van 167 miljoen verre voorbijstreven; zoo zal de geheele opbrengst der tolgelden niet veel meer dan 60 miljoen minder zijn dan de opbrengst die men voor 1914 voorzag. Eerste teken van verbetering.

Wanneer men de overige ontvangsten te zamen neemt, bereiken zij het bedrag in 1914 bepaald, hetzij 400 miljoen. De mindere opbrengst, nagenoeg 100 miljoen, voorzien voor douanen en accijnzen, wordt gedekt door de achterstallige en ongewone ontvangsten (74,420,340 frank), alsook door de opbrengst der heffingen, onder de Duitse Regeering ingevoerd en tijdelijk behouden door de wet van 28 December 1918. Op die globale ontvangsten mag men zich verwachten aan een overschot dat 60 miljoen zal overschrijden. Het geheel bedrag der gewone ontvangsten van 1919 zal dus ongeveer 800 miljoen (598 + 133 + 60) bereiken, en dit cijfer mag tot grondslag der bespreking genomen worden.

Tusschen de normale gewone uitgaven (1,097,000,000) en de ontvangsten van gelijken aard zal dus het te dekken tekort, in zooverre men er volgens de reeds verkregen uitkomsten kan over oordeelen, ongeveer 300 miljoen bedragen (1). Dit is juist het bedrag van twee *uitzonderlijke* ontvangsten die zich aan de Begrooting van 's Lands Middelen voor dit dienstjaar komen toevoegen :

Opbrengst van de belasting op de oorlogswinsten.	fr. 100,000,000 »
Opbrengst van den oorlogsbuit.	200,000,000 »

Deze tijdelijke inkomsten zullen afgetrokken worden van de sommen, die men zal moeten ontleenen om in het tekort van de normale Begrooting te voorzien, alsook om een deel der oorlogskosten en der achterstallige uitgaven te dekken.

*
* * *

Bij de normale Begrooting voegen zich ramingen van buitengewone uitgaven, door het ontwerp op fr. 154,814,530.77 bepaald. Door de amendementen van de Regeering werden zij verminderd tot op 131 miljoen. Het geldt hier die soort van uitgaven welke, normaal en volgens de bestendige regelen der comptabiliteit, door de leening moeten gedekt worden, omdat zij inkomsten opleveren. Zij zijn meestal verdeeld tusschen de Begrooting van Spoorwegen (56 miljoen) en die van Openbare Werken (68 miljoen). Daar de ontvangsten van gelijken aard niet 1,600,000 frank overschrijden, zal de vereffening dier uitgaven de Openbare Schuld met ongeveer 130 miljoen vermeerderen.

(1) Het zou minder bedragen, indien, volgens het ontwerp van Nationale Regie der Spoorwegen, ingediend op 23 Juni, het tekort van het bedrijf van het spoorwegnet buiten de Begrooting werd gelaten vanaf 1 Januari 1919.

Uitgaven door den oorlog aan het dienstjaar 1919 opgelegd.

Het ontwerp van Begrooting vermeldt, in onderscheidene kolommen (3, 5), de oorlogsuitgaven. Buiten het belang, dat die rangschikking in het opzicht der statistiek oplevert, was het noodig aldus te handelen om de schuldvordering van België wegens schadeloosstellingen, door den vijand verschuldigd, te bepalen. Met die gedachte is het dat de Minister van Financiën, steunende op de feiten en op het recht, in zijne Algemeene Toelichting van 20 Maart laatstleden het geheel bedrag der uitgaven bepaalde, die ons moesten teruggegeven worden. Al de oorlogsuitgaven kwamen er in voor, hetzij 4 milliard 753 millioen.

Sindsdien heeft de Vredesconferentie door bepaalde teksten vastgesteld welke schadeloosstellingen zij van de Centrale Mogendheden eischt. Die teksten, bekleed met de handteekening van al de betrokken Regeeringen, zullen weldra in onze wetten opgenomen worden. Men dient dus die teksten na te gaan om onder de lasten, welke België wegens den oorlog op zich moet nemen, die te onderscheiden, waarvoor het zal schadeloosgesteld worden, en die welke het bepaald moet dragen.

Naar luid van artikel 232 van het Verdrag moet worden vergoed « al de schade veroorzaakt aan de burgerlijke bevolking van elke der Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden en aan hare goederen... en, op algemeene wijze, elke schade zooals zij bepaald wordt in Bijlage I ». Deze bijlage somt tien soorten schade op, welke dienen te worden vergoed; de acht eerste bevatten de schade veroorzaakt aan personen, de twee laatste worden bepaald als volgt :

9^o *Schade betreffende alle eigendommen, waar zij ook gelegen zijn, toebehoorende aan eene der Geallieerde of Geassocieerde Mogendheden of aan hare onderdanen (met uitzondering van de militaire of zeevaartwerken of materiaal) welke weggenomen, in beslag genomen, beschadigd of vernield werden door de daden van Duitschland of van zijne bondgenooten te lande, ter zee of in de lucht, of aangebrachte schade als rechtstreeksch gevolg van de vijandelijkheden of van alle krijgsverrichtingen.*

10^o *Schade veroorzaakt bij wijze van heffingen, boeten of gelijkaardige afpersingen van Duitschland of zijne bondgenooten ten nadeele van de burgerlijke bevolking.*

De militaire uitgaven geven geen aanleiding tot herstel; doch « ter uitvoering van de verbintenissen, vroeger door Duitschland aangegaan betreffende de geheele herstellingen en teruggaven, welke aan België verschuldigd zijn, verbindt zich Duitschland, buiten de vergoedingen van schade, anderzijds in dit Deel voorzien, en als gevolg der schending van het Verdrag van 1839, al de sommen terug te geven, welke België heeft ontleend aan de Geallieerde en Geassocieerde Regeeringen tot 11 November 1918, met inbegrip van den interest van 5 t. h. 's jaars van voormelde sommen. Het bedrag dier sommen wordt bepaald door de Commissie voor herstel... » (Art. 232, § 3.)

Die punten bepaald zijnde, laten wij de belangrijkste cijfers onder onze oorlogsuitgaven nemen.

Openbare Schuld : 549,015,000 frank.

Interesten, delging en kosten der schuld uitgegeven	
van 1914 tot 1919	fr. 1,200,000 »
Militievergelding en pensioenen	139,115,000 »
Interest, commissieloon en kosten der leening tot	
Muntherstel	179,300,000 »
Idem van de leening voor 's Lands herstel ⁽¹⁾	49,500,000 »
Schatkistbons ⁽²⁾	5,400,000 »
Dienst der Interprovinciale Bons ⁽³⁾	174,500,000 »
Te ZAMEN.	
	<u>fr. 549,015,000 »</u>

De militievergelding is terugvorderbaar krachtens § 7 der Bijlage I, hierboven vermeld.

Zoo de leeningen gebillijkt worden door de herstellingen van schade, in het Verdrag voorzien, dan wordt de dienst er van gedekt door eene verbintenis van Duitschland. De rekening van dit laatste moet althans belast worden met de interesten, berekend tegen 5 t. h. van het bedrag der schade, aan herstel onderworpen (Deel VIII, Bijlage II, § 16); nu, de last voortkomende van de inwisseling der marken en van de Interprovinciale Bons werd veroorzaakt door « afpersingen » van Duitschland ten nadeele van de Belgische burgerlijke bevolking. De overige hierboven gemeelde leeningen zijn noodzakelijk geworden wegens de herstellingen, in afwachting dat de eerste afkortingen op de vergoeding worden gestort.

Dus, voor die eerste groep van lasten, door den oorlog veroorzaakt, moet België volkomen schadeloosgesteld worden.

Spoorwegen, posterijen, telegraaf, telefoon en zeewezen :

498,212,402 frank.

Het cijfer van 916,123,935 frank, op het ontwerp van Begrooting uitgetrokken, wordt, ten gevolge van de amendementen ingediend door de Regeering, verminderd tot op 498,212,402 frank. Deze uitgaven in zoverre zij ten doel hebben de schade, door den oorlog veroorzaakt aan het domein van den Staat, moeten door de vergoeding gedekt worden; na aftrek van den duurtelbijslag zullen zij 386 millioen bedragen ⁽⁴⁾.

Ministerie van Oorlog : 906,045,172 frank.

De handhaving van het leger op oorlogsvoet moest, volgens de ramingen, eene uitgave veroorzaken van 1 milliard 210 millioen, tot op 970 millioen

⁽¹⁾ Amendement der Regeering op de artikelen 9 en 36 der tabel I.

⁽²⁾ Idem.

⁽³⁾ De overneming van dien dienst door den Staat is het voorwerp eener wet.

⁽⁴⁾ Volgens eene omstandige rekening, bedragen de uitgaven van het Ministerie van Spoorwegen, Posterijen, Telegraaf, Telefoon en Zeewezen, die recht geven op vergoeding krachtens de bepalingen van het Verdrag, in de drie vereenigde groepen der begrootingscredieten, de som van 529,849,238 frank.

verminderd door het feit, dat de kosten der bezetting ten laste van Duitschland zijn gelegd. Dit cijfer wordt slechts met 63,954,828 frank verminderd door de amendementen der Regeering ⁽¹⁾. Men weet dat het Verdrag van Versailles de militaire kosten en de kosten der bezetting ten laste der oorlogsvoerenden legt.

Verschillende duurtelbijslagen : 203,184,325 frank.

Ofschoon zij over al de Departementen zijn ingedeeld, is het van belang ze te groepeeren en het geheel bedrag daarvan vast te stellen :

Dotatiën	fr.	212,500
Justitie		5,750,000
Buitenlandsche Zaken		375,000
Binnenlandsche Zaken		1,587,500
Wetenschappen en Kunsten		30,024,000
Landbouw		669,825
Openbare Werken		5,000,000
Nijverheid, enz.		875,000
Spoorwegen, enz.		112,143,000
Koloniën		375,000
Financiën		20,980,000
Economische Zaken		192,500
Bijkomend bedrag, door den Minister van Financiën aangekondigd		25,000,000
TE ZAMEN. fr.		<u>203,184,325 ⁽²⁾</u>

Veroorzaakt zijnde door den algemeenen economischen toestand, door den oorlog in 't leven geroepen, schenen die uitgaven, voor den Belgischen Staat, schuldvorderingen tegen den vijand te moeten uitmaken. Het Vredesverdrag bevestigt deze hoop niet. Eenerzijds lijdt het geen twijfel dat de duurtelbijslagen, ten minste gedeeltelijk, de gewone Begrootingen zullen bezwaren bij wijze van definitieve verhooging der wedden en loonen. Wij moeten er rekening mede houden om onzen financiëleen toestand te waardeeren.

*
* *

Het ontwerp van Begrooting onderverdeelt de oorlogsuitgaven in gewone en buitengewone. Dit onderscheid, door de regelen der comptabiliteit opgelegd, is in dit geval zonder practisch nut, daar de beide groepen smelten tot een ongewonen last, dien men slechts door buitengewone

(1) De uitgave zal tot op een bedrag van ongeveer 200 millioen verminderd worden ten gevolge van het sluiten van den vrede.

(2) Dit geheel bedrag wordt, naar de jongste gegevens, gebracht tot op 249 millioen.

inkomsten zal kunnen dragen. De voornaamste *buitengewoon* genaamde oorlogsuitgaven zijn :

Herstel van den landbouw : 53,450,000 frank.

Van de som van 235,400,000 frank, met dit doel voorzien, trekken wij 142 millioen af, die in ontvangst worden gebracht voor den verkoop van voorwerpen, dieren en producten van verschillende bedrijven, en 38,450,000 frank : verminderingen op de Begrooting door middel van amendementen. Blijft netto 55,450,000 frank.

Openbare werken : 89,875,000 frank.

Som met 5 millioen verhoogd door een amendement der Regeering. Die uitgaven beoogen het herstel der wegen en der vaarten, door de krijgsv verrichtingen beschadigd. Zooals het herstel van den landbouw, laten zij een verhaal op Duitschland toe.

Bevoorrading : 644,000,000 frank.

Eene ontvangst van gelijk bedrag, voortkomende van den verkoop van bevoorradingsartikelen, wordt op de Begrooting van 's Lands Middelen gebracht.

Onderstand : 200,000,000 frank.

Dit is het rechtstreeksche gevolg van de vernieling onzer nijverheidswerktuigen door den vijand en van de daaruit ontstane werkloosheid. Ongelukkiglijk bedoelen de bepalingen van het Vredesverdrag die schade niet. Daar de onderstand enkel ten laste der Begrooting valt gedurende het tweede halfjaar, zullen 150 millioen waarschijnlijk volstaan.

Vergoedingen voor oorlogsschade : 600,000,000 frank.

Het crediet van een milliard, uitgetrokken op de Begrooting (Economische zaken, art. 64), is tot op 600 millioen verminderd door een amendement der Regeering; het aandeel der burgerlijke slachtoffers bedraagt 100 millioen. Die sommen zijn terug te vorderen op de vergoeding voor oorlogsschade, volgens bovenstaanden tekst.

Dienst voor het herstel der verwoeste streken en Koning Albertfonds :

300,000,000 + 90,500,000 frank.

Deze som wordt in het Begrootingsontwerp opgenomen bij wijze van amendement, volgens eene mededeeling van den Minister van Financiën aan de Middenafdeeling. Zij stemt overeen met eene verbintenis van den vijand.

Vatten wij dit hoofdstuk samen :

Eerst waren de oorlogsuitgaven voorzien voor 4 milliard 753 millioen : zij dienen te worden verminderd :

a) Uit hoofde van ontvangsten, welke sommige dier uitgaven vergoeden :

Terugbetaling der bezettingskosten door Duitschland.	fr.	240,000,000	»
Verkoop van voorwerpen en dieren door den Staat aangekocht of in Duitschland teruggevorderd, enz. .		142,000,000	»
Opbrengst van den verkoop van bevoorradingsartikelen		644,000,000	»
TE ZAMEN . . .		fr.	<u>1,026,000,000</u> »

b) Ten gevolge van de amendementen der Regeering, tot een bedrag van 865,538,361 frank.

Blijft 2,862,183,028 frank.

Daarbij komen, anderzijds, de dienst der Internationale Bons en de kosten voor het herstel der verwoeste streken, waarvan het ontwerp van Begrooting niet gewaagt.

De uitslag dier verschillende verrichtingen is, dat het zuiver geheel bedrag der ramingen voor oorlogsuitgaven wordt verminderd tot op 3 milliard 426 millioen, waarvan meer dan 2 milliard zouden kunnen gevorderd worden aan de Commissie tot Herstel. Voor België zou er dan een last, als kapitaal, blijven, die ongeveer op 1 milliard 200 millioen ⁽¹⁾ zou kunnen geraamd worden. Deze sommen zullen alleen dan voorgoed vastgesteld worden, wanneer de Commissie voor Herstel het bedrag der vergoedingen, ten laste van Duitschland gelegd, zal hebben bepaald, hetzij uiterlijk op 1 Mei 1921.

Achterstallige uitgaven.

Waarom dient de overgrootte achterstal van vijf vroegere dienstjaren aan de Begrooting van 1919 te worden toegevoegd ? « Om zooveel mogelijk de werkzaamheden der Wetgevende Kamers op financieel gebied te beperken » verklaarde de Regeering. Ongetwijfeld zou een onderzoek dier uitgaven, jaar per jaar, het voordeel eener meer nauwkeurige methode hebben opgeleverd ; was het practisch mogelijk met al de parlementaire werkzaamheden : verslagen, beraadslagingen, afzonderlijke stemmingen waartoe het aanleiding zou gegeven hebben ? De overladen dagorde van dit zittingsjaar rechtvaardigt het aangenomen stelsel.

Na deze voorafgaande opmerkingen, heeft de Middenafdeeling zich bezighouden met de vraag, in welke mate de afrekening der achterstallige uitgaven de lasten der Openbare Schuld vermeederen.

(1) Zeggen wij een milliard, gezien de vermindering der militaire uitgaven.

Alle zijn op de rekening van den oorlog gebracht, omdat, zoo zegt de Regeering in hare Algemeene Toelichting (bladz. vii), « indien er zijn die niet van den oorlog voortkomen, de Mogendheden, die België's onzijdigheid hebben geschonden, aansprakelijk zijn voor het verlies der inkomsten, waarover het Land beschikte in tijd van vrede om die uitgaven te bestrijden ». Ongelukkig kon die stelling, welke blijkbaar juist is, door het Vredesverdrag van Versailles niet bevestigd worden.

De groote oorzaken dier uitgaven zijn :

Dienst der Openbare Schuld vóór den oorlog : fr. 1,230,329,720.45.

In dit cijfer zijn begrepen 440 millioen, betaald door het Nationaal Comité en, bijgevolg, in ontvangst gebracht, alsook 69,803,430 frank aan te rekenen op deze Begrooting, alhoewel zij vroeger werden betaald (art. 9). Blijft netto : fr. 750,526,590.45.

Wedden en andere tegemoetkomingen verschuldigd aan de magistraten, ambtenaren, bedienden en werklieden van den Staat, die tijdens de bezetting hunnen post hebben moeten verlaten. Verscheidene achterstallige schuld-vorderingen. (Cf. Toelichting, blz. vii).

De aldus omschreven uitgaven bedragen meer dan één milliard, waarvan men moet aftrekken 250 millioen, in ontvangst gebracht als terugbetaling aan de Samenwerkende Vennootschap voor Voorschotten en Leeningen (art. 75 van 's Lands Middelen). Deze last is overgroot en Duitschland moet daarvoor aansprakelijk zijn. Doch men heeft goed de lijst der schade te herlezen, waarvoor het Vredesverdrag vergoeding verzekert : daarin is geen sprake van de vergoeding verschuldigd aan de duizenden Belgen, die wegens hun trouw aan het Vaderland van bestaansmiddelen werden beroofd. De Natie zal niettemin den last dier uitgaven op zich nemen, telkens als zij gerechtvaardigd zullen zijn ⁽¹⁾.

De credieten bestemd om die te bestrijden zullen in de bijzondere verslagen omstandig onderzocht worden.

Ministerie van Oorlog : 433,000,000 frank.

Van die som zijn ongeveer 70 millioen verschuldigd voor wedden en soldij ; het overige betreft de oorlogskosten. Welnu, artikel 232 der inleidende vredesvoorwaarden beperkt uitdrukkelijk de aan Duitschland wegens schending der Belgische onzijdigheid opgelegde verplichting tot *de terugbetaling der sommen welke België aan de Geallieerden heeft ontleend tot op 11 November 1918*, met inbegrip van de interesten. Kunnen wij hopen dat, billijkerwijs, de niet vereffende verbintenissen zullen gelijkgesteld worden

(1) Onder de achterstallige uitgaven van het Ministerie van Spoorwegen zijn er ten beloope van 128,974,667 frank, die recht geven op Schadeloosstelling.

met de uitgaven die de leeningen, vóór den wapenstilstand aangegaan, rechtvaardigden?

Uitgaven der provinciën en der gemeenten : 500,000,000 frank.

Een amendement der Regeering vermindert het uitgetrokken crediet van één milliard, in het Begrootingsontwerp tot op 500 millioen. De Regeering heeft beslist, den laste van den Staat te nemen de ongewone uitgaven, door den oorlog aan de gemeenten opgelegd, gedurende het tijdperk 4 Augustus 1914-31 December 1918, voor de voeding der bevolking, het verleenen van buitengewone toelagen aan de weldadigheidsbureelen en de burgerlijke godshuizen, het toekennen van onderstand op alle wijzen, het huisvesten van uitgedrevenen en vluchtelingen, alsook de uitvoering van werken voor werkloozen ⁽¹⁾. De oorlogsschade, in het Verdrag bedoeld, is in die uitgave niet begrepen.

Kortom :

De gezamenlijke achterstallige uitgaven bedragen, volgens het ontwerp van Begrooting, in 't geheel 3 milliard 825 millioen frank.

Daarvan dient te worden afgetrokken :

a) De overeenkomende ontvangsten :

Teruggave door het Nationaal Comitéit	fr.	440,000,000	»
Teruggave door de Maatschappij voor Voorschotten en Leeningen		250,000,000	»
TE ZAMEN.		fr.	<u>660,000,000</u> »

b) De verminderingen ten gevolge van de amendementen der Regeering : 503,588,558 frank.

Blijft netto : 2 milliard 652 millioen frank, waarvan een gering gedeelte ten laste van Duitschland valt.

Zóó zou, van die twee klassen van uitgaven welke te zamen 6 milliard frank netto bedragen en welke de inval aan België veroorzaakte, de vergoeding slechts ongeveer 2 milliard en half dekken. De Middenafdeeling heeft gedacht voor die berekening op de minst gunstige onderstellingen te moeten steunen, zonder van eenige vordering af te zien.

De Openbare Schuld.

Bovenstaande onderzoek van de verhoudingen, waarin de lasten in de Begrooting opgenomen als zijnde uit den oorlog ontstaan, heeft de Middenafdeeling ertoe gebracht, na te gaan hoeveel onze Openbare Schuld thans

(1) Omzendbrief van den Minister van Binnenlandsche Zaken, dd. 5 Juli 1919.

bedraagt en weldra bedragen zal. Nadere beschouwingen hieromtrent zullen voorkomen in het bijzonder verslag dat aan de Begrooting der Schuld zal gewijd worden. Bepalen wij ons hierbij tot een beknopt overzicht.

Schulden van vóór den oorlog :

Geconsolideerde schuld	fr. 4,097,000,000	»
Onrechtstreeksche schuld	330,000,000	»
Obligatiën van de Nationale Verdediging	56,254,000	»
Schatkistbons	404,000,000	»
	<u>Fr. 4,887,254,000</u>	»

*Schulden ten gevolge van afpersingen
door Duitschland :*

Interprovinciale bons	fr. 2,347,800,000	»
---------------------------------	-------------------	---

*Schulden aangegaan voor het inwisselen
der marken :*

Leening voor Muntherstel (aandeel gestort in marken)	fr. 2,000,000,000	»
Debetrekening ter Nationale Bank	5,800,000,000	»
	<u>fr. 10,147,800,000</u>	»

*Schulden aangegaan of aan te gaan
om de uitgaven der begrooting te bestrijden :*

Deel van de Leening van Muntherstel in Belgische munt gestort	1,040,000,000	»
Leening van 's Lands Herstel	1,450,000,000	»
Voorschotten der Geallieerden sedert den wapen- stilstand tot op 12 Juni 1919	1,255,000,000	»
Leening in den vreemde ⁽¹⁾	500,000,000	»
Schatkistbons	500,000,000	»
	<u>4,745,000,000</u>	»
TE ZAMEN	<u>fr. 19,780,054,000</u>	»

Dan nog moet, om dit geheel bedrag niet te overschrijden, de oorlogs-vergoeding uitgekeerd worden tot het bedrag van anderhalf milliard, in den loop van dit dienstjaar.

Onze schuld zou nog grooter zijn, indien de edele daad van onze Geallieerden ons niet van nu af aan vrijmaakte van bij de vijf milliard, bedrag

(1) Nog niet aangegaan.

der voorschotten door de Fransche, Britsche en Amerikaansche Regeeringen aan België gedaan tot op 14 November 1918.

Zoo het waar is dat de cijfers der Openbare Schuld, voortvloeiend uit den oorlog, niet zonder onrust mogen worden beschouwd, toch dient men op te merken dat het grootste gedeelte van die overgrootte som vergoed wordt door winstophbrengende waarden of door schuldvorderingen.

De schuld van vóór den oorlog heeft als tegenwicht, tot een bedrag van twee milliard negen honderd twee en dertig millioen, het kapitaal van aanleg onzer spoorwegen.

De interprovinciale leening, ten gevolge van de oorlogsbelasting door Duitschland aan de Belgische bevolking opgelegd, moet terugbetaald worden krachtens de bedingen van het Vredesverdrag. Uit den kasvoorraad der banken met geweldige middelen genomen, telt deze belasting onder de afpersingen waarvoor vergoeding wordt geëischt. (Bijlage I van het hoofdstuk der herstellingen 40°).

De schulden, voor de inwisseling der marken aangegaan, worden vergoed door eene gelijke waarde in marken berekend al pari tegen fr. 1.25. Niets is tot nu toe beslist voor de regeling van dit papieren geld. Maar het feit dat Duitschland het aan de Belgische bevolking tegen eene fictieve waarde heeft opgedrongen, brengt voor dit land de verplichting mede, de daaruit voortkomende schade te herstellen.

Eindelijk, uit bovenstaande uiteenzetting is gebleken dat, onder de uitgaven ingetrokken op de Begrooting, er voor ongeveer 2 milliard en half zijn die aanleiding geven tot herstel. Voor andere blijft er twijfel bestaan; zonder van eenigen billijken eisch af te zien, maar voorzichtigheidshalve de minst gunstige veronderstellingen aannemende, kan men de vaste vermeerdering, welke de vereffening der voor 1919 geraamde uitgaven aan het kapitaal der Openbare Schuld zal toevoegen, op hoogstens drie milliard en half bepalen. De interest en de aflossing dezer som zullen moeten voorkomen op de Gewone Begrotingen van de volgende dienstjaren.

Zóó zal, daags na den oorlog, het passief van België het actief, gevormd door het kapitaal der spoorwegen en de schuldvorderingen ten laste van Duitschland, niet slechts vijf tot zes milliard overschrijden. Zulke bevinding is bemoedigend.

Wil dit zeggen dat het Parlement zich niet moet bekommeren om het aldus in evenwicht gehouden passief? Hoegenaamd niet!

Voor de spoorwegen zullen verscheidene jaren verlopen voor dat het overschot der uitgaven den interest en de aflossing van het aanlegkapitaal dekke. De buitengewone toeneming der uitgaven heeft de gegevens gewijzigd van een vraagstuk dat vóór den oorlog gemakkelijk kon opgelost worden ⁽¹⁾.

(1) Naar luid van het wetsontwerp houdende instelling van een Staatsbedrijf der spoorwegen in België, zou het tekst der verrichtingen van het Staatsbedrijf — die den dienst der interesten en de aflossing van het aanlegkapitaal bevatten — aanleiding geven tot eene verhooging der *onrechtstreeksche* Staatsschuld.

Maar het passief, dat gewaarborgd wordt door de schuldvorderingen ten laste van Duitschland, levert grootere moeilijkheden op. Inderdaad, de interestenlast, welken de oorlogsschade aan België van nu af aan oplegt, wordt niet vergoed door eene *actuele* verplichting van Duitschland. Dit zal zich kwijten door bons, die slechts interest zullen opbrengen onder de voorwaarden bepaald door Bijlage II gevoegd bij het hoofdstuk der Herstellingen van het Vredesverdrag. Een gedeelte dier bons zal een interest opbrengen van 2 $\frac{1}{2}$ t. h. tusschen 1921 en 1926 en daarna van 5 t. h.; een ander gedeelte, interest opbrengende van 5 t. h., zal slechts uitgegeven worden nadat de Commissie er van overtuigd zal zijn dat Duitschland den dienst der interesten en van het aflossingsfonds dier bons zal kunnen verzekeren.

Dus zal, gedurende minstens zeven jaar en waarschijnlijk langer, België de interesten zijner leeningen, de interesten en kosten opgelegd door de inwisseling der marken en de interesten der Interprovinciale Bons moeten betalen.

Dat is niet alles. Tot nu toe was er slechts sprake van effene schulden. Welnu, door zijne wet op herstel der schade, heeft de Staat verbintenissen aangegaan, die weldra door de rechtbanken zullen bepaald worden; en die verbintenissen zullen interest opbrengen tegen 5 t. h. vanaf 1 Januari 1920. Voegen wij daarbij de burgerlijke en militaire pensioenen.

De interesten van al die schulden, waarvan de eindregeling ten laste van Duitschland valt, mogen niet verward worden met de interestlasten, die onze Gewone Begrooting bezwaren. Dat zullen oorlogsuitgaven zijn, die zich kunnen voordoen gedurende eene reeks jaren, doch niet altijd. Bij wijze van bijzondere rekening of van tijdelijk tekort der Begrooting, kunnen die uitgaven slechts door de leening worden gedekt. Dan zal, van jaar tot jaar, eene nieuwe schuld aangroeien, ontstaan uit de samenvoeging van al die interestlasten, schuld die ook eene verbintenis van Duitschland als tegengewicht heeft. Inderdaad, § 16 van Bijlage II van het hoofdstuk der Herstellingen luidt als volgt : « Op het debet der Duitse Regeering zal, van af 1 Mei 1912, worden gebracht de interest harer schuld, zooals zij door de Commissie bepaald zal zijn... Het bedrag van dien interest zal vastgesteld worden op 5 t. h., tenzij de Commissie, op een lateren datum, oordeelt dat de omstandigheden eene wijziging van dit bedrag wettigen. De Commissie zal kunnen rekening houden met de sommen betreffende het herstel der stoffelijke schade te rekenen van 11 November 1918. » Dus zal de interest van het bedrag der herstellingen, in zoverre hij niet zal gedekt zijn door den dienst der uit te geven bons, het kapitaal der Duitse schuld vermeerderen. De vraag is, of dit beding geen aanleiding tot misrekeningen kan geven.

In eene redevoering, die op den Franschen Senaat grooten indruk maakte ⁽¹⁾, zegde de heer Ribot : « Ik onderzoek niet of de Duitschers betalen of niets betalen zullen. Betalen zij volgens men hun vraagt, dan wijs

(1) Senaat, vergadering van 30 Mei 1919, bl. 848.

ik op het verschil dat er zal zijn tusschen de sommen, welke wij zullen innen, en de interesten en pensioenen die wij zullen verplicht zijn te storten. Dit is noch pessimisme, noch optimisme : dat zijn feitelijke gegevens. »

België zal dezelfde berekening moeten doen. Niet dat wij van nu af aan maatregelen moeten treffen om in die risico's te voorzien : aan iederen dag zijn taak. De toekomst zal inkomsten opleveren, die den last zullen verlichten. Maar juist opdat de toekomst in staat zou zijn om de moeilijkheden te regelen, die mettertijd zullen oprijzen, dient het vraagstuk van heden opgelost te worden.

Besluit.

Het bijzonder doel van het ons voorgelegde ontwerp is, machtiging te verleen tot betaling der drie klassen van uitgaven, beknopt omschreven in de voorgaande bladzijden. Uwe Middelenafdeeling heeft geoordeeld dat er aan dit doel noodzakelijk een ander dient te worden verbonden : de gegevens van het financieel vraagstuk uit de massa cijfers los te maken.

De Belgische Begrooting heeft dit bijzonders, dat daarin vereenigd zijn de winsten en verliezen van eene overgroote handelsonderneming, met name, het spoorwegbedrijf. In gewonen tijd hebben de uitgaven van dit bedrijf een heilzamen invloed op Staatsfinanciën ; maar wanneer eene ramp, zooals de oorlog, het land aantast, dan keert de toestand en dan is de slag in verhouding tot den omvang der onderneming, tot het aanzienlijk personeel dat zij aan 't werk stelt. In stede van 100 millioen overschot, in 1914 voorzien, kondigde het ontwerp van Begrooting voor dit Departement een tekort aan van 300 millioen (met inbegrip van de duurtebijslagen). Gelukkiglijk zijn de tot heden bekomen uitgaven beter dan de ramingen, doch de meerdere uitgaven zullen niet minder dan 150 millioen bedragen ⁽¹⁾.

Het eerste vereischte tot het herstel onzer financiën is dus het herstellen van het evenwicht tusschen ontvangsten en uitgaven der spoorwegen. Daarenboven zal men de vergelding en de aflossing van het aanlegkapitaal moeten verzekeren ; dat is de taak voor morgen. Zoo zal de Begrooting der Openbare Schuld een last van 120 millioen minder hebben.

Zoo men van de gewone, normale Begrooting, die u voorgelegd is, aftrekt de ontvangsten en uitgaven der spoorwegen, met inbegrip van de lasten van het aanlegkapitaal, dan wordt de balans vastgesteld als volgt :

Ontvangsten.		Uitgaven.	
598,000,000	»	1,097,000,000	»
— 167,000,000	»	— { 360,000,000	»
		— { 120,000,000	»
<u>431,000,000</u>	»	<u>617,000,000</u>	»

(1) Met weglating van de uitgaven, door den oorlog veroorzaakt, andere dan de duurtebijslagen, en ook met weglating van de achterstallige uitgaven.

Verwaarloozen wij twee feiten die nagenoeg tegen elkander opwegen in het opzicht onzer berekening, te weten : eenerzijds, de inschrijving van eene belangrijke hoeveelheid ongewone en achterstallige ontvangsten (ongeveer 75 millioen) en, anderzijds, de onderschatting der ontvangsten. De opbrengst der hulpmiddelen kan zelfs op *450 millioen* geraamd worden.

Aan de 617 millioen uitgaven kan men vanaf het eerste dienstjaar toevoegen :

50 millioen noodig voor den nieuwen wedderooster die de duurtelbijslagen zal vervangen ;

25 millioen voor de kinderwerken, thans bij den onderstand gevoegd ;

Ongeveer 160 millioen voor interest en aflossing der gesloten leeningen tot dekking der oorlogs- en achterstallige uitgaven, niet terugvorderbaar op den vijand.

En het totaal zou **852 millioen** bedragen ⁽¹⁾.

Zonder op volkomen nauwkeurigheid aanspraak te maken, iets wat voor een vraagstuk met benaderende en veranderlijke gegevens niet in onze macht ligt, kan men verzekeren dat de noodige som om onze volgende gewone Begrotingen in evenwicht te brengen niet verre van **400 millioen** zal blijven.

Met welke inkomsten zal men deze som bekomen ?

Deze quaestie wordt thans grondig onderzocht; de Middenafdeeling, met het onderzoek der Begrooting belast, heeft enkel tot taak de hoegroothed der financieele behoeften te bepalen.

Zeker is het volstrekt noodig groote geldelijke opofferingen aan het land te vragen. Het oogenblik is gekomen om een beroep te doen op wat men de « fiscale vaderlandsliefde » heeft genoemd. Opdat men dit beroep vrijwillig beantwoorde, zijn twee voorwaarden vereischt.

Eerst het *zuinig gebruik* van de openbare gelden. Niets zou de ontwikkeling van dit soort vaderlandsliefde, die, men moet het wel zeggen, in ons land niet zeer verspreid is, zoozeer belemmeren; niets zou een beter voorwendsel geven voor den slechten wil van den belastingschuldige, dan de tegenstelling tusschen de beperkingen, aan de private begrotingen door de fiscale lasten opgelegd, en de verspillingen, in de openbare diensten toegelaten. Bezuiniging wil niet zeggen dat men aan Staatspersoneel de wedden en loonen moet weigeren door de tegenwoordige levensduurte vereischt; dat is eene zaak van inrichting en opbrengst van den arbeid. Het vereischte, dat zich aan de nijverheid opdringt, om het maximum van voortbrenging te bekomen van iederen man, dien zij gebruikt en betaalt, om alles wat den kostenden prijs belast zonder doelmatig tot de voortbrenging bij te dragen te vermijden, mag den Staat niet onbekend zijn; dit vraagstuk moet vooraan

(1) Een gewichtig voorbehoud dient te worden gemaakt voor de Begrooting van Oorlog, waarvan de latere behoeften nog onbepaald zijn.

(2) Dit punt zal behandeld worden in het verslag over de Begrooting van 's Lands Middelen.

komen in een tijd dat de natiën eene overgrootte poging voorbereiden om hunne verliezen te herstellen; dat België, verzwakt en verarmd, zijne plaats moet herwinnen. Diensten van betwistbaar nut, te talrijk en te kostelijk personeel, noodelooze herhalingen, tijdverlies door den slenter aangenomen; deze vormen van verspilling en alle andere moeten verdwijnen, zoo men wil dat eenieder den plicht begrijpe, aan 's lands behoeften iets van zijn eigen welstand op te offeren.

Het tweede vereischte van die edelmoedige medewerking, welke het Parlement aan al de burgers gaat vragen is het *vertrouwen*.

Vertrouwen in eene juist bepaalde fiscale politiek, die zich goed reken-schap geeft van de huidige behoeften, de onmisbare geldmiddelen verzekert en daardoor het openbaar crediet bevestigt, doch die zich, anderzijds wel wacht meer dan het volstrekt noodige te eischen en van de belasting een middel tot gelijkmaking te maken.

Vertrouwen in de economische herleving van het land, vrucht van den arbeid, vrucht van de vereeniging der verschillende factoren van de voortbrenging. De meest gerechtigde stemmen bevelen gestadig die eendracht aan. Ongetwijfeld is, in een onderst boven geworpen wereld als deze, een tijdperk van aanpassing onvermijdelijk; het zal voortduren, geschillen zullen blijven oprijzen, de oplossingen zullen maar voorloopig zijn, zoolang het evenwicht tusschen de economische stroomingen niet hersteld is. Een onverstoorde vrede is thans in de arbeidswereld niet mogelijk. Doch weze de gedachte aan het te herstellen Vaderland nooit buiten de betwistingen gesloten, welke door tegenover elkander staande belangen opgeworpen worden!

België mag niet tot verval geraken! Met den stralenkrans van den heldenmoed omschitterd, zal het niet gaan lijken op eene vervallen familie, wier groote naam in strijd is met hare armoede. Zij moet gesteund zijn door een onaangeroerd crediet, een gezonden financieelen toestand: dat zal de arbeid van zijn volk hem verstrekken. Aan de natie die de Yserhelden leverde en die haar vaderlandsch vertrouwen bewaarde gedurende vijftig maanden vijandelijke bezetting, zullen de wilskracht, de wijsheid en de zelfverloochening niet ontbreken, die noodig zijn om haren roem te betalen.

EERSTE TITEL VAN HET WETSONTWERP.

Het wetsontwerp tot vaststelling der Algemeene Begrootingen van Ontvangsten en Uitgaven voor het dienstjaar 1919 voert, onder titel I, fiscale bepalingen en onderscheidene bepalingen in.

Artikel 1, § 1, bepaalt dat de nieuwe of aanvullende belastingen, bedoeld bij artikel 2 der overgangs-financiënwet van 28 December 1918, voor het dienstjaar 1919 verder zullen geheven worden. Het geldt hier belastingen, door den bezetter ingevoerd waarvan de verdere toepassing door de overgangswet is toegelaten, krachtens koninklijke besluiten, « totdat door de wetgevende macht bepaald voorzien zij in 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1919 ». Het is het doel van dezen tekst.

Door § 2 wordt de Minister van Financiën gemachtigd de belasting op de vertooningen en andere volksvermaken kwijt te schelden of te vermindereu, wanneer de opbrengst der ontvangsten gestort werd in menschlievende werken of in werken die een artistiek, letterkundig, wetenschappelijk karakter of een karakter van openbaar nut hebben. De Middenafdeeling, zich aansluitend bij een veel nauwkeuriger tekst, stelt u voor, deze bepaling te doen luiden als volgt : « *Van de ontvangsten, onderhevig aan de belasting op de vertooningen en andere openbare vermakelijkheden, worden afgetrokken de sommen waarvan behoorlijk is vastgesteld dat zij aan menschlievende werken ofwel aan werken van artistiekeu, letterkundigen, wetenschappelijken aard of van algemeen nut worden afgestaan.* »

Artikel 2 bepaalt op vijf jaren de verjaringstermijnen voor de invorderbaarheid der ontdoken rechten en voor de vervolgingen tot invordering van rechtstreeksche belastingen en van daarmee gelijkgestelde taxes. Deze bepaling treedt in werking van af 1 Januari 1919. Zij zal ten gevolge hebben dat, zonder vrees voor verjaring wat betreft de belastingen der dienstjaren 1915 en 1916, de rekenplichtigen zich zullen kunnen onthouden van akten van stuiting die, onder tegenwoordige omstandigheden, hatelijk zouden voorkomen. Door die bepaling wordt de verjaring, op fiscaal gebied, met twee jaren verlengd.

Door artikel 3 worden aansprakelijk gesteld de ministerieele ambtenaren, die de opbrengst eener verkooping van roerende of onroerende goederen mochten uitbetaald hebben zonder daarvan af te houden de nog niet betaalde rechtstreeksche belastingen, waarvoor de verkochte goederen tot zekerheid dienen.

*
* * *

De onderscheidene bepalingen betreffen twee Departementen : dat van Spoorwegen, Marine, Posterijen en Telegraaf en dat van Oorlog.

Artikel 4 is overgenomen uit de vroegere Begrootingen.

Artikel 5 verlengt het stelsel van verhuring, ingevoerd door het Verdrag van Berlijn, dd. 11 Juli 1872, voor het bedrijf van den spoorweg van

Spa naar de grens van het Groot-Hertogdom; onderhandelingen hebben thans plaats voor de naasting der concessie.

De artikelen 7, 10 en 11 betreffen het boekhouden van de legerdiensten. Het laatste bepaalt, bij § 2, dat de credieten, die noodig zijn voor de uitgaven van het korps der gendarmerie voor het dienstjaar 1919, begrepen blijven onder die voor het leger voorzien.

De artikelen 8 en 9 bepalen de vergoedingen te betalen aan de inwoners voor het inkwartieren en de voeding der troepen.

TITEL II.

Titel II, § 1, van de financiënwet bepaalt welke credieten geopend zijn voor de uitgaven van gewonen aard, gerangschikt in drie kolommen : gewone lasten, oorlogslasten en achterstallige uitgaven. Ieder der vijftien, aan deze wet toegevoegde tabellen, waarin voorkomen de credieten, aan de verscheidene Staatsdiensten gewijd, zal het voorwerp zijn van een bijzonder onderzoek en een afzonderlijk verslag.

De amendementen, door de Regeering ingediend, hebben ten doel de samenvattende tabel der uitgaven van gewonen aard te wijzigen als volgt :

A. — Voor de uitgaven van gewonen aard :

MINISTERIËN EN WERKEN.	UITGAVEN		
	BETREFFENDE HET DIENSTJAAR		
	Normale lasten.	Oorlogslasten.	Achterstallige lasten.
Openbare Schuld Tabel I.	»	+ 54,900,000	»
Buitenlandsche Zaken — IV.	+ 171,966	»	»
Binnenlandsche Zaken — V.	+ 318,000	— 853,000	— 238,360
Wetenschappen en Kunsten. — VI.	— 667,800	— 2,432,000	— 3,997,097
Landbouw — VII.	— 3,323,300	— 145,000	— 200,000
Openbare Werken — VIII.	— 5,500,000	— 72,000	+ 475,000
Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading. — IX.	+ 595,000	»	+ 620,749
Spoorwegen, Posterijen en Telegraaf — X.	— 41,807,826	— 417,911,533	— 312,850
Koloniën — XI.	+ 10,000	+ 125,000	+ 64,000
Oorlog — XII.	— 29,000	— 63,954,828	»
Economische Zaken — XIII.	— 1,630,000	»	»
TOTALEN. fr.	— 52,957,926	— 485,368,361	— 4,748,907
	+ 1,094,966	+ 55,025,000	+ 1,159,749
VERSCHIL. fr.	— 51,862,960	— 430,343,361	— 3,588,558

§ 2 van hetzelfde hoofdstuk bepaalt welke credieten worden toegestaan voor de uitgaven van buitengewonen aard. Deze uitgaven zijn vermeld in de tabel XVI, welke in een bijzonder verslag wordt behandeld.

De door de Regeering ingediende amendementen wijzigen de tabel dier uitgaven als volgt :

B. — Voor de uitgaven van buitengewonen aard.

MINISTERIE.	UITGAVEN.			
	TOT HET DIENSTJAAR BEHOORENDE.		ACHTERSTALLIGE.	
	Gewone lasten.	Oorlogs- lasten.	Gewone lasten.	Oorlogs- lasten.
Binnenlandsche Zaken . . fr	»	— 2,500,000	+ 20,000	— 500,000,000
Landbouw	»	— 38,450,000	»	»
Openbare Werken . . .	— 44,220,000	+ 5,000,000	— 4,000,000	»
Spoorwegen, Zeewezen, Poste- rijen en Telegraaf . . .	— 44,932,944	»	»	»
Economische Zaken . . .	»	— 399,245,000	»	»
TOTALEN . . . fr	— 23,152,944	— 435,195,000	— 980,000	— 500,000,000
Samenvatting.				
Uitgaven van gewonen aard .	— 51,862,960	— 430,343,361	»	— 3,588,558
Uitgaven van buitengewonen aard.	— 23,152,944	— 435,195,000	— 980,000	— 500,000,000
TOTALEN . . . fr.	— 75,015,904	— 865,538,361	— 980,000	— 503,588,558
Minder : 1,445,122,823 »				

De achterstallige uitgaven geven, voor het geheel, aanleiding tot twee aanmerkingen :

In de eerste plaats werd vastgesteld dat de indeeling dier uitgaven verschillend is naar gelang zij van gewonen of buitengewonen aard zijn. De achterstallige uitgaven van gewonen aard zijn niet ingedeeld in gewone lasten en oorlogslasten ; zij worden alle te zamen op de oorlogsrekening gebracht op grond eener redeneering in de Algemeene Toelichting (bl. VII) uiteengezet, doch waartegen de wel bepaalde bedingen van het Vredesverdrag van Versailles in het Algemeen Verslag dienden te worden gesteld. Wanneer zij van buitengewonen aard zijn, worden de achterstallige uitgaven ingedeeld in gewone lasten en oorlogslasten ; de eerste kunnen op de oorlogsrekening niet aangerekend worden, omdat zij eene kapitaalverhooging tot stand brengen.

De tweede aanmerking betreft het samenvoegen der uitgaven van het dienstjaar 1919 met de achterstallige uitgaven behorende tot de vijf vorige jaren en de ontzaglijke som van meer dan drie milliard acht honderd millioen bedragende. De Regeering, aangezocht de redenen dezer manier van handelen nader op te geven, welke redenen beknopt vermeld werden in de Algemeene Toelichting, deed aan de Afdeeling het volgende antwoord geworden :

« Het onderzoek van het ontwerp van Algemeene Begrooting voor 1919, wijst dadelijk aan dat de niet vereffende schuldvorderingen der vorige jaren door hun voorwerp behooren tot meest al de credieten, in de onderscheidene tabellen voorgesteld en ingeschreven.

» Had men de credieten, vereischt om die achterstallige uitgaven te bestrijden, afzonderlijk willen voorstellen, dan ware er eene tweede financiënwet noodig geweest, welke, door hare rubrieken, nagenoeg de herhaling van de eerste zou geweest zijn.

» De Regeering heeft verkozen de cijfers en sommen dezer twee wetten naast elkander te plaatsen ten einde er slechts ééne van te maken.

» Zóó heeft zij het werk der Kamers in groote mate vergemakkelijkt, gelijk zij op bladzijde 11, lid 2, heeft aangetoond. Inderdaad, voor twee voorwerpen zal slechts één verslag der Afdeelingen, slechts ééne behandeling en ééne stemming in elke vergadering volstaan. Bovendien wordt de afhouding vereenigd, derwijze dat slechts tot ééne afkondiging, niet tot twee moet overgegaan worden.

» Daar het eene tamelijk omvangrijke zaak betreft; zal deze doenwijze ten slotte neerkomen op eene zeer waardeerbare besparing van tijd en geld, zonder tot het minste bezwaar aanleiding te kunnen geven.

» Anderzijds is de Regeering verplicht, hare schuldeischers zoo spoedig mogelijk te betalen; zij heeft er trouwens hoegenaamd geen belang bij ze te doen wachten, daar zij aansprakelijk kan gesteld worden voor de door hare schuld ontstane vertragingen.

» Om te kunnen betalen, moet eerst machtiging tot betaling gegeven worden en daartoe zijn er credieten noodig. Bij de eerste gelegenheid moet zij dus deze aanvragen, wat zij deed door de manier van handelen welke zij heeft aangenomen.

» Het geheel bedrag der in eene zelfde wet voorkomende credieten werd daardoor ruim beïnvloed, doch er viel niet te kiezen onder de schuldvorderingen, noch ze bij reeksen te rangschikken met het oog op de machtiging tot betaling daarvan. Deze bestaat overigens slechts uit eene eenvoudige begrootingsboekhouding, waarvan de gevolgen op de kas kunnen verzacht worden door zijne toevlucht te nemen, voor de betaling, tot het eene of andere middel van thesaurie, als dat, bijvoorbeeld, welk werd toegepast om de achterstallige wedden te betalen; tot kwijting dezer wedden zullen aan de rechthebbenden titels der Leening voor 's Lands Herstel afgegeven worden. »

De Middenafdeeling heeft zich ten slotte bij deze beschouwingen neergelegd, doch heeft de Regeering aangezocht eene tabel der achterstallige uitgaven per dienstjaar te doen opmaken.

TITELS III en IV

Titel III van het ontwerp van financiënwet behelst de raming van 's Lands Middelen (tabel XVII) en titel IV die der ontvangsten en uitgaven voor order (tabel XVIII). Bijzondere verslagen zullen het omstandig onderzoek daarvan toelichten.

*
* *

Uwe Middenafdeeling stelt u voor, mijne Heeren, het wetsontwerp, dat het voorwerp van bijgaande verslag uitmaakt, aan te nemen.

De Verslaggever,
MAURICE HOUTART.

De Voorzitter,
P. POULLET.

•—————

(24)

BIJLAGE

ALGEMEENE BEGROOTING VOOR 1919.

Vragen door de Middenafdeeling gesteld.

I.

Tegen het aanstellen van Regeeringsraden werden verscheidene bezwaren in de Afdeelingen aangevoerd. Het ware goed eenige nadere gegevens te bekomen over de belangrijkheid van de medewerking, door deze ambtenaren aan de onderscheidene Departementen verleend; en over de regeling, voor hun werk toegepast.

Antwoorden.

Ministerie van Financiën.

Drie Raden zijn bij het Departement van Financiën benoemd. Hunne medewerking is van zeer groot belang en nut. Zij hebben ruimschoots bijgedragen, namelijk, tot het opmaken der wetsontwerpen van belastingen welke de Minister van Financiën achtereenvolgens heeft ingediend, tot het vaststellen van het ontwerp van Algemeene Begrooting en tot het onderzoek van de maatregelen betreffende den duurtelbijslag aan 's Rijks ambtenaren en bedienden.

Zij werken in overleg met de hogere ambtenaren, die met deze onderscheidene zaken belast zijn, en beraadslagen rechtstreeks met den Minister, telkens als zulks nuttig is.

Ieder van hen onderzoekt afzonderlijk sommige zaken en zij vergaderen dikwerf in het Ministerie tot bespreking en beraadslaging hetzij met de ambtenaren van het Departement, die hunne medewerking kunnen verlenen.

*
* *

Buiten de drie Raden bij het Departement van Financiën werkzaam, is één Raad den Eersten Minister toegevoegd voor de bijzondere studiën en zendingen betreffende de algemeene zaken der Regeering, de hooge politieke leiding waarmee de Eerste Minister is belast buiten het beheer van het Departement van Financiën.

Ministerie van Binnenlandsche Zaken.

De Regeeringsraden werden aangewezen om deel te nemen aan de voorbereidende studiën tot het opmaken der wetsontwerpen, door den Minister van Binnenlandsche Zaken ingediend. De wet op het opmaken der kiezerslijsten, het vraagstuk van de volle evenredige vertegenwoordiging, de wet op de aanneming der gemeenten en het herstel der verwoeste streken, het vraagstuk van de herziening der Grondwet, het ontwerp van gezondheids-wet werden door hen onderzocht. De Minister van Binnenlandsche Zaken roept ze op, volgens hunne bevoegdheid, en gelast ze, de vraagstukken, waarover hij verlangt ingelicht te worden, te onderzoeken te zamen met de hooge ambtenaren van het Departement.

De aanstelling van Regeeringsraden levert dit groot voordeel op, dat het den Minister het middel geeft om zich de medewerking te verzekeren van de meesters der bestuurswetenschap en der bestuurspractijk, die in België geneigd schijnen om met elkander niet in betrekking te komen. Daaruit volgt eene zeer vruchtdragende gedachtenwisseling.

Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

Bij het Ministerie van Buitenlandsche Zaken werden geene Regeeringsraden aangesteld.

Ministerie van Justitie.

Ten gevolge van het koninklijk besluit van 3 December 1918 (*Staatsblad* van 4-5) tot aanstelling van Regeeringsraden, werden :

De heeren Bonnevie, advocaat bij het Hof van Beroep te Brussel ;
Dejongh, advocaat bij het Hof van Beroep te Brussel, hoogleeraar aan de Nieuwe Universiteit ;
Pladet, schepen der stad Brussel ;
Servais, procureur-generaal bij het Hof van Beroep te Brussel, hoogleeraar aan de Vrije Universiteit te Brussel ;
Vauthier, secretaris der stad Brussel, hoogleeraar aan de Vrije Universiteit te Brussel,

benoemd tot Regeeringsraden bij mijn Departement bij koninklijk besluit van 23 December 1918 (*Staatsblad* van den 25^e).

Feitelijk waren deze heeren in dienst getreden sedert 14 December. Sinds doe ik ruimschoots beroep op hunne ervaring : over het algemeen, brengen zij advies uit omtrent de wetsontwerpen en de reglementaire koninklijke besluiten, welke van mijn Departement uitgaan. Ik raadpleeg ze ook 't zij in groep, 't zij afzonderlijk, volgens hunne bijzondere bevoegdheid, over vraagstukken van louter bestuurlijken aard.

De Regeeringsraden houden geregeld eene vergadering elke week en, wanneer hun werk zulks vereischt, vergaderen zij daarenboven in buitengewone vergadering; sedert de instelling van den Raad, hielden zij acht en dertig vergaderingen.

Wanneer ik de vergaderingen niet voorziet, neemt de heer Bönnevie het voorzitterschap waar. Andere Ministers wonen soms de vergadering bij; dit was namelijk tweemaal het geval voor den Eersten Minister.

De Raad heeft geen schrijver; een der leden neemt het schrijversambt waar; voor het afschrijven en drukken der bescheiden, van dit organisme uitgaande, wordt door de bedienden van mijn Cabinet gezorgd.

Ik kan niet genoeg zeggen hoezeer ik de diensten waardeer, welke mij door den Raad worden bewezen.

Ministerie van Oorlog.

Deze vraag betreft het Departement van Oorlog niet.

Ministerie van Landbouw.

Drie algemeene besturen van mijn Departement hebben herhaaldelijk een beroep gedaan op de bijzondere bevoegdheid van de Regeeringsraden. Tot nu toe was het 4^e algemeen bestuur niet verplicht ze te raadplegen.

Ministerie van Openbare Werken.

Bij het Departement van Openbare Werken, worden de Regeeringsraden afzonderlijk geraadpleegd omtrent de belangrijke vraagstukken, welke tot de bijzondere bevoegdheden van dezen of genen dezer vakkundigen behooren. Bovendien vergadert het College der Raden schier geregeld elken Dinsdag ochtend en onderzoekt het de gewichtige zaken, welke hem door den Minister worden onderworpen.

Ministerie van Koloniën.

Bij het Ministerie van Koloniën werden geene Regeeringsraden aangesteld.

II.

Uit onderscheidene inlichtingen blijkt dat het gebruik van motorrijtuigen in meest al de openbare diensten buiten behoorlijke grenzen gaat. De Middenafdeeling verlangt dat het geheel bedrag der uitgaven, daardoor veroorzaakt wegens aankoop, onderhoud en gebruik dezer vervoermiddelen, in eene tabel samengevat worde.

Antwoorden.

Ministerie van Financiën.

Gedurende de eerste drie of vier maanden, die op 's Lands bevrijding volgden, heeft het Departement van Financiën beschikt over een motorrijtuig van het leger. Van dit rijtuig werd gebruik gemaakt vooral door de Algemeene Opzieners, die zich begaven naar de streken van het land waar hun optreden noodig was tot de herinrichting der diensten of de opheldering van spoedeisende zaken. Het werd aan de militaire overheid teruggegeven, zoodra het verkeer per spoor, alsmede de bestuursbetrekkingen per post- en, desnoods, per telegraaf, in voldoende mate waren hersteld.

Tegenwoordig beschikt het Hoofdbeheer der Schatkist en Openbare Schuld over een vrachtauto voor het vervoer van de groote pakken titels tusschen de drukkerij, het Algemeen Bestuur van dit Beheer, de Rekenkamer en de Nationale Bank.

Ministerie van Binnenlandsche Zaken.

Aankoop van motorrijtuigen, enz. : 7,264,500 frank.

De 65 motorrijtuigen zijn bestemd :

Voor de Gouverneurs	9	rijtuigen.
Voor de Hooge Koninklijke Commissarissen en de toegevoegde Commissarissen	15	id.
Voor de Arrondissements-commissarissen, hoofdzakelijk in de verwoeste streken	15	id.
Voor de Opzieners van den gezondheidsdienst	9	id.
Voor de hoofdbergplaats van het Ministerie van Binnenlandsch Zaken	17	id.

TE ZAMEN 65 rijtuigen.

Er dient te worden aangemerkt dat meest al de rijtuigen, die de Minister van Binnenlandsche Zaken gedurende den oorlog heeft aangekocht, wegens het lang gebruik in slechten staat zijn, dat hun onderhoud zeer veel kost en de dienst, dien men er van verwachten mag, zeer gering is; bij de bestelling der 65 rijtuigen werd rekening gehouden met hunne vervanging, en, zoodra de keuring van de nieuwe rijtuigen zal afgehoopen zijn, zullen zij te koop worden gesteld door het toedoen van den ontvanger der Domeinen.

De 17 rijtuigen der hoofdbergplaats dienen niet alleen voor de onderscheidene diensten van het Departement, maar ook tot vervanging der te herstellen rijtuigen.

De prijs der 65 rijtuigen werd gelijkelijk gesteld op 15,000 frank, prijs te Turijn. Het lot bestaat uit 25 kleine landauers en 40 torpedos.

*
* *

Verantwoording van de noodzakelijkheid van het groot getal reeds aangekochte of aan te koopen vrachtautos.

Deze vrachtwagens zijn bestemd :

1^o Om al de barakken, door het Koning Albertfonds aangekocht, ter aangewezen plaats te vervoeren; dit vervoer zal zeer aanzienlijk zijn en het grootste deel van de vervoermiddelen in beslag nemen; deze in het buitenland aangekochte barakken komen per spoor in België aan; Decauville spoorwegen zullen aangelegd worden overal waar zulks noodig blijken zal, ten einde de vrachtwagens zoo weinig mogelijk te moeten gebruiken;

2^o Om de bouwmaterialen van de statie van aankomst of van het schip ter bestemming te vervoeren; het is onontbeerlijk talrijke vervoermiddelen ter beschikking van gemeenten en bijzonderen te stellen om den wederopbouw der verwoeste streken in afdelingen te splitsen. Het dient te worden gezegd dat deze vervoerdiensten eene bron van inkomsten voor de Schatkist zullen uitmaken, vermits de vrachtautos zullen verhuurd worden tegen prijzen die ruimschoots de kosten van uitgaven en delging dekken;

3^o Om ter beschikking gesteld te worden van onderscheidene ministerieele Departementen, die in 's lands herstel bijzonder betrokken zijn.

De voor de vrachtautos aangewezen stelplaatsen zijn tot nu toe :

- a) De bergplaats van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken, 460, Steenweg op Bergen, te Brussel;
- b) De hoofdbergplaats der Vlaanderen, te Roeselare;
- c) De hulpbergplaatsen van Brugge, Diksmuiden, Veurne, Thorhout en Vlamertinge.

Daarenboven zullen hulpbergplaatsen ingericht worden overal waar zulks noodig blijken zal, ten einde vooral het vrachtvervoer te verminderen.

*
* *

De standpunten der 65 motorrijtuigen zijn aangewezen door hunne bestemming (zie hooger).

Volgens de inlichtingen, door het Ministerie van Oorlog verschaft, ben ik verzekerd, mij al de noodige vrachtautos te kunnen aanschaffen in den vervoerdienst van het leger; bijgevolg kan ik het aangevraagd crediet met 2 millioen verminderen, te meer daar motorrijtuigen en aanhangwagens mij door den inzamelingsdienst zullen geleverd worden.

Bovendien heb ik bijzondere onderrichtingen, welke thans van kracht zijn, gegeven tot beteugeling van de misbruiken die kunnen voorkomen bij het gebruik van de reizigersrijtuigen en vrachtautos.

Hier volgt een afschrift van deze onderrichtingen.

ONDERRICHTINGEN BETREFFENDE HET GEBRUIK VAN DE REIZIGERSRIJSTUIGEN
VAN DE P. A. M. I., VAN DE BERGPLAATS VAN ROESELARE EN DER
HULPBERGPLAATSEN.

1^o Geen enkele ambtenaar of bediende van den Staat kan vragen om in motorrijtuig te worden vervoerd, zoo hij niet houder is van eene schriftelijke machtiging door het Hoofd van den Dienst, waartoe hij behoort (Algemeen Secretariaat, Algemeene Bestuurder of Cabinetoverste). Deze geeft deze machtiging onder zijne verantwoordelijkheid en duidt de plaatsen aan, waar de aanvrager, alsmede de personen die gemachtigd zijn om hem te vergezellen, zich moeten begeven.

De Bestuurder van de P. A. M. I. (of van de bergplaats van Roeselare) is bevoegd om het gebruik van het aangevraagde rijtuig toe te staan, mits hij de ontvangen onderrichtingen naleeft; ingeval van twijfel wenden zij zich tot den Algemeenen Bestuurder van den Dienst.

De machtiging geldt voor den betrokken persoon alleen, het is streng verboden aan hem, die het gebruik van een rijtuig verkrijgt, daarin andere personen toe te laten dan die, welke van zijn Dienstoverste machtiging verkregen;

2^o Bovenstaande onderrichtingen gelden insgelijks voor de rijtuigen die rollen tot proefneming;

Slechts twee uitzonderingen zijn toegelaten :

a) De Bestuurder van den Vervoerdienst is gemachtigd om naar aanleiding van zijnen dienst in stad, van een rijtuig gebruik te maken uitsluitend voor hem persoonlijk. Hij geeft rekenschap van de gedane ritten aan den Bestuurder van den Dienst bij het eerstkomende verslag;

b) De Bestuurder der bergplaats van Roeselare handelt op gelijke wijze tegenover den Bestuurder van den Vervoerdienst;

3^o De voerder alleen beslist over den te volgen weg; het is verboden hem te vragen, sneller te rijden;

4^o Het is den vervoerden persoon streng verboden, het rijtuig te voeren. Elke voerder, van wien het bewezen is, dat hij dergelijk misbruik heeft laten begaan, zou met afdanking gestraft worden;

5^o De voerder is houder van een boekje, dat hij, bij het eindigen van den dienst, te onderteekening moet voorleggen aan den vervoerden persoon, na daarin den afgelegden weg te hebben vermeld.

De onderteekenaar vermeldt het uur en de plaats, waarop vrijaf wordt gegeven; hij is aansprakelijk voor de echtheid der inlichting betreffende den afgelegden weg, door den voerder vermeld;

6^o Den 10^{en} van iedere maand, overhandigt de Bestuurder van den Vervoerdienst aan den Algemeenen Bestuurder van den Dienst den volledigen staat van al de reizen, gedurende de afgelopen maand gedaan.

Deze staat vermeldt den naam van den of van de vervoerde personen, de dagteekening en de omstandige opgave van den weg door elk rijtuig afgelegd. De aanvragen tot machtiging worden bij den staat gevoegd;

7^o De Algemeene Bestuurder van den Dienst doet jaarlijks verslag aan den Minister, in dit verslag worden opgenomen de opmerkingen, waartoe het onderzoek van den staat aanleiding heeft gegeven.

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

B^{on} DE BROQUEVILLE.

*
* * *

ONDERRICHTINGEN BETREFFENDE HET GEBRUIK DER REIZIGERSRIJTUIGEN
TER BESCHIKKING GESTELD VAN DE AMBTENAREN IN DE PROVINCIE.

1^o Over het *bestendig* beschikbaarstellen van een rijtuig ten behoeve van eenen ambtenaar of bediende van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken wordt beslist door den Minister van Binnenlandsche Zaken, op voorstel van het hoofd van den dienst. (Gouverneur van provincie, Hooge Commissaris, Algemeene Bestuurder).

2^o Het gebruik van dit rijtuig is uitsluitend voorbehouden voor den aangewezen ambtenaar; de reizen voor dienstzaken zijn alleen toegelaten en de gebruiker van het rijtuig mag zich buiten zijn ambtsgebied niet laten vervoeren zonder voorafgaande machtiging van den Minister. Het wordt uitdrukkelijk aanbevolen, per spoor te reizen, telkens als zulks mogelijk is.

3^o De voerder alleen beslist over den te volgen weg; het is verboden hem te vragen, sneller te rijden.

4^o Het is den vervoerden persoon streng verboden het rijtuig te voeren. Elke voerder, van wien het bewezen is dat hij dergelijk misbruik heeft laten begaan, zou met afdanking gestraft worden.

5^o De voerder is houder van een boekje dat hij, bij het eindigen van den dag, ter onderteekening moet voorleggen aan den vervoerden persoon, na daarin den afgelegden weg te hebben vermeld. De onderteekenaar vermeldt het uur en de plaats, waarop vrijaf wordt gegeven. Hij is aansprakelijk voor de echtheid der inlichting betreffende den afgelegden weg, door den voerder vermeld.

6^o Den 1^{en} en 15^{en} van elke maand, doet de ambtenaar de bladen van het boekje, betreffende deze halve maand, geworden aan den Bestuurder van het vervoer, 460, Steenweg op Bergen, te Brussel. Hij voegt er eenen door hem onderteekenden staat bij van de gedurende dit tijdsverloop geleverde benzine en olie en, bij voorkomend geval, de kwijtbrieven van de uitgaven die voor het onderhoud van zijn rijtuig te betalen zijn.

7^o De gebruiker van het rijtuig ontvangt, door toedoen van den

Bestuurder van het vervoer, machtiging om zich de noodige stoffen aan te schaffen in de naastbijgelegen bergplaats van het leger. Hij mag zich die insgelijks aanschaffen in de bergplaatsen van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken. In deze gevallen wordt die levering vermeld op het overeenstemmend blad van het boekje en moet zij onderteekend worden door den aangestelde van de betrokken bergplaats.

8° Het vervangen en het herstellen van pneus en binnenbanden zullen uitgevoerd worden door het toedoen van de P. A. M. I. De verzendingen zullen geschieden per spoor.

9° De gebruiker van het rijtuig is gemachtigd om de kleine herstellingen tot den onderhoud van zijn rijtuig door den plaatselijken handel te doen uitvoeren. Voor elk werk van belang moet hij zich wenden tot de P. A. M. I. of tot de bergplaats te Roeselare.

10° Den 10ⁿ van elke maand overhandigt de Bestuurder van het vervoer aan den Algemeenen Bestuurder van den dienst den volledige staat van de reizen, gedurende de afgelopen maand gedaan. Deze staat vermeldt den naam van den of van de vervoerde personen, de dagteekening en de omstandige opgave van den weg, door elk der rijtuigen afgelegd voor al de reizen.

11° De Algemeene Bestuurder doet maandelijks verslag aan den Minister; in dit verslag worden opgenomen de opmerkingen, waartoe het onderzoek van den staat aanleiding heeft gegeven.

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

B^{de} DE BROQUEVILLE.

*
* *

Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

Het rollend materieel, dat tegenwoordig ter beschikking is van den Minister van Buitenlandsche Zaken, bestaat uit vijf eenheden: een rijtuig Pipe, vier rijtuigen Panhard. Twee dezer autos waren voor den Minister voorbehouden. Het baanrijtuig Pipe was bestemd voor zijne reizen van Le Havre naar De Ponne. De Minister van Buitenlandsche Zaken heeft het te Parijs gebruikt tijdens de vredesonderhandelingen. Dit rijtuig zal eerlang aan het leger teruggegeven worden. De overige rijtuigen waren onmisbaar om te voorzien in de behoeften van den bestuurdienst en om den dienst der koeriers met sommige gezantschappen te verzekeren, wanneer het spoorwegverkeer nog niet hersteld of nog gebrekkig was. De terugkeer tot den normalen toestand zal het Departement van Buitenlandsche Zaken in staat stellen om zijn materieel tot twee rijtuigen te verminderen, het eene bestemd voor den dienst van den Minister, het andere dienende voor den bestuursdienst. De kosten van gebruik (vloeistoffen, herstel, loonen) zullen bedragen van 25,000 tot 30,000 frank 's jaars.

Ministerie van Justitie.

Uit eene nota van 3 Juli 1919, overgemaakt door het Ministerie van Oorlog, blijkt, dat het *Bestuur van den vervoerdienst per motorrijtuig n° F, 4707*, het antwoord op deze vraag geven zal.

Wat het Departement van Justitie betreft, die kosten van motorrijtuig zullen voortaan beperkt zijn tot die, veroorzaakt door het gebruik van het rijtuig dat ter beschikking van den Minister is gesteld.

Enkele reizen moesten met dit vervoermiddel door enkele ambtenaren afgelegd worden, doch het herstel der spoorwegen zal deze hoe langs zoo meer zeldzamer maken.

Ministerie van Oorlog.

Hierbij is gevoegd de tabel der uitgaven, opgemaakt voor het eerste halfjaar.

De uitgaven voor het tweede halfjaar zullen veel minder bedragen.

Ministerie van Landbouw.

Geen enkel misbruik werd mij ter kennis gebracht omtrent het gebruik van motorrijtuigen door de diensten van mijn Departement; deze maakten er een zeer zuinig gebruik van (zie bijgaande tabel, waarin zijn vermeld de uitgaven voor het verlopen kwartaal). Er dient nochtans te worden aangemerkt dat deze tabel niet volledig is, daar de bergplaats der Openbare Werken aan mijn Departement den staat nog niet heeft overgelegd van de leveringen, gedaan voor de rijtuigen Ford die tijdelijk te mijner beschikking werden gesteld.

Ministerie van Openbare Werken.

Tabel der uitgaven wegens den aankoop, het onderhoud en het gebruik van de motorrijtuigen :

<i>a) Aankoop</i> : Aankoop van 5 limousines en 20 rijtuigen	
« Ford »	fr. 217,000 »
<i>b) Onderhoud</i> : Onderhoud van 36 rijtuigen, herstellingen, losse stukken, algemeene kosten (verlichting, verwarming, beweegkracht, enz.). Personeel (wedde, loon, reis- en verblijfskosten en duurtelbijslag).	
	457,500 »
<i>c) Bedrijf</i> : Benzine, olie, binnen- en buitenbanden, kosten van bergplaats in de provincie.	
	344,000 »

De beschikbaar blijvende som op de aangevraagde credieten zal dienen tot het aankopen van vrachtwagens bestemd tot het vervoer van de

materialen der thans uitgevoerde werken; tot den aankoop en het onderhoud van motorrijwielen en fietsen, ter beschikking van de bedienden gesteld voor het toezicht, alsmede tot de vergrooting en verandering der lokalen en werkhuizen.

De som, vermeld in de begrootingsvoorstellen voor aankoop van motorrijtuigen en vrachtautos, zal echter met 300,000 frank verminderd worden.

Ministerie van Nijverheid en Arbeid.

Het Departement heeft geen enkel motorrijtuig aangekocht sedert de terugkomst der Regeering.

Wat betreft de kosten van onderhoud en gebruik der drie rijtuigen ter beschikking van den Minister en van het personeel van zijn Cabinet, deze bedragen ongeveer 120 frank per dag.

Het Departement maakt geen gebruik meer van de motorrijtuigen van het Departement van Oorlog, waarvoor men 150 frank per dag en per rijtuig vroeg; behalve het motorrijtuig van den Minister, zijn er nog slechts twee kleine torpedos van het N. C., die zeer veel gebruikt worden voor de diensten van bevoorrading, toezicht, enz.

Ministerie van Koloniën.

Bij het Departement heeft de Minister alleen een motorrijtuig tot zijne beschikking.

Bovendien is er een vrachtauto, die namelijk door den propagandediens wordt gebruikt.

III.

De verhoogingen van wedden en de duurtebijslagen zijn de bijzonderste oorzaken van de verzwaring der openbare lasten. Houdt de Regeering dus rekening van de bijverdiensten, die het gelijktijdig vervullen van verscheidene ambten aan sommige bedienden verschaft? Verleent zij geene duurtebijslagen aan ambtenaren — namelijk, aan sommige ambtenaren der Financiën —, wier wedden en bijverdiensten eenen toestand vestigen, die geene aanvullende tegemoetkomingen kan wettigen?

Antwoorden.

Ministerie van Financiën.

De wedderoosters zijn vastgesteld in verband met den rang der bedieningen; doorgaans zijn er, met het oog op de jaarwedde, twee of drie graden voor elke bediening: een minimum of een maximum, ofwel een

minimum, een medium en een maximum. De reglementen bepalen meestal na welk tijdsverloop men van den eenen graad tot den anderen overgaat.

Bij de persoonlijke toekenning der wedde neemt men vooral in acht de cijfers, door het reglement bepaald voor de bediening die de belanghebbende bekleedt. De verdienste en het getal dienstjaren komen in aanmerking. Doch de vaststelling der wedde kan niet afhangen van den bijzonderen toestand van den betrokken bediende; bekleedt hij twee onderscheidene bedieningen, dan moet hij de wedde ontvangen, welke aan elke dezer is verbonden volgens de reglementsbepalingen die op elke dezer van toepassing zijn.

Evenzoo zijn de besluiten tot verleening van den duurtebijslag van algemeene toepassing; zij voeren geene persoonlijke uitzonderingen in op grond van den bijzonderen toestand der belanghebbenden. Mocht men de ambtenaren uitsluiten die bijverdiensten trekken, - bijvoorbeeld eene tweede wedde, eene aanvullende wedde of eene vaste bestendige vergoeding uit hoofde van eene bijbediening, dan moesten ook zij, die, wegens hun vermogen, geacht worden den duurtebijslag te kunnen missen, uitgesloten worden.

De uitsluitingen, waartoe de vraag schijnt aan te zetten, zouden trouwens aanleiding geven tot willekeurige oplossingen, want deze beoordeelingen van individueele gevallen zouden moeten veranderen naar gelang de wedde min of meer hoog is, wat afhangt van den graad van iederen belanghebbende, en ook naar gelang de bijverdiensten veel of weinig bedragen, wat afhangt van de belangrijkheid der bijkomende bediening of zending.

Het besluit van 29 Juni heeft hieromtrent gedaan wat diende te worden gedaan, door de bijkomende verhooging van een tiende, eerste bestanddeel van den nieuwen duurtebijslag, slechts op de hoofdwedde te verleen.

Ministerie van Landbouw.

De algemeene bepalingen die het verleen van deze vergoedingen tot 1 Juli regelden, sloten de bedienden niet uit, die verscheidene ambten tegelijkertijd bekleeden of bijverdiensten trekken. Mijn Departement hield dus geen rekening met deze bijzondere toestanden.

IV en VI.

Zijn er maatregelen getroffen om de wedderoosters der verscheidene Departementen in overeenstemming te brengen, ten einde bezwaren te vermijden, die waarschijnlijk zouden neerkomen op achtereenvolgende weddeverhoogingen?

De duurtebijslagen zullen gedeeltelijk door verhoogingen van wedde moeten vervangen worden wanneer de levensvoorwaarden zullen geregeld zijn. Heeft de Regeering dit belangrijk vraagstuk ter studie gelegd?

Antwoord.*Ministerie van Financiën.*

Deze twee vragen staan met elkander in verband.

Volgens de vooruitzichten van het koninklijk besluit van 29 Juli tot nieuwe regeling van den duurtebijslag, zal deze, behoudens latere regeling, verstrekt worden tot het einde van het loopende jaar.

Doch de Regeering heeft besloten zonder verwijl over te gaan tot de herziening der wedderoosters. Na afloop van het onderzoek in ieder Departement gedaan, wat betreft het personeel van deze diensten, zullen al de ontwerpen te zamen onderzocht worden door eene interministerieele Commissie, bij het Ministerie van Financiën ingesteld en in wier schoot de afgevaardigden van de groote klassen van het personeel zullen gehoord worden.

V

Werden er geene kaders van bedienden tot stand gebracht vóór de goedkeuring der begrootingscredieten tot bestrijding der kosten daarvan?

Antwoorden.*Ministerie van Financiën.*

Een nieuw personeel, namelijk tijdelijke klerken en machineschrijvers, moest zonder verwijl aangeworven worden wegens het ontzaglijk overwerk, dat aan het Ministerie van Financiën werd opgelegd door het overgroot getal zaken en verrichtingen die het gevolg zijn van den oorlog.

De kosten van dit aanvullend personeel worden aangerekend op de voorloopige credieten, door de Kamers toegestaan.

Ministerie van Binnenlandsche Zaken.

Bij het Departement van Binnenlandsche Zaken werden geene kaders van nieuwe bedienden tot stand gebracht. De kaders zijn dezelfde gebleven. Er werd enkel overgegaan tot het begeven van de openstaande plaatsen en het benoemen van een zeker getal tijdelijke bedienden, die onmisbaar zijn om den achterstand af te handelen en zich te belasten met de onderscheidene werkzaamheden, door den nieuwen toestand opgelegd.

Wat den dienst der verwoeste streken betreft, het kader der ambtenaren en bedienden werd vastgesteld bij ministerieel besluit van 10 April laatst.

Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

Het Departement van Buitenlandsche Zaken kan enkel verwijzen naar de nota, opgenomen in zijne begroótingsvoorstellen voor 1919, tot staving van het crediet van 895,000 frank, bij artikel 2 aangevraagd.

Ministerie van Justitie.

Neen, wat het Departement van Justitie betreft.

Ministerie van Oorlog.

Neen, doch tijdelijke bedienden moesten uit nood worden aangenomen en de noodige credieten dienden te worden uitgetrokken voor de betaling van hun loon.

Ministerie van Landbouw.

Bij het Hoofdbestuur werd een kader van steno-dactylografen tot stand gebracht. Deze bedienden werden benoemd *ter vervanging van klerken*.

Ministerie van Openbare Werken.

Bij het Departement van Openbare Werken werd geen nieuw kader van bedienden tot stand gebracht.

Ministerie van Nijverheid en Arbeid.

Buiten een Hoofddienst van bevoorrading, verbonden aan het Cabinet van den Minister, bestaande uit 5 leden, en een personeel van steno-dactylografen, werd geen enkel bestendig kader van nieuwe bedienden tot stand gebracht. Al de bedienden der diensten van Bevoorrading en Onderstand zijn tijdelijk aangesteld en kunnen afgedankt worden mits opzegging drie maanden te voren.

VII.

Doet de Regeering haar best om de diensten, die gedurende den oorlog tot stand kwamen, af te schaffen zoodra de omstandigheden het nut ervan doen vervallen?

Antwoorden.*Ministerie van Financiën.*

Geen enkele dienst buiten kader werd gedurende den oorlog bij het Departement van Financiën tot stand gebracht.

Ministerie van Binnenlandsche Zaken.

Het antwoord op deze vraag is bevestigend, wat het Departement van Binnenlandsche Zaken betreft.

Twee diensten, gedurende den oorlog tot stand gebracht, hangen daarvan af : de militievergoeding, in het buitenland betaald, en de legeraanwerving, eveneens in het buitenland ingericht.

Deze twee diensten, waarvan de eerste reeds verscheidene bedienden heeft afgedankt, zullen afgeschaft worden zoodra de omstandigheden zulks toelaten. De benoeming van hunne bedienden geschiedde trouwens slechts tijdelijk.

Wat aangaat de tijdens den oorlog opgerichte diensten en inrichtingen, die van het Beheer van den Gezondheidsdienst afhangen, heb ik aangedrongen om de vereffening daarvan voort te zetten. Sedert het begin van het jaar was deze voltrokken. Blijven nog enkel bestaan : het burgerlijk gasthuis te Houthem en het kraamvrouwengasthuis te Beysele, die blijkbaar dienen te worden behouden tot na het herstel der verwoeste streken.

Het Hooge Commissariaat der Regeering te Parijs is, uiteraard, eene inrichting van vereffening.

Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

Het Belgisch Documentatiekantoor werd afgeschaft. Een deel der leden, waaruit het bestond, werden overgenomen in den pers- en documentatiedienst bij het Departement van Buitenlandsche Zaken, waarvan het personeel niet talrijk genoeg was om in de huidige behoeften te voorzien.

Ministerie van Justitie.

Twee diensten, door de oorlogsomstandigheden noodig gemaakt, werden sedert 1914 bij het Departement van Justitie opgericht; te weten :

1^o De Hoofddienst voor de krijgsgevangenen, wiens taak ten einde loopt en die binnenkort zal vereffend worden ;

2^o De Commissie van Onderzoek, die bij den aanvang der overweldiging werd ingesteld met het oog op de schending der regelen van het Volkenrecht en die na de bevrijding van het grondgebied opnieuw werd ingesteld. Die Commissie heeft geen reden van bestaan meer, wanneer hare taak is volbracht.

Ministerie van Oorlog.

Ja, al de diensten en inrichtingen, die tijdens den oorlog tot stand kwamen en die in vreedstijd niet dienen te bestaan, worden afgeschaft naarmate de vereffening der zaken en de wederoprichting van de normale instellingen zulks toelaten.

Ministerie van Landbouw.

Zoodra de omstandigheden zulks toelaten, dankt mijn Departement de tijdelijke bedienden af, die men sedert den oorlog moest aanwerven. Zóó heeft het den dienst, belast met den verkoop der beschikbare paarden na de demobilisatie der Britsche en Canadeesche legers, doen afschaffen.

Ministerie van Openbare Werken.

Bij het Departement van Openbare Werken kwam onder den oorlog geen enkele nieuwe dienst tot stand.

Ministerie van Nijverheid en Arbeid.

De diensten, die te Le Havre, Parijs en Londen tijdelijk tot stand kwamen, werden afgeschaft.

Ministerie van Koloniën.

Het personeel van het Departement werd niet vermeerderd; het getal ambtenaren, door het reglement bepaald, is zelfs niet bereikt en men tracht het bestuurswerk af te handelen, ofschoon de plaatsen, die door afsterven of om andere redenen openstaan, niet werden begeben. Al dé diensten, die onder den oorlog tot stand kwamen, werden afgeschaft : enkele buitengewone bedienden worden slechts behouden om den achterstand van de door hen te vereffenen zaken af te handelen.
